

DANS LA LUMIÈRE



AFRICAN PARKS
RAPPORT ANNUEL 2021



INTRODUCTION ————— 02

- 04 Le portefeuille d'African Parks
- 06 Lettre d'introduction : S.E. Hailemariam Dessalegn
- 08 Lettre du PDG et sommaire exécutif
- 14 Notre modèle
- 16 La Garamba : une histoire de durabilité
- 18 2021 : les chiffres

LES PARCS ————— 20

- 22 **Mozambique**
- 24 Parc national de l'archipel de Bazaruto
- 26 **Zimbabwe**
- 28 Parc national de Matusadona
- 30 **Angola**
- 32 Parc national d'Iona
- 34 **Malawi**
- 36 Réserve faunique de Majete
- 38 Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi
- 40 Réserve faunique de Nkhotakota
- 42 **Zambie**
- 44 Parc national des plaines de la Liuwa
- 46 Zones humides de Bangweulu
- 48 Parc national de Kafue
- 50 **Rwanda**
- 52 Parc national de l'Akagera
- 54 Parc national de Nyungwe
- 56 **Congo**
- 58 Parc national d'Odzala-Kokoua
- 60 **République démocratique du Congo**
- 62 Parc national de la Garamba
- 64 **République centrafricaine**
- 66 Le Chinko
- 68 **Bénin**
- 70 Parc national de la Pendjari
- 72 Parc national du W
- 74 **Tchad**
- 76 Parc national de Zakouma et Réserve faunique de Siniaka Minia
- 78 Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi
- 80 **Programme d'incubation**

NOS PARTENAIRES ————— 82

- 84 Message du Président
- 86 Partenaires gouvernementaux
- 88 Partenaires financiers stratégiques
- 96 Informations institutionnelles
- 98 En souvenir

DONNÉES FINANCIÈRES ——— 100

- 102 Performance financière 2021
- 104 États financiers résumés
- 108 Gouvernance
- IBC Rejoignez-nous



INTRODUCTION

Le portefeuille d'African Parks	04
Lettre d'introduction : S.E. Hailemariam Dessalegn	06
Lettre du PDG et sommaire exécutif	08
Notre modèle	14
La Garamba : une histoire de durabilité	16
2021 : les chiffres	18



LE PORTEFEUILLE D'AFRICAN PARKS

La création d'African Parks, en 2000, a été conçue comme une solution africaine aux menaces liées à la conservation sur ce continent. Nous assumons l'entière responsabilité de la gestion à long terme de parcs nationaux et de zones protégées, en partenariat avec des gouvernements et des communautés locales. Notre objectif : restaurer et gérer efficacement ces paysages en les rendant écologiquement, socialement et financièrement durables, de manière à offrir à perpétuité une multitude d'avantages aux populations et à la faune sauvage. Fin 2021, nous régissons 19 parcs dans 11 pays différents ; leurs 14,8 millions d'hectares, couvrant 10 des 13 biomes écologiques d'Afrique continentale, constituent, sur le plan écologique, la zone la plus vaste et la plus diversifiée protégée en Afrique par une seule et unique ONG.

UN MODÈLE AFRICAIN POUR LA CONSERVATION EN AFRIQUE



S.E. Hailemariam Dessalegn

PREMIER MINISTRE D'ÉTHIOPIE 2012-2018
PRÉSIDENT DE L'UNION AFRICAINE 2013-2014
VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
D'AFRICAN PARKS NETWORK 2021 À AUJOURD'HUI

Notre avenir à tous dépend de l'Afrique, qui abrite plus du quart de la biodiversité planétaire ainsi que les plus importantes migrations de mammifères, et où est stocké un dixième du carbone irrécouvrable mondial, pour la majeure partie dans le bassin du Congo. Cette forêt tropicale, la deuxième plus vaste au monde et considérée à juste titre comme l'un de ses poumons verts, séquestre plus de carbone que toutes les forêts tropicales d'Asie et l'Amazonie réunies. Ces paysages sont essentiels à la pureté de l'air et de l'eau, à la sécurité alimentaire et à un mode de vie plus satisfaisant ; pourtant, nous continuons de négliger nos écosystèmes sauvages et de détruire la nature.

Alors que le monde est aux prises avec des crises corrélées – la perte de biodiversité, le changement climatique et les pandémies mondiales –, l'investissement dans les zones protégées et leur sécurisation apparaissent comme deux des mesures les plus sûres et les plus avantageuses pour assurer notre propre survie. À une période où l'Afrique connaît des taux de croissance démographique et de développement agricole sans précédent, la science a démontré que nous devons investir dans la nature, maintenant, avant qu'il ne soit trop tard, car elle est le moteur de notre développement socio-économique.

African Parks est convaincue que ce qui n'est pas géré, en termes de zones protégées et de parcs nationaux, sera perdu – et ce qui est perdu est presque impossible

à récupérer. Cela signifie que les zones sauvages d'aujourd'hui n'auront que plus de valeur demain, non seulement pour les habitants de notre continent mais pour l'humanité entière.

C'est pourquoi j'ai rejoint le conseil d'administration d'African Parks : pour m'associer à une solution africaine unique pour des défis uniquement africains. J'ai vu son modèle de partenariat public-privé, pionnier dans la gestion de zones protégées en Afrique, être mis à l'épreuve et réussir, même dans les endroits les plus improbables. En République centrafricaine, un pays en proie à des décennies de guerre civile, il a été confié à cette ONG un mandat de gestion du Chinko, un site colossal de 55 000 km², dans le but d'en faire le cœur d'un vaste plan d'aménagement du territoire pour toute la partie orientale du pays. En République démocratique du Congo, elle a fait du Parc national de la Garamba, un lieu historiquement pillé par les seigneurs de la guerre, où la faune, la flore et la vie des populations avaient été réduites à néant, la zone désormais la plus stable de toute la région, où le braconnage a pratiquement disparu et où les communautés retirent chaque année plus de 800 000 \$US de l'agriculture durable. Ce type de transformation se produit dans les 19 parcs sous sa gestion : des écoles y ont été construites, des enfants peuvent apprendre, des services médicaux sont disponibles et les populations ont un emploi. Tout cela grâce à la protection dont jouit la nature.

En septembre, j'ai aidé African Parks à conclure deux protocoles d'accord : l'un avec le gouvernement du Soudan du Sud, pour parvenir à un accord de gestion des Parcs nationaux de Bandingilo et Boma, l'autre avec le gouvernement éthiopien au sujet des Parcs nationaux de Gambella et Omo. La durabilité de ces parcs contigus d'une superficie de 46 000 km², qui abritent la deuxième migration de mammifères de la planète en termes d'envergure, a des ramifications mondiales.

African Parks offre aux gouvernements africains une solution sans risque pour gérer leurs zones protégées et ainsi sauvegarder la biodiversité de notre continent, tout en s'engageant de façon pragmatique sur la voie du développement durable. Il nous incombe, en tant que dirigeants d'Afrique, et je m'y engage personnellement, de reconnaître qu'il s'agit là d'une option essentielle et de mettre en lumière ses bénéfices pour protéger notre patrimoine irrécouvrable.

Cordialement,
S.E. Hailemariam Dessalegn



PAR-DELÀ LES OMBRES



Peter Fearnhead

LETTRE DU PDG ET SOMMAIRE EXÉCUTIF

Ces deux dernières années ont été pour beaucoup extraordinairement difficiles. Les traumatismes et les difficultés, bien réels, n'ont épargné ni nos équipes, ni les pays dans lesquels nous intervenons. Nous ne nous attendions pas à nous développer, et pourtant nous l'avons fait. Nous ne nous attendions pas à en sortir plus forts, et pourtant nous l'avons fait.

Aujourd'hui, nous avons au moins six nouveaux parcs en ligne de mire, tous bien avancés : cela nous permettrait de doubler la portée du portefeuille que nous avons passé deux décennies à constituer. Nous sommes devenus l'un des bénéficiaires du Legacy Landscapes Fund, ce fonds à la structure unique créé par le gouvernement allemand comme nouveau modèle de financement durable en matière de conservation. Et nous avons annoncé les deux plus grands engagements financiers jamais pris dans l'histoire en faveur des zones protégées en Afrique : l'un de la Fondation Rob et Melani Walton, l'autre de la Fondation Wyss.

Nous restons focalisés sur un modèle éprouvé et testé, affiné pendant 20 ans au gré des succès et des erreurs, efficace, cohérent et aisément modulable. Nous disposons de conseils d'administration, de partenaires gouvernementaux et de bailleurs de fonds stratégiques remarquablement engagés, qui relèvent tous courageusement le défi de la protection de la nature au profit de l'humanité. Nous avons défini une feuille de route claire, et identifié les 161 paysages africains devant être protégés en priorité pour que perdure la biodiversité du continent, essentielle à la salubrité de la planète et à notre survie ultime. Selon nous, 69 seulement ont mis en place des mesures de gestion qui assureront leur pérennité – alors les 92 autres nous donnent des raisons d'autant plus solides d'étendre notre impact en amplifiant notre action. Et cela n'a jamais été aussi urgent.

Dans les pages suivantes, vous découvrirez les effets durables que nous produisons, avec votre soutien, grâce à la gestion efficace de nos 19 parcs, dans 11 pays du continent. Vous apprendrez comment nous assistons à la reconquête de leur patrimoine naturel par un nombre croissant de citoyens (21 % de plus qu'avant la pandémie) visitant leurs propres parcs. Vous verrez que le braconnage a été maintenu à un niveau historiquement bas et que de nombreuses populations d'espèces menacées augmentent. Vous prendrez connaissance de la plus grande translocation de rhinocéros blancs jamais réalisée, laquelle a permis de créer à l'Akagera, au Rwanda, un fief pour l'espèce, et d'autres actions marquantes tels le retour des Lycaons au Malawi et le développement des populations fondatrices de guépards au Malawi et à Bangweulu, en Zambie.

Vous découvrirez également les avantages qu'apporte chacun de ces parcs à des populations figurant parmi les plus défavorisées de la planète. Ainsi la Garamba, en République démocratique du Congo – l'un des sites les plus complexes dans lequel nous soyons intervenus : il y a quelques années, nous avons envisagé de nous désengager, car les pertes en vies humaines et en faune sauvage étaient trop importantes et le succès semblait hors de portée. Mais nos partenaires et nous-mêmes avons persévéré, et la Garamba est aujourd'hui l'une des zones les plus stables et les plus sûres de la région ; aucun éléphant n'y a été recensé ces deux dernières années comme victime de braconnage, et les programmes communautaires génèrent, grâce aux entreprises sociales, près d'un million \$US dont 100 % vont directement à la population locale. Grâce au soutien de l'Union européenne et de GivePower, le parc fournit désormais une énergie fiable, propre et durable à 14 000 foyers : il est, littéralement, un dispensateur de lumière.

Permettez-moi de conclure par ceci. Que la Garamba puisse connaître une telle transformation m'emplit d'optimisme : même en période d'instabilité mondiale et de troubles économiques, nous pouvons maintenir le cap et laisser un héritage durable. Je tiens à remercier les gouvernements qui se sont associés à nous et nous confient leurs précieuses ressources naturelles ; nos bailleurs de fonds, sans lesquels rien de tout cela n'est possible ; et nos équipes sur le terrain, qui font en sorte que cela se produise. Au nom d'African Parks, je vous remercie pour votre partenariat et pour la création d'un avenir plus lumineux et plus durable.

Cordialement,
Peter Fearnhead, PDG



Une girafe dans le Parc national de Bandingilo, au Soudan du Sud © Ted Woods

NOTRE CROISSANCE - En 2021, nous avons maintenu notre implantation : notre gestion de 19 parcs dans 11 pays sécurise 14,8 millions d'hectares de territoires sauvages sur le continent. Il s'agit du portefeuille le plus important et, sur le plan écologique, le plus diversifié d'aires protégées en Afrique en cours de réhabilitation par une seule et même organisation de conservation.

En Zambie, nous avons mis en place pour Kafue, site d'importance mondiale, un plan de soutien prioritaire de 12 mois qui a débuté en février et devrait aboutir à un mandat complet en 2022. Des avancées passionnantes ont vu le jour en septembre en Angola, au Soudan du Sud et en Éthiopie, où des protocoles d'accord engagent nos partenaires gouvernementaux à conclure début 2022 des mandats complets concernant un total de six nouvelles zones protégées. Les 14,6 millions d'hectares que représentent, cumulés, ces territoires additionnels doubleraient quasiment notre emprise actuelle. Nous avons également soumis une expression d'intérêt pour le Parc national de Kidepo et deux autres réserves adjacentes en Ouganda. Des discussions constructives se poursuivent quant à la gestion de Kundelungu, en RDC, avec l'Institut pour la conservation de la nature (ICCN) et d'autres partenaires.

Nous avons annoncé deux engagements réellement considérables et transformateurs cette année : en juin, 108 millions \$US de la Fondation Wyss, qui soutiendront les parcs, existants et nouveaux, par des subventions de contrepartie au cours des cinq prochaines années ; et, en septembre, 100 millions \$US de la Fondation Rob et Melani Walton, qui s'est engagée à verser 75 millions \$US à notre dotation - la plus importante contribution à la dotation à ce jour - et 25 millions \$US en soutien aux parcs existants. Ces dons généreux nous permettent de jeter les bases d'une intensification de notre action, en vue d'atteindre nos objectifs au cours des dix prochaines années. Ces deux fondations sont également des partenaires fondateurs du nouveau Legacy Landscapes Fund, un fonds à la structure inédite par lequel Iona, en Angola, et Odzala, au Congo, recevront chacun de la Banque allemande de développement (KfW) 10 millions \$US supplémentaires, ce qui leur assurera annuellement un financement de 1 million \$US pendant les 15 prochaines années. Il s'agit là d'évolutions progressives, qui visent à prendre en compte deux éléments : la conservation a besoin d'un « financement permanent » et « le capital financier est nécessaire pour soutenir le capital naturel ».

LA FAUNE - Effectuer des translocations d'animaux sauvages, rendues plus complexes encore par les confinements inopinés et les fermetures nocturnes des postes-frontières, n'a pas été une mince affaire pendant le Covid-19. Nous sommes néanmoins parvenus à réaliser des translocations historiques et à documenter des tendances optimistes pour certaines des espèces les plus menacées du continent. En juillet, nous avons réintroduit des lycaons à Liwonde et à Majete, au Malawi, signalant ainsi leur première réapparition dans ce pays depuis leur extinction locale dans les années 1980. En novembre, nous avons transféré une meute de neuf animaux dans les plaines de Liuwa, en Zambie, en collaboration avec l'Endangered Wildlife Trust (EWT) et le Département zambien des parcs nationaux et de la faune sauvage. Ces deux opérations sont le fruit d'une action internationale primordiale en faveur de la conservation du lycaon : de ce carnivore, le plus menacé d'Afrique après le loup d'Éthiopie, on estime qu'il ne reste plus que 6 600 individus et 700 couples reproducteurs à l'état sauvage - nous sommes d'autant plus heureux d'annoncer qu'un piège photographique a capturé la présence de neuf chiots à Liwonde.

En septembre, nous avons transféré avec succès 223 zèbres à Matusadona, au Zimbabwe, pour y renforcer la population résidente : pendant trois semaines, depuis la Buby Valley Conservancy qui nous en a fait don, 20 à 30 animaux ont été transportés en camion tous les deux ou trois jours. Cette introduction, qui complète la population existante, accélérera le processus qui vise à faire du parc une destination prisée pour sa faune sauvage. De nouveaux guépards ont également été introduits à Bangweulu, en Zambie, et nous avons réussi en novembre à transférer 30 rhinocéros blancs d'Afrique du Sud vers le Parc national de l'Akagera, au Rwanda - la plus importante opération de ce type jamais entreprise : pour cette tâche monumentale qui a nécessité des mois de planification, un Boeing 747 a été affrété pour transporter une cargaison de 80 tonnes, soit le poids combiné des 30 rhinocéros, de leurs caisses en acier spéciales et de la nourriture supplémentaire. Après avoir parcouru 3 400 km, ils ont été relâchés en toute sécurité à l'Akagera dans des bomas aménagées à cet effet. Cette opération a été rendue possible par notre collaboration avec le Rwanda Development Board (RDB), avec lequel nous entretenons de longue date un partenariat exemplaire,



Un des 30 rhinocéros blancs transférés dans le Parc national de l'Akagera, au Rwanda © Martin Meyer

ainsi qu'avec la Fondation Howard G. Buffett (HGBF), qui l'a généreusement financée, et l'association andBeyond, qui a remis les rhinocéros. Nous avons également apprécié les bons échos qu'elle a recueillis au niveau mondial.

Autres faits notables : les niveaux de braconnage sont restés à un niveau historiquement bas dans de nombreux parcs au cours de l'année ; à notre connaissance, pas un seul éléphant n'est mort du braconnage depuis septembre 2019 à la Garamba, où des éléphanteaux et des girafons continuent d'être documentés. L'équipe du Chinko est parvenue à écarter les braconniers des 24 300 km² qui constituent le noyau de la grande zone protégée, dont 90% sont également exempts de bétail. L'étude sur les grands carnivores de Chinko a révélé une augmentation depuis 2017 des espèces essentielles – lions, léopards et hyènes tachetées. Odzala continue d'abriter la plus grande population de gorilles des plaines occidentales de tous les parcs nationaux africains avec 7 585 individus, et plus de 7 000 éléphants de forêt. Alors qu'elle effectuait des relevés aériens à Bazaruto, au Mozambique, notre équipe de recherche et surveillance a documenté à trois occasions distinctes un groupe de 57 dugongs, soit le plus grand troupeau documenté à Bazaruto ainsi que le plus important jamais observé sur le littoral d'Afrique

de l'Est depuis les années 1990 au moins. Plusieurs paires vache-veau ont également été enregistrées, dont six en un seul jour.

NOTRE COMMUNAUTÉ – Cette année encore, comme en 2020, tous les parcs sont restés pleinement opérationnels, et aucun membre de notre personnel n'a perdu son emploi du fait du Covid. Nos équipes se composent désormais de 3 788 employés à temps plein, dont 95 % de nationaux, et nous soutenons des milliers de locaux salariés à temps partiel. Notre équipe d'écogardes se compose aujourd'hui de 1 328 personnes, dont 650 ont participé le 18 septembre au Wildlife Ranger Challenge : chaque année, chaque écogarde court sur une distance de 21 km pour sensibiliser à son rôle et au manque de ressources dont souffrent ses collègues africains.

Nous avons continué, par notre travail communautaire, à transformer la vie des populations. Grâce aux parcs sous notre gestion, pas moins de 18 000 habitants bénéficient directement de revenus durables : ils sont apiculteurs, pêcheurs, agroforestiers ou guides communautaires, perçoivent une aide à l'élevage du bétail et une assistance vétérinaire, ou récoltent durablement les ressources naturelles produites par les parcs. Pas moins de 25 000 enfants ont participé



Un dugong dans le Parc national de l'archipel de Bazaruto, au Mozambique © Rafael Fernandez Caballero



Des apiculteurs dans le Parc national de la Garamba, en RDC © Marcus Westberg

à des visites gratuites et pédagogiques des parcs – et tout cela s'est poursuivi en pleine pandémie. Un point fort en particulier : le projet solaire à la Garamba, qui, grâce aux financements de l'Union européenne et de GivePower, a été le premier fournisseur d'une énergie fiable, propre et durable auprès de 14 000 foyers. Deux mini-réseaux solaires ont fait de Faradje et Tadu les premières localités électrifiées de la région. D'ici 2022, la Garamba subventionnera également le coût des lampes et des kits solaires pour 13 000 autres foyers, dont 4 218 ont déjà acquis des lampes solaires. Maman Bibiani, mère de huit enfants et institutrice, a déclaré : « Je suis reconnaissante de tout ce qu'a fait la Garamba pour aider nos enfants. Le parc est une source permanente de sécurité pour ma famille et moi-même, et pour toute ma communauté ; maintenant, on peut dire qu'il est vraiment une source de lumière. »

EN SOUVENIR – Nous avons été très durement touchés cette année : la perte prématurée de plusieurs personnes remarquables nous a profondément touchés. Parmi eux, citons notre directeur des ressources humaines, Ken Wanyoto ; Markus Jebesen, qui était un membre fondateur de notre groupe

consultatif Asie-Pacifique ; Khalid Hassan, qui était un membre fondateur du conseil d'administration de Majete ; et Lee Eliot, notre conseiller en application de la loi dans la Garamba. Ces deuils ont été tragiques. African Parks et la conservation en général ont perdu des êtres de qualité, et nos cœurs s'affligent en pensant aux proches qu'ils ont laissés derrière eux.

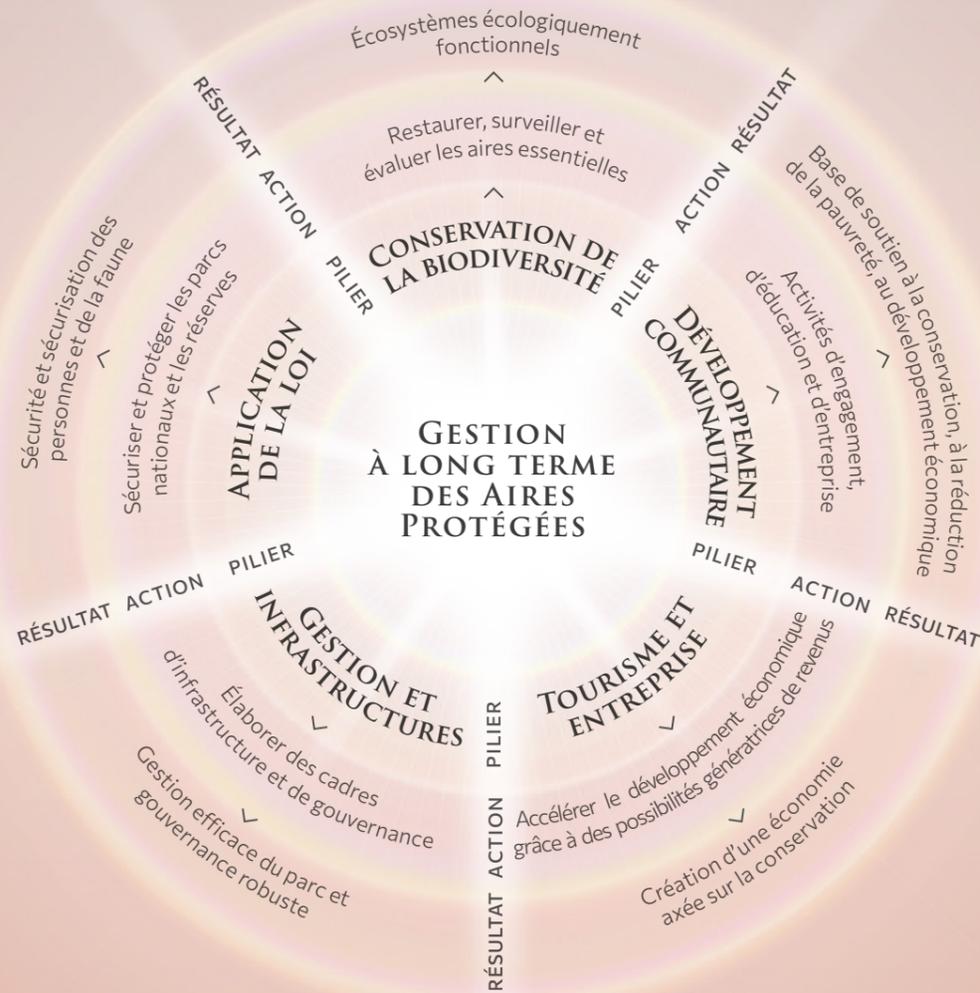
AVEC NOTRE GRATITUDE – Malgré les défis mondiaux actuels, ce qui se passe sur ce continent en termes d'aspiration des gouvernements à protéger leurs ressources naturelles est remarquable. Je pense que les progrès que nous avons réalisés en 2021 suivent une bonne trajectoire et nous permettent de développer notre action, et de protéger une plus grande partie encore de l'Afrique au bénéfice de la faune sauvage et des communautés avant que ces zones ne disparaissent. Et cela n'est possible que grâce à nos partenaires gouvernementaux, à toute l'équipe d'African Parks qui exécute notre travail au quotidien, et à des personnes comme vous, qui croient en notre mission et en nos capacités et sont prêtes à y contribuer. Merci d'avoir maintenu le cap avec nous et d'avoir choisi African Parks.

NOTRE MODÈLE

POUR UN AVENIR DURABLE

En 2000, African Parks a été le pionnier du modèle de « partenariat public-privé » (PPP) en matière de gestion des zones protégées. Dans ce cadre, nous assumons entièrement la gestion du parc et rendons compte à 100 % au gouvernement, qui en conserve la propriété et en détermine la politique. Nous concluons pour ce faire des accords à long terme d'une durée moyenne de 20 ans (les mandats), mettons en place des solutions de financement (les ressources) et établissons une bonne gestion et une gouvernance claire par la création d'entités juridiques distinctes par parc ou par pays, dont chacune possède son propre conseil d'administration représentant les principales parties prenantes (la gestion). Une fois ces trois éléments en place, nous mettons en œuvre les cinq piliers (ci-dessous) conçus pour restaurer et protéger les zones sauvages au profit des populations et de la faune tout en assurant une durabilité à long terme.

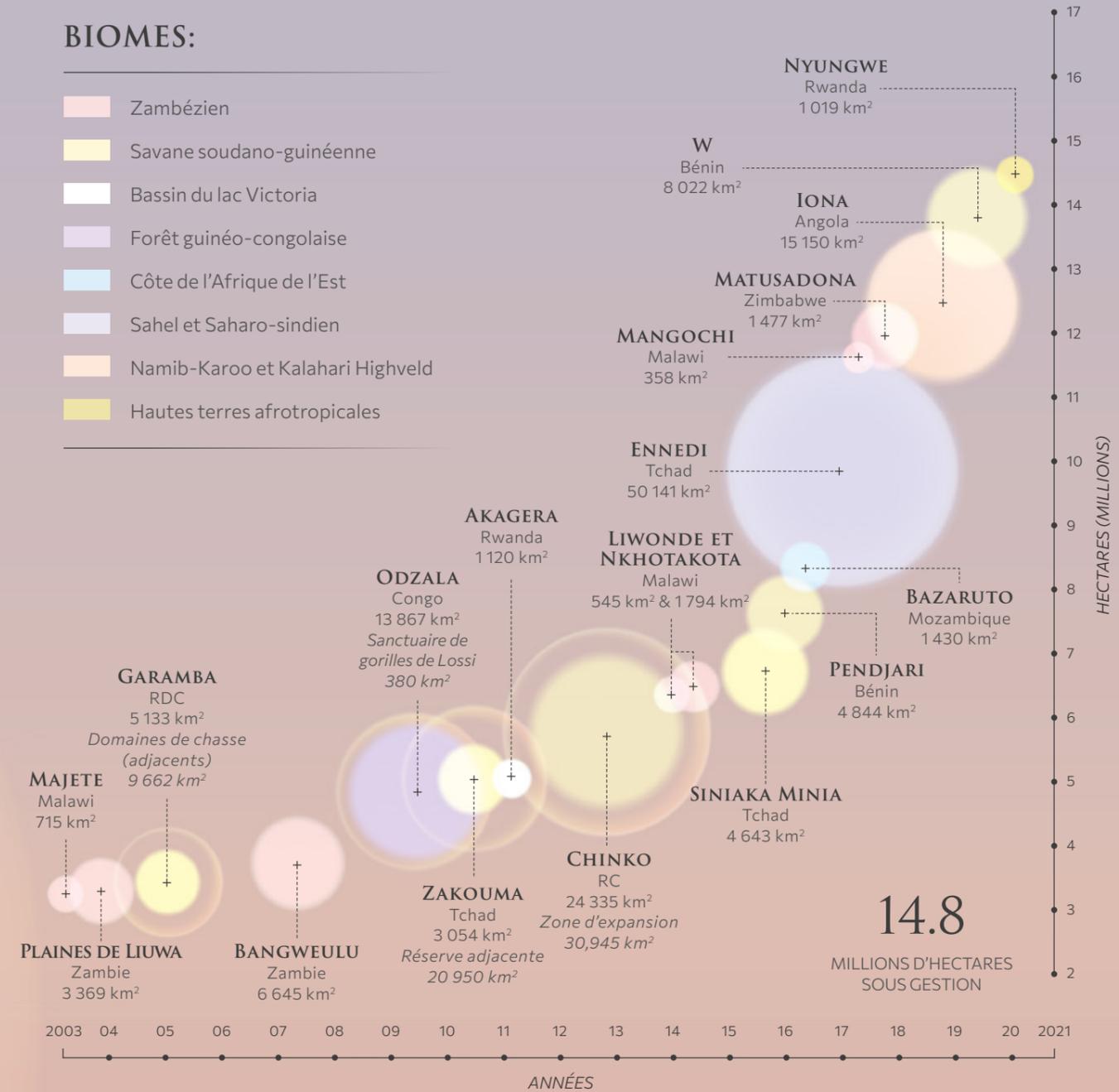
5 PILIERS, ACTIONS & RESULTATS



Modèle AP Créé en 2000

BIOMES:

- Zambézien
- Savane soudano-guinéenne
- Bassin du lac Victoria
- Forêt guinéo-congolaise
- Côte de l'Afrique de l'Est
- Sahel et Saharo-sindien
- Namib-Karoo et Kalahari Highveld
- Hautes terres afrotropicales



NOTRE EMPREINTE:

PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ DE L'AFRIQUE

La gestion par African Parks de 19 parcs dans 11 pays, couvrant 10 des 13 biomes écologiques d'Afrique continentale, garantit que 14,8 millions d'hectares sont gérés efficacement, et donc protégés. En 20 ans seulement, nous avons constitué le portefeuille le plus important et le plus diversifié sur le plan écologique que détienne une même organisation de conservation sur le continent. Notre objectif est de gérer 30 parcs d'ici 2030 répartis dans 11 biomes, ce, afin d'assurer que 30 millions d'hectares seront bien gérés et, ainsi, de concourir à une vision plus large : que 30 % des paysages africains uniques soient protégés à perpétuité.

PUIS LA LUMIÈRE FUT

L'HISTOIRE DE LA GARAMBA

Le Parc national de la Garamba, situé à l'angle nord-est de la République démocratique du Congo (RDC), a reçu la dénomination de parc national en 1938. Ce paysage écologique, l'un des plus importants d'Afrique, abritait dans les années 1970 plus de 22 000 éléphants ainsi que la plus importante population mondiale de rhinocéros blancs du Nord, ce qui lui valut d'être classé au Patrimoine mondial en 1980 ; mais, vingt ans plus tard, 95 % de ses éléphants et tous ses rhinocéros blancs avaient disparu. Tout aussi tragique a été la dévastation totale subie par les communautés locales, aux mains de braconniers militarisés et de groupes rebelles prêts à tuer jusqu'au dernier éléphant, tout comme quiconque se dressant sur leur route.

« LE PARC EST UNE SOURCE PERMANENTE DE SÉCURITÉ POUR MA FAMILLE ET MOI-MÊME, AINSI QUE POUR TOUTE MA COMMUNAUTÉ. MAINTENANT, ON PEUT DIRE QU'IL EST VRAIMENT UNE SOURCE DE LUMIÈRE. » — Maman Bibiane, enseignante à l'Institut Faradje, en RDC

Pour enrayer cette destruction, l'Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN) a invité African Parks en 2005 à gérer la Garamba, pour assurer et maintenir une indispensable stabilité. Malgré les difficultés rencontrées au cours de la décennie suivante, dès 2017 nous avons redéfini la trajectoire de la Garamba grâce à une stratégie révisée d'application de la loi et la mise en œuvre d'une politique de développement durable. Cela a été soutenu et encouragé par l'ICCN, l'USAID, l'Unesco et, tout particulièrement, l'Union européenne, qui a mobilisé 28 millions € à cet effet.

Et cela fonctionne. Grâce à l'application professionnalisée de la loi et l'utilisation d'une technologie de classe mondiale, le braconnage a été presque entièrement éliminé, le nombre d'éléphants braconnés passant de 98 en 2015 à zéro en 2021. L'amplification du nombre des arrestations et des poursuites judiciaires a créé un effet dissuasif notable sur les activités illégales dans et autour du parc. Nos activités de recherche nous aident à mieux comprendre la dynamique pastorale dans la région et à soutenir notre action auprès des groupes pastoraux, lesquels exercent un impact direct sur la sécurité et la conservation.

Dans la mesure où une meilleure sécurité est un élément fondamental du développement durable, les investissements réalisés dans l'énergie verte et l'agroécologie portent leurs fruits. La stratégie de développement durable à long terme de la Garamba se concentre sur les pratiques agricoles pour stimuler la croissance économique « verte » : soutien à l'agriculture durable communautaire et élimination progressive de l'agriculture itinérante, accès aux services sociaux ; développement et entretien des accès routiers ; accès aux énergies renouvelables.

Nous sommes en passe de former, d'ici 2024, 1 500 agriculteurs aux méthodes durables grâce au programme « FarmerFieldsSchool » (FFS) : ses participants, sélectionnés selon des critères sociaux et techniques spécifiques, sont formés à appliquer des techniques durables – proscrivant notamment les méthodes de culture sur brûlis – et à former à leur tour d'autres agriculteurs. L'éducation à l'environnement est également devenue l'épine dorsale de l'approche de la Garamba : 450 enfants provenant de 15 écoles reçoivent chaque semaine un enseignement pratique sur l'agriculture durable et l'environnement.

Les agriculteurs des communautés produisent annuellement environ 50 tonnes de poisson, 5,6 tonnes de chia et 440 kilos de miel qui, parallèlement au cacao, au bétail et à d'autres activités, ont généré en 2021 800 000 \$US de recettes intégralement reversées aux communautés. On estime que des entreprises communautaires gérées ou soutenues par la Garamba généreront 1,2 million \$US d'ici fin 2022. Plus de 150 km de routes ont été développés ou entretenus, et 82 000 villageois ont désormais accès à l'eau potable. Les infrastructures médicales, améliorées et gérées par le personnel du PNG, assistent 10 000 personnes, et huit cliniques mobiles ont apporté en 2021 des soins et des médicaments gratuits à plus de 6 000 personnes.

Enfin, avec l'aide de l'UE et de GivePower, la Garamba fournit de l'énergie solaire à 14 000 foyers et petites entreprises qui n'avaient jusqu'alors jamais bénéficié d'une source d'énergie propre et fiable. Cette transformation, à la fois dans et hors de la Garamba, est tout à fait remarquable : ce lieu naguère encore synonyme de désespoir est aujourd'hui un symbole vivant de progrès et de potentialités, tant pour les populations que pour la faune.



2021 : LES CHIFFRES

ÉCOLOGIQUE :

CE QUI N'EST PAS GÉRÉ SERA PERDU

Des écosystèmes sauvages fonctionnels sont essentiels à la survie de l'humanité ; bien gérés, ils fournissent de l'air pur, de l'eau et une sécurité alimentaire. Nos écogardes permettent aux écosystèmes de prospérer dans des lieux sûrs. Une fois enrayés le braconnage et les autres risques liés à l'illégalité, la faune sauvage peut s'épanouir, et des espèces essentielles autrefois perdues peuvent être réintroduites.



CRÉER DES ESPACES SÛRS

1 328

ÉCOGARDES
25 % D'AUGMENTATION
DEPUIS 2020

2 687

ARRESTATIONS EFFECTUÉES
28,6 % D'AUGMENTATION
PAR RAPPORT À 2020

28,4

TONNES DE PRODUITS
ILLÉGAUX LIÉS À LA FAUNE
SAUVAGE CONFISQUÉES, DONT

17

TONNES DE VIANDE DE BROUSSE

26 459

COLLETS RETIRÉS
EN BAISSÉ DE 27,5 % PAR RAPPORT À 2020
(malgré les efforts constants des patrouilles,
indiquant que la pose de collets est empêchée)

FAUNE MENACÉE SOUS NOTRE PROTECTION

13 842

ÉLÉPHANTS DE SAVANE
ET DE FORÊT

7 270

ÉLÉPHANTS DE FORÊT

7 585

GORILLES DES PLAINES
OCCIDENTALES

La plus grande
population existant
dans un parc national

2 152

CHIMPANZÉS

1 901

GIRAFES

477

LIONS

51

GUÉPARDS

Dont 35 au Malawi depuis les
réintroductions à Liwonde en 2017
et à Majete en 2019



TRANSLOCATIONS IMPORTANTES DE FAUNE SAUVAGE EN 2021

L'année 2021 a été marquée par des réintroductions historiques – notamment celle de 30 rhinocéros blancs à l'Akagera, au Rwanda, qui constitue le plus grand déplacement de rhinocéros jamais réalisé ; 223 zèbres à Matusadona, au Zimbabwe ; la renaissance des lycaons au Malawi (14 à Majete et Liwonde, 11 autres à Liuwa, en Zambie) ; 10 girafes à Majete ; 5 guépards à Bangweulu, en Zambie.

Haut : Écogardes dans la Réserve faunique de Majete, au Malawi © Naude Heunis
Bas : Un gorille dans le Parc national d'Odzala-Kokoua, au Congo © Andrew Beck

SOCIOPOLITIQUE :

LÀ OÙ LA PROSPÈRENT LES ANIMAUX SAUVAGES, LES HUMAINS PROSPÈRENT AUSSI

Des parcs bien gérés peuvent apporter des avantages à des communautés vulnérables. Dans chaque parc, notre modèle assure la représentation du gouvernement et de la communauté au sein du conseil d'administration, ce qui leur permet d'intervenir dans les décisions liées à la gestion. Nous investissons dans des écoles, dans les salaires des enseignants, dans des unités médicales et dans des moyens de subsistance durables, afin de créer un groupe d'intérêt pour la conservation qui garantisse l'avenir de ces zones sauvages.

187

ÉCOLES SOUTENUES
87 % D'AUGMENTATION
PAR RAPPORT À 2020

8

ÉCOLES CONSTRUITES

958

BOURSES D'ÉTUDES FOURNIES

27 % D'AUGMENTATION
PAR RAPPORT À 2020

14 143

ENFANTS ONT PARTICIPÉ
À DES VISITES DE PARCS
PÉDAGOGIQUES GRATUITES

147 685

PERSONNES ONT REÇU
DES SOINS MÉDICAUX

36 % D'AUGMENTATION
PAR RAPPORT À 2020

27

HÔPITAUX ET
DISPENSAIRES
MOBILES SOUTENUS

25 253

MEMBRES DES
COMMUNAUTÉS LOCALES
ONT BÉNÉFICIÉ D'OPPORTUNITÉS
DE SUBSISTANCE DURABLES



ÉCONOMIQUE :

CONSTRUIRE UNE ÉCONOMIE BASÉE SUR LA CONSERVATION

Des parcs bien gérés génèrent des revenus issus de la création d'emplois, du tourisme ou d'autres programmes de développement durable. Plus nous créons d'emplois et plus il est versé en salaires et en impôts, ce qui galvanise une économie axée sur la conservation. Les recettes issues du tourisme ont baissé, mais les touristes locaux sont revenus et de nombreux parcs sont restés les principaux employeurs dans leurs régions respectives.



3 788

PERSONNEL
À TEMPS PLEIN
17 % D'AUGMENTATION PAR
RAPPORT À 2020
3 656 employés
nationaux à temps plein

33,4M \$US

VERSÉS
EN SALAIRES
26 % D'AUGMENTATION DEPUIS 2020

6,9M \$US

VERSÉS EN TAXES
165 % D'AUGMENTATION
PAR RAPPORT À 2020

4,5M \$US

GÉNÉRÉS PAR
LE TOURISME
23 % D'AUGMENTATION
PAR RAPPORT À 2020

1,3M \$US

GÉNÉRÉ PAR LES
ENTREPRISES SOCIALES
196 % D'AUGMENTATION
PAR RAPPORT À 2020
(principalement de la Garamba)

97 879

VISITES TOURISTIQUES
124 % D'AUGMENTATION
PAR RAPPORT À 2020

Haut : Des écoliers dans le Parc national des plaines de Liuwa, en Zambie © Mana Meadows
Bas : Le King Lewanika Lodge du Parc national des plaines de Liuwa, en Zambie © Time+Tide

LES PARCS

MOZAMBIQUE	22
24 Parc national de l'archipel de Bazaruto	
ZIMBABWE	26
28 Parc national de Matusadona	
ANGOLA	30
32 Parc national d'Iona	
MALAWI	34
36 Réserve faunique de Majete	
38 Parc national de Liwonde et Réserve forestière de Mangochi	
40 Réserve faunique de Nkhotakota	
ZAMBIE	42
44 Parc national des plaines de la Liuwa	
46 Zones humides de Bangweulu	
48 Parc national de Kafue	
RWANDA	50
52 Parc national de l'Akagera	
54 Parc national de Nyungwe	
CONGO	56
58 Parc national d'Odzala-Kokoua	
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO	60
62 Parc national de la Garamba	
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	64
66 Chinko	
BÉNIN	68
70 Parc national de la Pendjari	
72 Parc national du W	
TCHAD	74
76 Parc national de Zakouma et Réserve faunique de Siniaka Minia	
78 Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi	
PROGRAMME D'INCUBATION	80



MOZAMBIQUE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Administration nationale des aires de conservation (ANAC)



Parc national de
l'archipel de Bazaruto

PARC NATIONAL DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO

1 430 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Oppenheimer Generations et Fondation Wyss

UN UNIVERS MARIN PORTEUR D'ESPOIR



DIRECTEUR DU PARC

Armando Guenha

MOZAMBIQUE – D'une superficie de 1 430 km², le Parc national de l'archipel de Bazaruto (PNBA), plus ancienne réserve marine du Mozambique, est le premier site marin à être passé sous notre gestion. En 2017, l'Administration nationale des aires de conservation (ANAC) a en effet invité African Parks à l'aider à protéger l'un des sanctuaires les plus menacés de l'océan Indien. Bazaruto est le refuge de 2 000 espèces de poissons et de 500 espèces de mollusques marins et côtiers, mais aussi de certaines mégafaunes de toute première importance comme les dauphins, les requins, les baleines, les raies manta, les tortues et les dugongs, dont il abrite la plus grande population viable du littoral est-africain. L'année 2021, qui a marqué le 50^e anniversaire de sa création en tant que parc national, a également été celle où l'on a aperçu le plus grand troupeau de dugongs de l'océan Indien occidental depuis plus de 30 ans. Cette découverte significative est un hommage rendu à l'engagement de ceux qui ont contribué, au fil des décennies, à protéger cette réserve marine exceptionnelle. L'impact que nous cherchons à exercer à l'avenir, de concert avec l'ANAC, semble plus prometteur encore : poursuivre nos relations avec les communautés et nous assurer qu'elles bénéficient de la richesse de cet écosystème, développer et maintenir un tourisme durable, progresser dans l'expansion de la Zone de protection marine dans le nord du parc, ce qui englobe de vastes mangroves dont l'existence est essentielle pour une multitude d'espèces marines, y compris la majorité des dugongs de la région.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Bazaruto abrite la plus grande population viable de dugongs de la côte orientale de l'Afrique, ainsi qu'au moins six espèces de dauphins, trois espèces de baleines à fanons, plus de 180 espèces d'oiseaux, 45 de reptiles et 2 000 de poissons. Un relevé aérien effectué en 2021 a révélé la présence d'environ 325 dugongs, tandis qu'un second comptage effectué en décembre a permis de découvrir un troupeau

de plus de 55 individus, dont plusieurs baleineaux : il s'agit là du troupeau le plus important observé depuis les années 1960 dans la partie ouest de l'océan Indien. Le programme de surveillance des nids de tortues a progressé : la présence de deux gardes supplémentaires permet de renforcer la protection et la sensibilisation à la conservation de cette espèce, comme le montrent les cinq espèces de tortues nichant désormais sur l'archipel. Bien que le nombre de nids enregistrés cette saison (55 nids et 2 019 éclosions vivantes entre octobre 2020 et février 2021) soit inférieur à celui de la saison précédente, les deux comptages précédents restent les plus élevés que l'on ait effectués depuis 1994. De plus, 70 tortues ont été libérées avec succès des filets.

En octobre, une équipe internationale d'experts marins a procédé à une évaluation de la résilience des coraux, de manière à pouvoir fournir une base de référence pour la conservation des récifs. Quatre écogardes, ainsi que notre coordinateur de recherche assistant, se sont qualifiés en tant que plongeurs en eau libre PADI pour accompagner la mise en place d'un programme de surveillance à long terme.

APPLICATION DE LA LOI - L'unité d'application de la loi, qui compte désormais 51 membres, a permis depuis 2020, en collaboration avec l'autorité maritime et la police locale, de réduire de 28 % les activités illégales. Cette avancée témoigne de l'amélioration du contrôle des frontières et de la collaboration avec le PNBA et les procureurs. On a enregistré 11 arrestations ayant débouché sur six poursuites, et confisqué, parmi d'autres équipements de pêche illégaux, 100 filets maillants.

Des sessions de formation en plongée sous-marine, arraisonnement des navires et techniques de recherche ont été mises en œuvre tout au long de l'année pour améliorer les mécanismes d'action rapide. Trois nouveaux skippers ont été recrutés pour assurer une astreinte sur chacun des bateaux de l'unité tout au long de l'année, ce qui a renforcé notre présence et notre capacité de réponse dans l'ensemble du paysage maritime de Bazaruto.

APPLICATION DE LA LOI - Nous avons continué à investir dans les relations communautaires en maintenant une communication ouverte avec les dirigeants et les membres : 118 réunions ont été organisées à cet effet au cours de l'année. Le parc a mis en place des stages de cuisine, pâtisserie, menuiserie et écotourisme auxquels ont participé 56 membres des communautés. Six guides ont suivi une formation dispensée en collaboration avec l'Université Eduardo-Mondlane.

Dans le cadre du Projet intégré d'hydraulique et d'agriculture de conservation financé par la Banque mondiale, cinq groupes ont été formés à l'agriculture de conservation, qui permettra d'améliorer l'accès de leur communauté à une bonne nutrition et de lui fournir des revenus.

Dans un double souci de préservation des îles et de l'océan et de création d'emplois, 50 hommes et femmes ont été embauchés à la collecte des déchets. Plus de 114 tonnes de scories – dont du plastique, du verre et du métal – ont été dégagées, puis envoyées à Maputo pour y être recyclées. Les Journées mondiales de l'environnement et des océans donnent lieu à des séances de nettoyage des plages sur trois îles.

Des bourses d'études ont été attribuées à 66 élèves, ce qui porte à 244 le nombre total d'étudiants récipiendaires. Nous avons lancé la première phase du plan de développement communautaire pour appréhender les besoins de nos parties prenantes.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - L'équipe de gestion s'est enrichie de 13 nouvelles recrues, au nombre desquelles un nouveau coordinateur de recherche, un responsable des infrastructures et de la logistique, un chef de la maintenance, un coordinateur de la gestion des déchets et un magasinier-comptable.

La nouvelle machine de fabrication de blocs Hydraform doit produire une variété de briques d'un bon rapport qualité-prix. Sept écopoints ont été créés pour la collecte

des déchets, ainsi qu'un mur d'enceinte pour le bureau des opérations à Vilankulo. De nouveaux systèmes solaires seront installés aux avant-postes du parc. Une attention particulière a été portée à la gestion des incendies : des pare-feux ont été aménagés, et 33 écogardes ont reçu une formation à la lutte anti-incendie.

TOURISME - Les visiteurs, dont le nombre a augmenté de 64% par rapport à 2020, ont généré une recette de 364 908 \$US. La phase préliminaire d'un plan de surveillance du tourisme, visant à gérer les activités touristiques et à parfaire l'expérience visiteurs sans compromettre l'intégrité écologique du parc, a été réalisée. Trois nouveaux points d'information ont été aménagés sur la plage de Vilankulo, ainsi qu'un bureau d'information à l'aéroport. Enfin, les Readers' Choice Awards du magazine Condé Nast Traveler ont élu Bazaruto « meilleure destination insulaire africaine » en 2021.

OBJECTIFS POUR 2022

- Achever les infrastructures essentielles en matière touristique et d'application de la loi
- Mettre en œuvre le plan de développement touristique
- Œuvrer avec l'ANAC à la création d'une nouvelle zone de protection environnementale allant de la rivière Save à Pomene
- Poursuivre la surveillance des effectifs des espèces et habitats essentiels par le biais d'un programme de suivi régulier
- Finaliser puis mettre en œuvre la Stratégie de développement communautaire



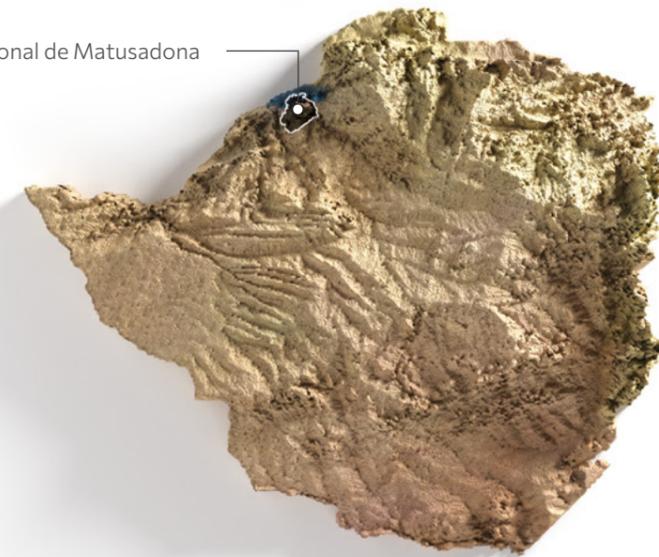
Des écogardes retirent un cordage d'ancrage illégal dans le Parc national de l'archipel de Bazaruto, au Mozambique © Andrew MacDonald



ZIMBABWE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Zimbabwe Parks and Wildlife Management Authority (PWMA)

Parc national de Matusadona



PARC NATIONAL DE MATUSADONA

1 477 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

PRINCIPAUX DONATEURS Dhanam Foundation,
Stichting Natura Africae et Fondation Wyss

UN HAVRE RICHE EN EAU POUR LA VIE SAUVAGE



DIRECTEUR DU PARC
Robert Reid

ZIMBABWE – Le Parc national de Matusadona, première aire protégée du Zimbabwe à être passée sous notre gestion, tire son nom des collines ondulées éponymes qui forment un aspect de son paysage riche en eau. En 2019, l'Autorité de gestion des parcs et de la faune du Zimbabwe (PWMA) a invité African Parks à prendre en charge la gestion de ce site unique pour concrétiser sa vision : le revitaliser en faveur de la faune et des communautés. Proclamé parc national en 1975, Matusadona était autrefois un fief pour les éléphants et les rhinocéros noirs, mais, au fil des décennies, il a subi l'impact négatif de ces mêmes pressions humaines à l'œuvre dans l'ensemble du pays et du continent. Depuis la création du Matusadona Conservation Trust, et grâce à des ressources renouvelées, il est toutefois en passe de devenir non seulement un havre de paix pour la faune sauvage, mais en outre une destination touristique potentiellement florissante : abritant des éléphants, des lions, des buffles, des léopards et divers gibiers de plaine, le parc a également accueilli cette année 223 zèbres. Pour mieux appréhender les déplacements des pachydermes du parc et la nature des conflits entre l'homme et l'éléphant, dix d'entre eux ont été équipés d'un collier. Grâce à l'application efficace de la loi, associée à l'implication de la communauté, le braconnage des poissons et des mammifères terrestres a été sensiblement réduit, ce qui a permis de relancer les entreprises de pêche légales et de sensibiliser les populations à la préservation des ressources naturelles. Le réinvestissement dans l'industrie touristique a contribué à créer des emplois et à appuyer les entreprises locales, la santé et l'éducation : ces actions favorisent le soutien du public envers le parc, apportent des avantages tangibles aux communautés, consolident leur confiance, leur permettent de se sentir partie prenante de leur patrimoine naturel et, partant, de préserver ce paysage exceptionnel pour les générations à venir.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Pendant trois semaines en août dernier, les 223 zèbres de Burchell – don du Buby Valley Conservancy – ont été transférés avec succès : le but de cette opération est de stimuler les populations de gibier et de restaurer l'écosystème. Les colliers dont ont été équipés dix éléphants nous livrent des informations précieuses qui nous aideront à mieux les protéger, à découvrir l'utilisation de leur habitat et à réduire les situations de conflit avec les communautés voisines. Une étude photographique a permis d'identifier plus de 2 100 hippopotames le long du littoral – soit une nette augmentation par rapport aux quelque 250 individus recensés au début des années 1980. Les mouvements et les effectifs des lions ont considérablement évolué au cours de l'année : deux troupeaux se sont séparés et ont produit chacun un certain nombre de lionceaux qui ont porté la population à 36 individus. L'analyse complète du programme de piégeage photographique Panthera, destiné à étudier les léopards, ne sera disponible qu'en 2022, mais les premières données semblent indiquer une densité stable de quatre léopards/100 km². L'étude sur le poisson-tigre, qui vise à examiner l'impact de la pêche au filet maillant, a bien progressé ; la réduction notable observée dans la pêche illicite a amélioré la situation des détenteurs de permis et la navigation de plaisance.

APPLICATION DE LA LOI – Des programmes de formation visant à améliorer la préparation des dossiers pour les tribunaux ont été proposés par la Fondation Tikki Hywood aux forces de police, aux procureurs et aux écogardes de Matusadona. La montée en gamme des équipements et des procédures de surveillance a permis d'améliorer la mobilité de nos gardes : ainsi, la couverture des patrouilles à pied s'est considérablement étendue. À l'exception d'une carcasse d'éléphant trouvée lors d'un incident de braconnage en 2020, aucun braconnage d'éléphant n'a été enregistré au cours de l'année. L'orpaillage illégal le long de la rivière Ume a diminué suite aux arrestations et à l'implication de la communauté. Au total, il a été procédé à 311 arrestations ayant donné lieu à 230 poursuites judiciaires ; les autres personnes appréhendées ont reçu un avertissement ou une amende.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Les relations homme-faune (HWC) sont demeurées conflictuelles : des incidents impliquant des lions et des éléphants ont occasionné sept victimes humaines autour du parc et de multiples pertes de bétail ; notre système de surveillance HWC est donc essentiel en ce qu'il permet d'évaluer la source des problèmes et d'y remédier au mieux. Une grande partie de nos efforts

a consisté à sensibiliser les communautés aux espèces sauvages : en apprenant aux agriculteurs à fabriquer des briques de piment qui, en se consommant, rebutent les éléphants ; en perfectionnant les clôtures autour des jardins potagers pour empêcher les vols de cultures ; en améliorant les pratiques d'élevage de concert avec une autre ONG locale, Wildlife Conservation Action. Dans le domaine de l'éducation, nous avons attribué nos premières bourses à dix élèves défavorisés et organisé les premières visites scolaires du parc, bien accueillies et soutenues par le ministère de l'Éducation. Grâce à notre partenariat avec l'organisme World Bicycle Relief, 200 vélos ont été offerts aux écoliers résidant à au moins quatre kilomètres de leur établissement. Depuis le mois de juin, deux émissions de radio diffusent à un rythme mensuel divers programmes d'éducation et de protection de la faune qui touchent plusieurs milliers de personnes.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Les habitations de la direction et du reste du personnel, les sanitaires, les bureaux, les ateliers, les magasins et le camping de Tashinga ont bénéficié d'importants travaux de modernisation et de rénovation. Des tours de radiodiffusion ont été édifiées et des radios importées et installées, permettant d'assurer dans le parc une couverture complète et des connexions Internet. Il a été entrepris d'importants travaux de réparation du système routier : 300 km de routes ont été ouverts ou réaménagés et des lignes de drainage ont été implantées. Nous avons achevé le hangar et importé notre nouvel avion.

TOURISME – Notre plan de développement touristique a été finalisé et approuvé par notre conseil d'administration. Le nombre de visiteurs – seulement 140 hôtes internationaux et 1 851 hôtes nationaux – est resté assez faible ; la réouverture de l'île historique de Fothergill a été néanmoins bien accueillie, et des discussions sont en cours avec les opérateurs pour augmenter le nombre de vols depuis Victoria Falls, pour l'instant hebdomadaires. Le Changa Safari Camp, le Rhino Safari Camp et le Spurwing Island Lodge réinvestissent avec des offres élargies, et à l'extérieur du parc on a noté un accroissement des visites de bateaux habitables et un enthousiasme revivifié pour la pêche et l'observation du gibier le long du littoral.

OBJECTIFS POUR 2022

- Achever tous les travaux de rénovation et de construction prévus pour 2022
- Mettre en œuvre le plan de développement touristique
- Développer un plan de gestion du rhinocéros noir
- Améliorer la mobilité et la couverture pour une application efficace de la loi
- Ouvrir le camp de toile de Tashinga
- Étendre le mandat au Bassin 4 du parc récréatif du lac Kariba
- Officialiser un forum communautaire sur la faune sauvage avec les chefs locaux et le conseil de district rural de Nyaminyami



Capture de zèbres à la Buby Valley Conservancy avant leur transfert au Parc national de Matusadona, au Zimbabwe © Mana Meadows



ANGOLA

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
National Institute for Biodiversity Conservation (INBC)



Parc national D'Iona

PARC NATIONAL D'IONA

15 150 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Rob et Melani Walton, Stichting Natura Africae, Fondation Wyss

PARTENAIRE CLÉ International Conservation Caucus Foundation (ICCF)

UNE HISTOIRE INCROYABLE DE RENAISSANCE



DIRECTEUR DU PARC

Bruce Bennett

ANGOLA – Le Parc national d'Iona présente une alliance unique de beauté sauvage et de profusion. Sa situation littorale reculée et son paysage aride donnent lieu à une grande richesse de biodiversité : plus de 37 espèces de mammifères, 250 d'oiseaux et 63 de reptiles. D'une superficie de 15 000 km², il fait partie d'une zone de conservation transfrontalière de près de 50 000 km² comprenant les Parcs nationaux de la Skeleton Coast et du Namib-Naukluft, en Namibie. Dotée en 1937 du statut de réserve puis élevée au rang de parc national en 1964, la région a subi pendant près de quatre décennies la tragique guerre civile angolaise ; cette période a vu la disparition des rhinocéros et des éléphants, la destruction des infrastructures et les immenses souffrances infligées aux communautés locales. Mais la vie a tenu bon. Il reste aujourd'hui encore des populations viables de zèbres, d'oryx et de springboks, et d'autres, résiduelles, de guépards, de léopards et de hyènes brunes. En décembre 2019, le gouvernement angolais, ayant perçu le potentiel de ce site extraordinaire, s'est associé à African Parks pour ressusciter Iona et garantir sa durabilité écologique, sociale et économique à long terme, tant pour la faune que pour les habitants.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Une étude au sol menée en mars dans les régions montagneuses d'Iona a révélé une biodiversité et une flore uniques, de même que des preuves évidentes de la présence de l'homme et du bétail, même sur les plus hauts sommets, qui réfutent les notions antérieures selon lesquelles les sommets étaient exempts de ce type de menaces. La sécheresse qui dure depuis six ans s'est poursuivie tout au long de l'année, entraînant une baisse des effectifs de la faune sauvage, qui a migré hors du parc

à la recherche de nourriture. Malgré les difficultés de localisation et de capture, nous avons maintenu notre projet de pose de colliers sur les guépards et les hyènes brunes, qui nous permettra de mieux comprendre leurs aires de répartition et de mieux appréhender les éventuels conflits qui les opposent aux communautés.

Géré par le gouvernement angolais, le projet de création de la première Zone marine protégée (ZMP) d'Angola a progressé lentement au cours de cette année, et nous espérons inclure dans un avenir proche la gestion de la ZMP, qui serait contiguë à Iona, dans notre mandat. Une fois en place, la protection de cet écosystème marin florissant assurera le rétablissement des stocks de poissons essentiels et d'autres espèces marines.

APPLICATION DE LA LOI – En plus de ceux détachés par le gouvernement en 2020, 42 écogardes ont été déployés à Iona, formant une équipe de 60 personnes. Tous ont suivi le stage de base d'écogarde de terrain ; sur les 39 l'ayant réussi, 16 ont été sélectionnés pour une formation au leadership et affectés à des positions de rang. Les gardes ayant échoué au stage ont été affectés à des tâches de vigile et de garde-barrière. Tous ont reçu des uniformes, des équipements de terrain, des rations et des moyens de transport adéquats. Associée à notre programme d'observateurs communautaires, qui fournit des renseignements sur le terrain, notre équipe de maintien de l'ordre a maintenu de bonnes relations avec les chefs traditionnels, la police locale et nationale, les procureurs et le tribunal, ce qui a permis d'améliorer la sécurité générale du parc et de limiter les activités illégales.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – L'une des périls les plus pressants que doit affronter Iona est l'impact de l'activité humaine non réglementée dans et autour du parc. Pour l'atténuer, une stratégie d'engagement communautaire s'attache à mettre en œuvre divers projets pour soutenir la motivation et l'éducation de la communauté. Tout au long de l'année, l'équipe a veillé à maintenir des relations solides avec les communautés locales, notamment par le biais de réunions régulières. Un recensement visant à mieux comprendre la nature des besoins indiquera le nombre de villageois vivant dans et autour du parc, leur répartition et leurs moyens de subsistance. Lors des réunions régulières d'éducation à l'environnement, les pasteurs sont instruits des valeurs de conservation durable, des effets du surpâturage, du défrichage et de l'agriculture dans ces régions où l'eau est rare. Le Programme d'observation communautaire, désormais bien enraciné, se révèle essentiel dans la gestion

quotidienne du parc, car des rapports réguliers parviennent de volontaires formés sur les mouvements des animaux sauvages et domestiques, les conflits homme-faune et les activités illégales.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – À la fin de l'année, toutes les autorisations nécessaires à la construction du nouveau siège sur le site sélectionné de Pediva avaient été obtenues. Tous les postes de direction ont été pourvus, et des candidats adaptés ont été identifiés pour les postes encore vacants. Les huit Land Cruisers, trois tracteurs et l'engin de terrassement nouvellement acquis faciliteront l'assemblage et la maintenance. L'équipe a également reçu des outils et des pièces de rechange, et du personnel expérimenté a été engagé pour exploiter et entretenir le parc de véhicules. Bien que la documentation soutenant la création d'une entité angolaise African Parks ait été signée et soumise en 2020, la finalisation de ce processus est encore en cours et, en 2021, Iona était toujours exploité sous son entité gouvernementale.

TOURISME – À l'instar du reste de l'Angola, Iona a ressenti les effets négatifs de la pandémie de Covid-19 sur le tourisme. Le parc n'ayant accueilli que quelques résidents locaux et expatriés, les recettes sont restées faibles. Cependant, un Plan de développement touristique et commercial cherchant à identifier les activités et les besoins qui y sont liés devrait être mis en œuvre en 2022.

OBJECTIFS POUR 2022

- Finaliser l'enregistrement ONG en République d'Angola
- Mettre en œuvre les principaux aspects de la Stratégie de sensibilisation communautaire
- Achever la construction du siège de Pediva pour y accueillir le personnel
- Sélectionner, former et équiper le personnel supplémentaire chargé de l'application de la loi
- Lancer un Plan de développement touristique et commercial approuvé



Des springboks dans le Parc national d'Iona, en Angola © Afonso Vaz Pinto

MALAWI

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Malawi Department of National Parks & Wildlife (DNPW)



RÉSERVE FAUNIQUE DE MAJETE

715 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

PRINCIPAUX DONATEURS Département d'État américain, WWF Belgique et Fondation Wyss

PARC NATIONAL DE LIWONDE ET RÉSERVE FAUNIQUE DE MANGOCHI

903 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

PRINCIPAUX DONATEURS People's Postcode Lottery, Département d'État américain,
WWF Belgique et Fondation Wyss

RÉSERVE FAUNIQUE DE NKHOTAKOTA

1794 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2015

PRINCIPAUX DONATEURS US Forest Service, WWF Belgique et Fondation Wyss

UN BRILLANT EXEMPLE DE TRANSFORMATION



DIRECTEUR DU PARC

John Adendorff

MALAWI – Il y a 19 ans, la Réserve de faune de Majete a été le premier parc à passer sous la gestion d'African Parks ; aujourd'hui, elle illustre de manière exemplaire la façon dont une gestion saine combinée à l'adhésion communautaire peut transformer un paysage en une ressource mutuellement bénéfique pour les hommes et pour la faune. En 2003, le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage du Malawi (DNPW) s'est associé à African Parks dans le but commun de transformer une forêt déserte en un écosystème prospère. À l'origine vidée de sa faune par des décennies de braconnage – seuls y résidaient encore 12 employés et quelques antilopes – et dépourvue de tout revenu touristique, Majete est aujourd'hui l'une des principales destinations sauvages du Malawi. Après y avoir transféré environ 3 000 animaux issus de 17 espèces, notamment des rhinocéros, des éléphants, des léopards, des buffles, des guépards et des girafes, nous avons cette année, avec la réintroduction de lycaons, atteint notre objectif : faire revenir dans le parc tous les prédateurs naguère disparus au niveau local. Aujourd'hui, la réserve abrite près de 12 000 grands animaux, lesquels contribuent au repeuplement d'autres réserves, et constitue pour les communautés environnantes une source durable d'emplois avec ses 165 agents permanents, d'entreprises, de services éducatifs et sanitaires. Un nouveau projet de pisciculture est en bonne voie, et une miellerie gérée par la communauté produit déjà près de deux tonnes de miel par an. Le programme aventure à destination des jeunes de Majete, qui visait à sensibiliser les jeunes Malawites à la conservation de la biodiversité, est devenu extrêmement populaire. Cette réserve autrefois défailante est donc aujourd'hui un exemple parfait pour les autres gouvernements et communautés, et témoigne de ce qui peut être accompli dans une zone protégée bien gérée.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – En juillet, trois guépards mâles ont été transférés d'Afrique du Sud

pour renforcer la viabilité génétique des populations de Majete, et nous avons accueilli la première portée née dans la réserve. Le même mois, et après 60 ans d'absence, 14 lycaons ont été réintroduits avec succès dans le cadre du programme d'expansion de leur aire de répartition, en collaboration avec l'Endangered Wildlife Trust (EWT) : six d'entre eux ont été transférés du Mozambique à Majete, et huit autres envoyés au Parc national de Liwonde. En octobre, dix girafes arrivées d'Afrique du Sud ont porté la population locale à 23 individus. Deux nouveaux petits veaux de rhinocéros ont également été recensés. Quatorze lions ayant été cette année dotés de colliers émetteurs, il ne reste plus dorénavant qu'un seul groupe à équiper. L'analyse photographique réalisée à l'aide des marques ornant les moustaches des lions, destinée à mieux comprendre leurs spécificités démographiques, a permis d'identifier 30 d'entre eux. En collaboration avec la Fondation Tikki Hywood, nous avons poursuivi nos efforts de conservation des pangolins, en améliorant notre capacité à soigner puis à relâcher ceux qui réchappent du trafic d'animaux sauvages. Nous en avons relâché onze dans la réserve, dont trois ont été marqués dans un but de surveillance. Depuis l'installation du système de réseau LoRa, qui aide à améliorer le suivi de la faune, un éléphant, un guépard et deux girafes ont été équipés de balises, avec des résultats prometteurs. Avec seulement 327 mm de précipitations, Majete vient de connaître l'une des années les plus sèches jamais enregistrées. Deux nouveaux forages ont été creusés et pourvus de pompes solaires, de manière à permettre aux herbivores, principalement, d'étancher leur soif. Le recensement aérien de 2022 nous servira à comprendre l'impact global de la sécheresse sur les espèces essentielles.

APPLICATION DE LA LOI – Les écogardes de Majete ont maintenu leur impressionnant bilan : 19 années continues sans aucun braconnage de rhinocéros, d'éléphant ou d'une autre espèce de grande valeur. La création de son unité K9 a considérablement amélioré les capacités à y faire appliquer la loi : deux chiens hautement entraînés sont arrivés en juin, dont la présence a réduit les délais d'arrestation et exerce un effet dissuasif sur les activités illégales. Les 36 écogardes de Majete ont effectué 1 923 patrouilles ayant abouti à 16 arrestations et à neuf condamnations, ainsi qu'à la confiscation de 53 kilos de viande de brousse. Le nouveau bateau facilite l'accès à la rivière Shire, qui est un point chaud connu pour le braconnage, et le nouveau système LoRa a fourni un appui précieux, permettant aux opérations au siège de Majete de prendre des décisions sur la base d'informations en temps réel.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Le programme d'extension communautaire de Majete a poursuivi son soutien à l'emploi local, au développement des entreprises, au renforcement des compétences et aux services de santé et d'éducation. Quarante cultivateurs, hommes et femmes, ont été formés à l'agriculture intelligente. Majete a appuyé un projet de reforestation communautaire qui a permis de planter 28 343 semis en 2021. L'entreprise apicole de Majete s'est développée : elle compte désormais 792 apiculteurs et a installé plus de 1 000 nouvelles ruches, pour une production totale de 1,8 tonne de miel. Les groupes de pisciculture ont effectué leurs deux premières récoltes de poissons malgré la sécheresse, que la direction du parc a atténuée en installant un puits de forage et une pompe solaire. Les deux systèmes d'irrigation à énergie solaire, devenus opérationnels, alimentent dorénavant plus de 100 foyers. Le programme aventure à destination des jeunes de Majete a démarré : il implique 40 participants venus de l'ensemble du pays. Le nouveau programme de développement technique et de compétences a permis à 21 jeunes de se perfectionner dans la réparation de téléphones portables et d'ordinateurs, l'installation électrique, la réfrigération et les technologies de l'information, suite auquel 13 d'entre eux ont trouvé un emploi et six autres ont ouvert leur propre atelier de maintenance informatique et téléphonique.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le campement des écogardes de Pwadzi a été achevé ; quant à celui des écogardes de Namitsempha et de Pende, sa modernisation est presque terminée. Grâce aux trois tours LoRa installées à des

endroits stratégiques, le parc bénéficie d'une couverture réseau de 80%. Deux capteurs LoRa ont été placés sur les lignes de clôture, et on note une réduction notable des conflits homme-faune du fait de l'achèvement de 124 km (sur les 144 que comprend la mise à niveau de la ligne de clôture) à la norme antiprédateurs.

TOURISME – Malgré l'impact de la pandémie de Covid-19, le nombre de touristes a dans l'ensemble augmenté : Majete a accueilli cette année un nombre plus élevé de visiteurs locaux, pour une recette de 336 763 \$US. Deux guides sont allés en Zambie suivre une formation destinée à rehausser l'expérience client. Le restaurant Mwembezi, rénové, a rouvert ses portes. L'hébergement à Thawale a été modernisé et les installations haut de gamme gagnent en réputation au niveau national.

OBJECTIFS POUR 2022

- Installer des balises LoRa sur plusieurs espèces prioritaires de grande valeur
- Finaliser le recensement aérien de la faune
- Achever la modernisation des campements des écogardes de Namitsempha et de Pende
- Déployer efficacement l'unité K9 pour améliorer encore la stratégie d'application de la loi
- Mettre en place des activités touristiques spécialisées, comme les promenades sur les sentiers empruntés par les guépards
- Moderniser les équipements d'éducation à l'environnement pour favoriser l'implication des jeunes



Majete a appuyé un projet de reforestation communautaire qui a permis de planter 28 343 semis en 2021 © Marcus Westberg

AVANTAGES ET RESSOURCES POUR LES COMMUNAUTÉS



DIRECTEUR DU PARC
Dave Robertson

MALAWI – En 2015, le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage du Malawi (DNPW) s'est associé à African Parks pour transformer le Parc national de Liwonde en un havre de vie sauvage sécurisé, et réaliser le plein potentiel de cette ressource inestimable pour le pays et ses habitants. Puis, en 2018, le gouvernement a étendu notre mandat pour y intégrer la réserve forestière contiguë de Mangochi, dont la superficie de 358 km² accroît ainsi notre présence de 60%. Liwonde, où les conflits homme-faune étaient devenus monnaie courante, a payé un lourd tribut à des années de braconnage et de déforestation, mais sa renaissance, ces six dernières années, a rendu au Malawi un atout précieux et l'une de ses destinations fauniques les plus recherchées. Ce parc national, de taille relativement modeste mais riche en biodiversité, sert désormais de référence pour des programmes de restauration ambitieux favorisant le rétablissement d'espèces essentielles. Depuis que nous en avons amorcé la gestion, nous avons assisté à l'une des plus grandes translocations d'éléphants de l'histoire : en 2016, 366 éléphants ont été déplacés afin d'atténuer la pression sur l'habitat de Liwonde, réduire les conflits et repeupler la réserve faunique de Nkhotakota. Des guépards ont ensuite été réintroduits en 2017, puis deux autres en 2021 ; des lions ont été introduits en 2018, suivis en 2019 par la plus grande translocation de rhinocéros noirs ; enfin, en juillet 2021, des lycas ont été réintroduits après une disparition en ces lieux de 60 ans. Grâce au développement d'entreprises, à l'éducation, aux soins de santé et à l'emploi, Liwonde et Mangochi sont devenus une source essentielle de bienfaits pour des milliers de personnes vivant autour du parc, et cela n'a été rendu possible que grâce à la combinaison d'un engagement positif, de la bonne volonté et de partenariats durables.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – En juillet dernier, Liwonde a reçu d'Afrique du Sud huit lycas, qui

ont donné naissance à neuf petits quelques mois après leur arrivée. On a également enregistré la naissance de neuf lionceaux, les premiers à avoir survécu en totalité depuis la réintroduction de la tribu en 2017. Pour assurer la diversité génétique, deux guépards mâles ont été transférés d'Afrique du Sud et une femelle envoyée dans le delta du Zambèze, au Mozambique. La population de rhinocéros noirs du parc s'est accrue de deux nouveaux petits. Sept pangolins, confisqués dans le cadre du commerce illégal, ont été relâchés avec succès, mais six, en piteux état, ont été soignés au Lilongwe Wildlife Centre où ils ont malheureusement tous succombé. Dans le cadre d'un projet conjoint avec l'Endangered Wildlife Trust (EWT) et le Lilongwe Wildlife Trust, sept vautours à dos blanc ont été marqués, dont trois ont été équipés de traceurs GPS à dos qui fournissent des données précieuses sur leurs déplacements. Un aigle pêcheur d'Afrique et un bateleur des savanes juvénile ont également été bagués dans le cadre de ce projet.

APPLICATION DE LA LOI – Liwonde a connu sa quatrième année consécutive avec zéro braconnage de rhinocéros et d'éléphants. Dix nouveaux écogardes ont été déployés, venant s'ajouter à l'effectif actuel de 65. Il leur a été remis à tous de nouvelles armes à feu, des munitions, des équipements et des uniformes, et les nouvelles recrues ont reçu une formation à la mousqueterie. Dans le cadre du programme de requalification que suit l'ensemble des parcs, tous les gardes ont suivi avec succès le stage périodique de remise à niveau. Le braconnage de viande de brousse et la pêche illégale, toujours problématiques, ont donné lieu à 111 arrestations. Au total, 3 815 pièges à collet et cinq pièges à ressorts ont été saisis, 101 bateaux et 73 canoës ont été confisqués et détruits, ainsi que de nombreux filets de pêche illégaux. Dans le cadre d'une unité K9 expérimentale, des chenils ultramodernes ont vu le jour : ils accueilleront deux chiens pisteurs particulièrement bien entraînés ainsi que des logements pour leurs maîtres-chiens.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Au chapitre éducatif, 75 765 \$US ont été affectés à des bourses d'études, soit une augmentation de 46 390 \$US par rapport à 2020. Une évaluation a révélé un taux d'alphabétisation en forte hausse chez les élèves grâce au projet Happy Readers. Deux blocs de salles de classe, une habitation pour enseignant et 260 pupitres ont été parrainés avec le soutien de Malawi Community Hubs, une association caritative britannique, et de Youth for Development and Productivity (YODEP), une organisation à but non lucratif qui se penche sur les problèmes socio-économiques des communautés. En collaboration avec Americares, deux centres de santé



Le vétérinaire Rowan Leeming et Cole du Plessis, d'EWT, surveillent les 14 lycas en passe d'être réintroduits au Malawi © Warren Smart

ont été modernisés, notamment par l'ajout d'une aile d'obstétrique au centre médical de Namanolo. Avec près de 77 tonnes de piments récoltés, le projet Spicy Farmers a connu un vif succès. Une baisse significative du nombre de pachydermes ayant franchi les clôtures a également été constatée grâce à la « barrière de piments pour éléphants » conçue dans le cadre du projet. Le programme « Honey with Heart » a progressé : on enregistre 194 nouvelles ruches, qui ont permis de pratiquement doubler la quantité de miel récoltée l'an dernier et de générer 12 040 dollars. Les maraîchers et les éleveurs de bétail ont prospéré grâce à l'aide à l'irrigation visant à améliorer la croissance des cultures et au projet « Goat Pass-On », qui répond aux besoins en protéines des communautés. Plus de 12 000 dollars ont été collectés grâce à la vente des produits en excédent par rapport à la consommation domestique.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Un nouveau directeur des opérations sur le terrain a été nommé, ouvrant la voie à une gestion plus efficace de Mangochi. Trois unités en duplex ont été construites au camp des écogardes de Makanga, ainsi que quatre campements de clôture à Mangochi. L'accès a été amélioré dans les zones prioritaires et 21 km d'une nouvelle route ont été ouverts à Mangochi. Trente et un kilomètres de clôture anti-éléphants de type Kenya ont été construits le long de la frontière principale de Liwonde de manière à réduire les conflits. Au total, 51 km de clôture ont été édifiés – une action très efficace pour réduire les franchissements, qui ont diminué de 57% depuis 2020. Dix kilomètres

de nouvelle clôture ont été érigés à Mangochi ; seuls huit kilomètres restent à terminer, mais la résistance persistante de la communauté a temporairement interrompu le projet. Ce problème est abordé avec l'autorité traditionnelle et le conseil de district, et nous espérons le résoudre en 2022.

TOURISME – Le tourisme local a augmenté : sur les 14 000 visiteurs accueillis en 2021, 8 614 étaient des citoyens malawites. Suite à l'appel à manifestation d'intérêt pour le développement du tourisme à Liwonde et Mangochi lancé au début de l'année, l'opérateur viable sélectionné a reçu une autorisation provisoire pour le développement de deux campements distincts, dont nous espérons qu'il débutera en 2022. Un écogarde, Nelson Chikwewa, a suivi une formation intensive de guide en Zambie afin d'améliorer ses compétences générales en la matière, de la conduite à l'accueil et la sécurité.

OBJECTIFS POUR 2022

- Transférer 250 éléphants dans le Parc national de Kasungu avec l'IFAW
- Augmenter la production de piment et de miel
- Déplacer le campement des écogardes de Chikata vers un emplacement stratégique approprié
- Finaliser les accords de concession et entamer la construction de deux nouveaux campements
- Maintenir à zéro le nombre d'éléphants et de rhinocéros braconnés
- Résoudre le différend sur la frontière de Mangochi et obtenir un accord

L'UNE DES PLUS GRANDES ENTREPRISES DE RESTAURATION AU MONDE



DIRECTEUR DU PARC
Samuel Kamoto

MALAWI – La réserve faunique de Nkhotakota est la plus ancienne et la plus vaste du Malawi – un territoire de 1 794 km² de forêts à la canopée dense, traversé par trois grandes rivières débouchant sur le lac Malawi. En 2015, le gouvernement malawite a invité African Parks à conclure un accord à long terme pour gérer la réserve et aider le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW) à concrétiser une nouvelle stratégie pour Nkhotakota, où des années de braconnage avaient réduit la population d'éléphants à une petite centaine. Ce qui était auparavant un sanctuaire de vie sauvage avait été réduit à une simple forêt abandonnée, mais en 2016 et 2017 s'est déroulée l'une des plus grandes opérations au monde de restauration faunique : pour ressusciter la réserve, le transfert de 500 éléphants et 2 000 autres animaux.

En seulement six ans, cette vaste zone boisée s'est donc métamorphosée en un havre de vie faunique florissant. Le renforcement de la sécurité a fait chuter de 50% le nombre d'activités illégales dans le parc, les ressources des communautés ont considérablement augmenté grâce aux opportunités d'emploi, aux créations d'entreprises et aux mesures prises pour atténuer les conflits homme-faune. Des milliers de jeunes bénéficient d'un soutien éducatif et d'une sensibilisation communautaire, tandis qu'ils reçoivent en nombre croissant une éducation à l'environnement par le biais de clubs de protection de la faune et de visites du parc. Avec le retour de la vie dans cette réserve, un nouveau potentiel est en train de voir le jour, sauvegardant la biodiversité tout en revigorant le tourisme, générant des revenus et développant une valeur durable pour les communautés locales.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – La surveillance de la faune s'est poursuivie avec une enquête par pièges photographiques visant à évaluer

les effectifs des principales espèces. La première série de données, une fois analysée, a servi à développer un logiciel d'identification automatique des espèces et à élaborer une modélisation des populations. Un rapport sur la concentration d'éléphants a été rédigé sur la base de données photographiques collectées précédemment, qui ont permis d'estimer leur nombre à 629. En collaboration avec le collège de médecine du Malawi, dans un effort de lutte contre la maladie du sommeil, nous avons lancé un projet de recherche sur les mouches tsé-tsé pour en déterminer la densité ainsi que la prévalence de la maladie au sein des communautés voisines. Bien que les attaques d'éléphants restent problématiques, les cas de conflits homme-faune ont diminué de 61% : 85 rapports ont été recensés cette année, contre 220 en 2020.

APPLICATION DE LA LOI – Onze nouveaux écogardes ont rejoint notre équipe d'application de la loi, portant le total à 57. La stratégie en la matière a été affinée et les résultats se sont révélés très efficaces, puisqu'on a enregistré une réduction de 50% des activités illégales. L'achèvement du campement de gardes de Chipala, dans le nord-ouest de Nkhotakota, a permis de réduire considérablement les incidences du braconnage dans cette zone. Aucun éléphant précédemment enregistré n'a été braconné en 2021, une première depuis le début de notre gestion en 2015. Trente-deux des 48 braconniers arrêtés ont été condamnés, soit un taux de condamnation de 82%. Six ans d'efforts cumulés, associés à une augmentation de la couverture des patrouilles, commencent à porter leurs fruits. Moins de collets métalliques ont été détectés cette année : 640 pièges ont été extraits, contre 1 729 en 2020.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – L'accent mis sur une communication claire avec les communautés a eu un effet positif notable : aucune manifestation n'a été constatée sur des questions liées à la gestion du parc. En collaboration avec Majete et Liwonde, une réunion nationale des différents acteurs s'est tenue à Blantyre pour informer les partenaires et les parties prenantes des réalisations d'African Parks, ainsi que des difficultés qui sont les siennes dans le pays. Les communautés ont pris l'initiative d'effectuer des inspections hebdomadaires des clôtures du périmètre afin de faciliter leur entretien et de prévenir le vandalisme. Dans le domaine éducatif, le programme de bourses a enregistré l'inscription de 60 étudiants, ce qui en porte le nombre total de bourses allouées à 215, et 400 étudiants ont visité la réserve lors de sorties pédagogiques sur l'environnement. On estime à 100 000 le nombre d'arbres indigènes plantés par les clubs scolaires de protection de la nature.

Le projet d'irrigation communautaire de Mthyoka a permis de garantir la sécurité alimentaire de très nombreux foyers, à travers la culture du maïs et des plantes potagères, et d'approvisionner 55 foyers en eau potable. Les apiculteurs, en produisant 1,72 tonne de miel grâce au projet « Honey with Heart », ont presque doublé leurs revenus de 2020. Les communautés riveraines ont continué à bénéficier du Programme d'utilisation des ressources (RUP), lequel leur permet de prélever les ressources du parc – feuilles de palmier, herbes à chaume, bambous, roseaux, fruits sauvages, légumes... – sans pour autant compromettre son intégrité écologique. Dans le domaine sanitaire, signalons la campagne de dépistage et de traitement de la maladie du sommeil menée en partenariat avec l'hôpital gouvernemental du district, qui a permis de tester 1 600 personnes dans 13 zones à risque.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Les habitations des écogardes du campement de Chipala, stratégiquement placées, sont à présent achevées. L'auberge de jeunesse sous toile a été complétée d'une cuisine et de deux blocs sanitaires. Le réseau routier a été amélioré pour les visiteurs et la gestion du parc : 37 km ont été déblayés et 60 km de lignes de clôture du périmètre, de routes et de pistes d'entretien ont été améliorés. Pour empêcher les éléphants de piller les cultures, 58 km de clôture Kenya ont été érigés à l'est et au sud de la réserve. Un répéteur de radio numérique a été installé à Mbengwa Hill, et toutes les radios de base et mobiles ont été révisées.

TOURISME – Bien qu'en hausse par rapport à 2020, le nombre de visiteurs est resté faible avec 1 273 visiteurs payants ayant rapporté 7 331 US\$. Le Camp Livesi a été transformé en un bivouac de visiteurs indépendants avec quatre plates-formes de tentes, une salle à manger et des blocs sanitaires. Nous avons mis au point notre plan de développement touristique et progressé dans la maintenance de nos plates-formes de médias sociaux avec des publications hebdomadaires. La signalisation des routes et des infrastructures a également été renforcée et améliorée. Dans le cadre d'un projet culturel, nous avons commencé à identifier les artefacts et les objets collectés auprès des communautés, et avons entamé avec celles-ci l'élaboration d'un inventaire des outils, instruments, danses et aliments traditionnels qui sera exposé au centre d'éducation environnementale du siège.

OBJECTIFS POUR 2022

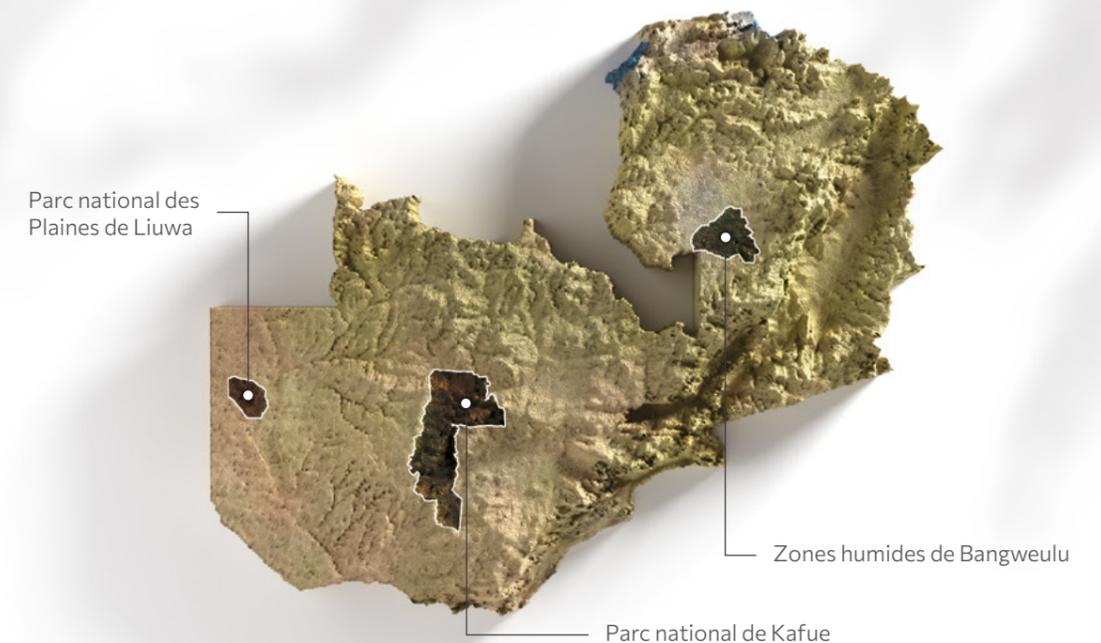
- Développer un plan de gestion et de conservation des saumons du lac
- Reconstituer le gibier de plaine de la réserve (impalas, zèbres, phacochères, cobes à croissant, zibelines et buffles)
- Réduire de 70% les principales activités illégales dans la réserve
- Élaborer un plan de réduction des essences exotiques invasives
- Mettre en œuvre le projet « Honey with Heart » pour produire 3,5 tonnes de miel



Une jeune femme issue de la communauté locale cueille des champignons dans la réserve : elle fait partie du programme d'utilisation durable des ressources de Nkhotakota © Thoko Chikondi

ZAMBIE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Département zambien des parcs nationaux et de la vie sauvage (DNPW)



PARC NATIONAL DES PLAINES DE LIUWA

3 369 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2003

PRINCIPAUX DONATEURS People's Postcode Lottery, Stichting Natura Africæ, Département d'Etat américain, WWF Pays-Bas et WWF Zambie
PARTENAIRE Département zambien des parcs nationaux et de la vie sauvage (DNPW) et Établissement royal de Barotse (BRE)

ZONES HUMIDES DE BANGWEULU

6 645 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2008

PRINCIPAUX DONATEURS Stichting Natura Africæ, Département d'Etat américain, WWF Pays-Bas et WWF Zambie
PARTENAIRE Département zambien des parcs nationaux et de la vie sauvage (DNPW) et les six Conseils des ressources communautaires

PARC NATIONAL DE KAFUE

22 480 KM²

Plan de soutien prioritaire de 12 mois allant de février 2021 à fin février 2022 (signé le 4 février 2021)

DONATEUR PRINCIPAL Dutch Postcode Lottery Dream Fund
PARTENAIRE Département zambien des parcs nationaux et de la vie sauvage (DNPW)

LA FIERTÉ DE SES DÉPOSITAIRES



DIRECTEUR DU PARC
Deon Joubert

ZAMBIE - Au XIXe siècle, le roi du Barotseland octroya à son peuple le titre de « gardien du paysage » qui constitue aujourd'hui le Parc national des plaines de Liuwa. Au début des années 2000, cependant, des décennies d'utilisation non durable des terres, de braconnage et de conflits homme-faune ont entraîné un déclin rapide des populations de gnous et de zèbres ; on n'y dénombrerait plus alors qu'une lionne solitaire, et les prairies étaient menacées par l'agriculture. En 2003, African Parks a été invité par le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage (DNPW) et par l'établissement royal de Barotse (BRE) à aider à restaurer l'héritage du roi et à ressusciter ce site d'importance mondiale. Immédiatement, des stratégies efficaces d'application de la loi ont été mises en œuvre pour réduire la prévalence du braconnage, et des méthodes durables d'utilisation des terres et de récolte du poisson ont été présentées aux communautés. Des projets de sécurité alimentaire et des opportunités d'entreprises ont commencé à améliorer les moyens d'existence de milliers de personnes habitant dans les limites du parc. En 2008 a été entamée une série de réintroductions de lions, suivie de celles d'élands et de buffles, dans le but de fournir des proies saines aux populations croissantes de prédateurs. Liuwa accueille désormais la deuxième plus grande migration de gnous d'Afrique, est devenu un fief pour les hyènes, les guépards et les lions, et un sanctuaire pour 300 espèces d'oiseaux. Aujourd'hui plus grand employeur de la région, il offre aux communautés des atouts primordiaux en matière d'éducation et de santé : plus de 200 enfants se sont vu octroyer des bourses d'études, et plus de 4 000 agriculteurs ont reçu une formation professionnelle et des outils d'atténuation des effets de l'action humaine sur la faune. Grâce à cet engagement et à cette intégration continue, Liuwa a contribué à l'amélioration du statut socio-économique des populations en créant des emplois et en générant des revenus touristiques, tout en les aidant à prendre conscience d'être à nouveau les gardiens du paysage.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Le relevé aérien annuel effectué en juillet a permis de constater une augmentation du nombre de gnous, passé de 31 956 à 34 752, et une stabilisation de la population de zèbres à 4 027 individus. Un vieux lion mâle s'est égaré en Angola, où son collier a cessé de transmettre, mais nous avons enregistré une nouvelle portée de trois lionceaux. Sur les quinze guépards surveillés, deux femelles ont donné naissance à des petits, mais les deux portées sont mortes de causes naturelles. Sept des huit hyènes prises au piège ont pu être relâchées, et le Programme zambien pour les carnivores (ZCP) a équipé deux nouveaux clans de colliers satellites qui permettront de mieux appréhender leurs déplacements : nous avons ainsi reçu les premières démonstrations de déplacement de hyènes entre le grand écosystème de Liuwa et l'Angola, ce qui prouve l'importance des couloirs du nord-ouest du parc pour le flux génétique. Onze lycaons – trois femelles de Kafue et huit mâles d'Afrique du Sud – ont été relocalisés à Liuwa, où ils seront suivis dans un boma avant d'être relâchés en 2022. Par ailleurs, dans le souci de favoriser la renaissance à long terme de ces lycaons a été entamé un programme de vaccination contre la rage de 2 381 chiens domestiques et 115 chats au voisinage du parc – qui, accessoirement, a présenté l'avantage supplémentaire de contribuer à l'éradication de cette maladie au sein des communautés.

APPLICATION DE LA LOI – Suite à leur stage de base de terrain (BFR), les dix nouveaux écogardes portent les effectifs de l'équipe à 72. Ceux-ci ont effectué 10 902 jours de terrain, 25 685 km de patrouilles et un total de 31 arrestations ayant débouché sur 26 poursuites. Bien que Liuwa ne soit pas une source d'ivoire, plus de 200 kilos d'ivoire y ont été confisqués ainsi que 375 kilos de viande de brousse. Trois pangolins ont été retrouvés vivants hors de ses limites par l'équipe des enquêteurs et relâchés en toute sécurité dans les zones protégées.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Des agents de terrain issus du programme d'agriculture de conservation de Total Landcare (TLC) ont été employés par African Parks dans le cadre d'une composante d'agriculture durable du projet Game Changer, axée sur la formation de membres des communautés à la sécurité alimentaire. En outre, le programme d'éducation agricole FFS a ouvert 23 nouvelles écoles dans le parc, ce qui porte le total à 209 FFS et plus de 4 635 élèves se formant aux méthodes d'agriculture de conservation. Les communautés ont été informées par le truchement de 10 000 affiches sur le zonage du plan d'aménagement du territoire

et les restrictions imposées dans la zone, telles que les limitations de pâturage dans certains secteurs. La nouvelle installation dédiée à l'école Munde a permis de produire 418 kilos de poisson séché ; 130 apiculteurs ont récolté 1220 kilos de miel dans le nouvel équipement de traitement apicole ; 215 kilos de mangue séchée ont été produits, et il a été fait l'acquisition d'un séchoir à fruits supplémentaire. Quarante étudiants se sont inscrits aux instituts de formation professionnelle de Kalabo et de Mongu pour suivre, entre autres, des formations à la maçonnerie, à la charpenterie, à l'électronique, à la mécanique automobile et à la couture. L'autorité zambienne de réglementation des médicaments (ZAMRA) a donné son accord à la boutique Agrovet du Community Research Board qui, une fois approvisionnée, permettra à la communauté d'accéder facilement aux équipements et aux semences, contribuant ainsi à promouvoir des méthodes agricoles durables et adaptées au climat.

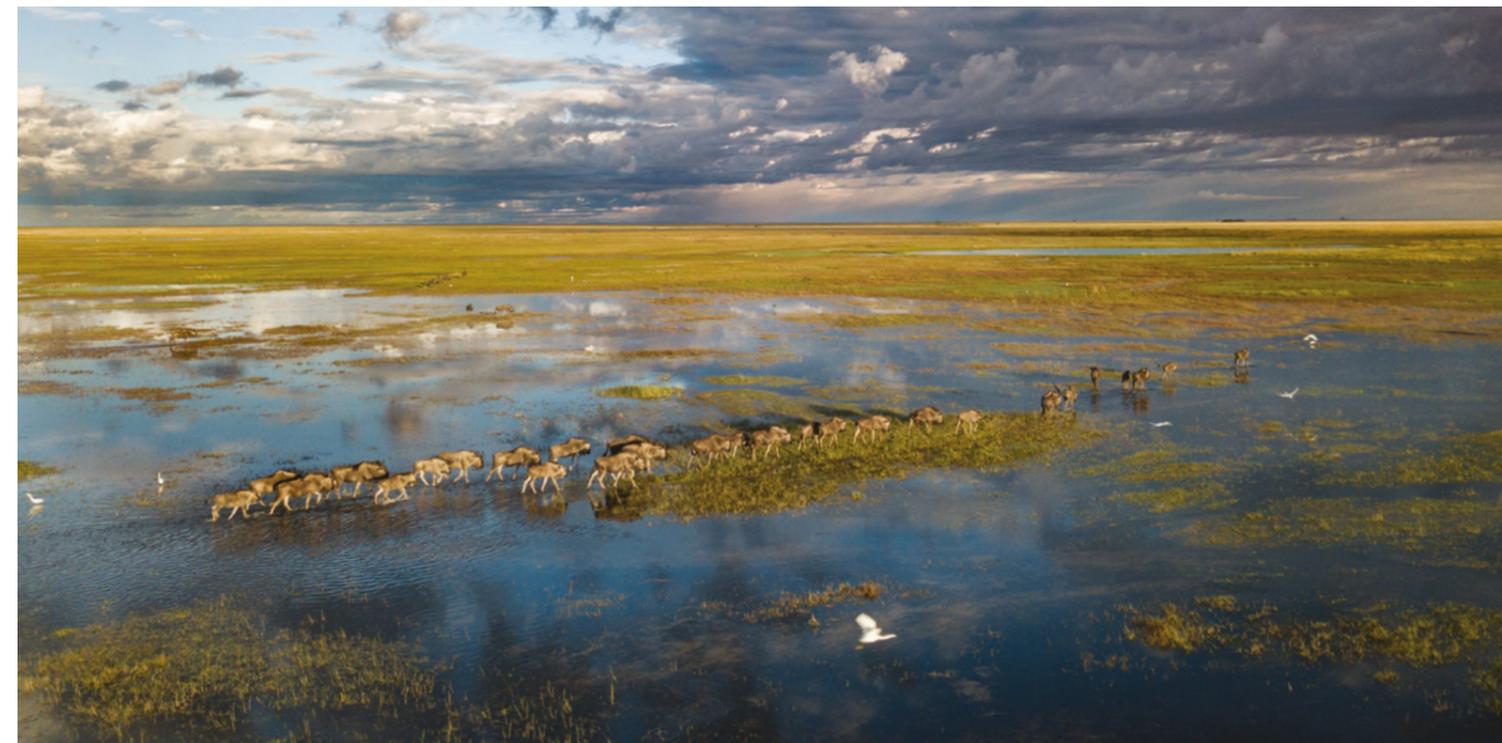
GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Le nouveau siège du parc a été officiellement achevé. Treize maisons Induna ont été équipées d'une radio numérique de base pour améliorer les communications du BRE dans leurs domaines individuels. La politique commerciale de gestion des pêcheries, dûment finalisée, pourra soutenir des pratiques de pêche et de négoce traditionnelles

écologiquement rationnelles. En outre, la création d'un Fonds de développement permettra d'étayer le développement continu des pêcheries.

TOURISME – Pour la troisième année consécutive, la BBC a pu installer ses équipes de production à Liuwa et achever le tournage de la série documentaire Dynasties Two. Comparé à l'impact du Covid-19 en 2020, le nombre de visiteurs a augmenté pour atteindre 626 invités payants, dont 451 étaient des campeurs, 53 des visiteurs à la journée et 122 des hôtes du lodge cinq-étoiles King Lewanika, pour un total de 124 890 \$US en recettes touristiques et liées au tournage.

OBJECTIFS POUR 2022

- Intégrer une partie de la Zone de gestion du gibier de l'Upper West Zambezi dans le mandat de gestion d'African Parks
- Réglementer et surveiller l'utilisation des ressources dans le cadre de la politique commerciale de gestion des pêcheries et du plan d'aménagement des terres pour le développement communautaire
- Maintenir l'intégrité génétique des espèces et réduire la transmission des maladies
- Augmenter les revenus touristiques d'au moins 25%
- Doubler la production des projets de développement des entreprises



Le Parc national des plaines de Liuwa accueille la deuxième plus grande migration de gnous de toute l'Afrique
© Andrew Macdonald pour Time + Tide Africa

DES MARAIS D'IMPORTANCE MONDIALE



DIRECTEUR DU PARC
Phil Minnaar

ZAMBIA - En 2008, African Parks a été invitée à conclure un accord à long terme avec les six Community Resource Boards (CRB) et le Department of National Parks and Wildlife (DNPW) pour aider à protéger ce site exceptionnel qui forme l'une des zones humides les plus importantes d'Afrique. Bangweulu – un terme qui signifie « là où l'eau rencontre le ciel » – est une zone protégée d'une superficie de 6 645 km², propriété des communautés locales, vitale à la fois pour la faune et pour les quelque 50 000 personnes qui vivent en-deçà de ses limites. Composé de zones de gestion du gibier (GMA) où les communautés ont conservé les droits d'exploitation durable de ses ressources naturelles, Bangweulu est tenu de préserver à la fois les moyens de subsistance et la biodiversité. Abritant des cobes lechwe noirs (une espèce endémique), des sitatungas, des becs-en-sabot (une espèce en danger critique d'extinction) et 10% des effectifs mondiaux de grues caronculées, il est devenu un sanctuaire où la vie sauvage a pu prospérer après des années de braconnage et d'exploitation non durable. Les effectifs de cobes lechwe noirs et les stocks de poisson, en augmentation, constituent des ressources indispensables pour les communautés locales; un centre de réhabilitation et de reproduction assure la survie à long terme de l'emblématique bec-en-sabot et, après une disparition longue d'un siècle, des guépards ont été réintroduits. Les opportunités liées aux entreprises communautaires, l'éducation et les services de santé touchent un plus grand nombre de personnes chaque année, et les CRB se sont engagés à renforcer le tourisme de nature dans la région. Bangweulu est donc l'exemple concret de ce qui peut être accompli lorsque le gouvernement, les communautés et African Parks œuvrent en partenariat.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - En collaboration avec le gouvernement, l'Endangered Wildlife Trust, Ashia Cheetah Conservation et le National

Geographic, nous avons poursuivi notre projet de réintroduction des guépards afin de restaurer le site et de favoriser le tourisme. Outre les trois guépards relâchés fin 2020, sept autres ont été introduits cette année ; sur ces dix, quatre ont malheureusement succombé par la suite à des causes naturelles, mais les six autres se portent bien. Un plan complet de gestion des becs-en-sabot a été finalisé avec la construction d'un centre idoine de réhabilitation et de reproduction sur l'île de Chikuni, qui vise à développer les effectifs de cette espèce gravement menacée. L'enquête annuelle relative au gibier a été menée en deux phases : un comptage aérien en mai, suivi d'un comptage à pied en octobre et novembre. Tous les recensements ont témoigné d'effectifs stables, voire en augmentation, des buffles, des tsessebes, des sitatungas et des zèbres. La population de cobes lechwe noirs, en pleine récupération, peut désormais offrir les protéines essentielles aux communautés locales et endiguer considérablement le braconnage de viande de brousse.

APPLICATION DE LA LOI - L'équipe ad hoc à Bangweulu comprenait 85 écogardes, dont 10 ont suivi une formation spécialisée au sein du Parc national de Kafue. Le camp des forces de l'ordre de Chikuni a été reconstruit pour devenir le point opérationnel aquatique au sein de la zone centrale de conservation, d'où sont menées toutes les opérations sur l'eau. Les opérations terrestres ont été officiellement confiées à trois campements d'éclaireurs à Kopa, Chiundaponde et Chitambo. Un poussin bec-en-sabot a été confisqué et apporté au camp principal de Nkondo : il y sera examiné et soigné, puis relâché dans le parc.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - En un jour historique, après des années de disputes et de différends juridiques sur des questions tribales, le processus de réconciliation entre les établissements royaux de Kopa et Chiundaponde a trouvé son épilogue avec la remise du pouvoir traditionnel par son Altesse royale le Chef ancien de Kopa à son Altesse royale le Chef de Chiundaponde, symbolisé par la canne royale. Cette action exercera un effet considérable sur la stabilité et le développement futurs du projet au sein des chefferies, ainsi que sur la protection des ressources naturelles et de la faune de la Zambie.

Dûment formées à l'intégration de la dimension du genre, les femmes ont été encouragées à participer aux élections du CRB de 2021 et composent désormais 12 des 60 nouveaux membres du conseil d'administration. Le Projet Bangweulu s'est associé au Charlize Theron Africa Outreach Project (CTAOP) pour promouvoir des programmes de santé génésique. Six clubs de jeunes



À Bangweulu, Francis Chewe fête le don de 10 400 livres par BookAid International avec les élèves des écoles bénéficiaires © Jason Mulikita

sur la santé génésique, visant à assurer l'éducation et la sensibilisation en la matière, ont été montés avec succès. En partenariat avec Book Aid International (BAI), qui a par ailleurs fait don de 10 400 ouvrages, et Zambia Library Service (ZLS), des mini-bibliothèques scolaires ont été créées dans 52 écoles primaires. Treize écoles de Bangweulu ont continué à recevoir un soutien, et 27 élèves ont reçu des bourses d'études. Parallèlement à la seconde édition de la ZEDuPad, le centre modulaire, qui assure chaque année à un millier d'étudiants des ressources pédagogiques techniques pour la conservation de la faune, a été achevé à Kabinga : la remise des clés a eu lieu en mars 2022.

Plus de 600 apiculteurs ont produit du miel dans les chefferies de Chiundaponde et de Kopa ; les 1 319 ruches déployées ont récolté 3 478 kilos de miel. L'installation dévolue au stockage et au traitement du miel au campement de Nkondo a été modernisée, permettant de passer des pratiques traditionnelles à un système de passage à froid et, ainsi, de répondre à des normes de qualité premium de vente au détail. Soixante-dix tanneurs et maroquiniers se sont formés et qualifiés à la production de cuir et à la fabrication d'articles à partir des soutirages de cobes lechwe. Pour soutenir cette industrie, des tanneries sont en cours de construction dans les chefferies de Chitambo et Chiundaponde.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Le nouveau responsable des

opérations sur le terrain apporte une expertise précieuse à la gestion du parc. Les logements du personnel ont été améliorés, et la dernière habitation à destination des forces de l'ordre dans la chefferie de Kabinga a été achevée. Il a été par ailleurs mis la dernière main aux ponts des rivières Lulimala et Kubaka Baka, qui relie les chefferies de Chitambo et Chiundaponde, et une tour de transmission de 40 mètres a été édifée au siège du Projet Nkondo pour améliorer les communications.

TOURISME - Les chiffres du tourisme sont en hausse depuis 2020 ; le nombre de visiteurs internationaux a augmenté, générant 289 170 \$US. Le campement Kayeshi a été mis aux normes internationales des safaris ; quant à la maison d'hôtes Nakapalyo, à présent achevée, elle servira d'hébergement supplémentaire pour les clients.

OBJECTIFS POUR 2022

- Renforcer les relations avec toutes les parties prenantes
- Soutenir l'autonomisation des femmes par le développement d'entreprises
- Construire et instaurer un centre de réhabilitation et d'élevage de becs-en-sabot
- Augmenter la génération de recettes par le biais du programme de récolte Lechwe et la mise en place d'un marché du cuir
- Améliorer l'application de la loi par le développement de nouveaux moyens de transport

UN PARC AFRICAIN EMBLÉMATIQUE



**CHEF DE PROJET DU PLAN
DE SOUTIEN PRIORITAIRE**
Craig Reid

ZAMBIA - Le Parc national de Kafue est l'un des plus vastes parcs d'Afrique. Il se situe dans la plus grande zone de conservation transfrontalière du monde, le Kavango Zambezi (KAZA TFCA), qui chevauche les frontières de l'Angola, du Botswana, de la Namibie, de la Zambie et du Zimbabwe. D'une superficie de 22 400 km², il se compose de forêts encore intactes et d'un réseau de rivières et de marais que domine la rivière Kafue, formant l'une des dernières grandes étendues de l'écorégion emblématique du Zambèze. Dans ce paysage d'importance mondiale, il nous est offert une opportunité fondamentale de conserver des populations critiques de faune de savane, au titre desquelles les éléphants, de grands prédateurs, 21 espèces d'antilopes et 515 espèces d'oiseaux connues. En février 2021, le gouvernement zambien a invité African Parks à conclure avec lui un protocole d'accord pour la mise en œuvre d'un Plan de soutien prioritaire (PSP) d'une durée de 12 mois, dans le but de protéger et développer Kafue. Le financement initial, d'un montant de 3 millions \$US, a été assuré par la subvention Dreamfund de la Dutch Postcode Lottery et a servi à prévenir le braconnage, rénover les infrastructures touristiques et édifier les liens de confiance avec les communautés, tandis que nous poursuivions les négociations en vue d'un mandat à long terme. Cette courte période a suffi pour améliorer considérablement la situation eu égard à l'application de la loi, grâce aux efforts des agents – qui n'avaient jusqu'alors reçu aucune aide en la matière –, à la formation et à de nouveaux équipements. Cent quarante-cinq emplois ont déjà été créés, et l'éducation a reçu une injection de fonds pour la modernisation des bâtiments et la mise en œuvre d'un programme pilote d'alphabétisation.

Nous restons déterminés à trouver un accord avec le gouvernement pour un mandat complet, lequel nous permettrait de réaliser et de protéger à perpétuité le potentiel de ce site magnifique, pour le plus grand bénéfice de ses habitants et de sa faune.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Les chiffres définitifs de l'enquête aérienne complète menée en octobre à travers l'ensemble du parc et les Zones de gestion du gibier n'ont pas encore été publiés. Seize éléphants et deux buffles ont été équipés de colliers à des fins de surveillance, d'interprétation de leurs déplacements et d'amélioration des mesures de protection. Vu la menace majeure que représentent pour le site les feux incontrôlés et illégaux, deux équipes de gestion des incendies ont été formées et équipées ; elles ont enregistré de nombreux succès, notamment lors d'un incendie important à Busanga, tandis que des pare-feux ont été allumés à titre préventif sur divers sites du parc.

APPLICATION DE LA LOI - Tous les agents chargés de l'application de la loi ont reçu de nouveaux uniformes et équipements de patrouille, et dix équipes d'éclaireurs supplémentaires ont reçu des rations ainsi que des transports aériens et routiers en vue d'une collaboration efficace avec d'autres ONG spécialisées dans la sécurité. EarthRanger s'est avéré un outil efficace de gestion d'application de la loi, et un système de primes a été lancé pour motiver les éclaireurs. Nous avons par ailleurs mis en place une unité aérienne dotée d'un avion ultraléger et d'un hélicoptère pour les interventions d'urgence et les déploiements dans des zones éloignées et inaccessibles. Au total, il a été procédé à 88 arrestations et à la confiscation de 17 armes à feu détenues illégalement, 448 pièges, 35 bicyclettes et environ deux tonnes de viande de brousse.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Depuis le début de la période PSP, il a été créé 145 emplois à temps plein, dont 98% sont allés à des membres des communautés locales. Deux écoles bénéficient d'un programme pilote d'alphabétisation, Happy Readers, et deux autres de solutions d'entretien et d'approvisionnement en eau.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Une équipe a été déployée pour mener à bien le PSP, composée de sept postes de gestion essentiels : des logements temporaires, des mécanismes et des systèmes de financement ont été mis en place pour propulser rapidement

les opérations sur le terrain ; un certain nombre de visites stratégiques du parc ont été organisées pour présenter à des représentants du gouvernement les actions réalisées, de même que deux manifestations de « transfert » d'équipements et d'infrastructures essentiels ; un grand projet d'entretien des bâtiments vise à moderniser les bâtiments du siège, les systèmes d'alimentation en eau et électricité, l'accès à Internet et aux communications mobiles ; plus de 2 000 km de routes ont été déblayés et améliorés, deux hangars pour avions et une aire d'atterrissage pour hélicoptères ont été construits, deux pistes d'atterrissage rénovées et entretenues, quatre ponts réhabilités, et une installation de traitement des déchets édifée. La construction d'une salle de contrôle ultramoderne à destination de l'équipe d'application de la loi est actuellement achevée à 80%, et il est prévu de mettre en œuvre en 2022 un nouveau système radio destiné à couvrir l'ensemble du parc.

TOURISME - L'Association des opérateurs touristiques

de Kafue a entrepris la coordination du soutien aux opérations touristiques, comprenant l'inspection et l'enregistrement de cinq pistes d'atterrissage, le déploiement de cibles contre les mouches tsé-tsé et la modernisation des routes. Nous avons apporté notre assistance à la compilation d'un plan d'accès régional développant l'environnement touristique et les défis à relever. Pour sensibiliser le public et présenter le parc, nous sommes activement présents sur les médias sociaux, avons publié plusieurs articles dans la presse locale et érigé un panneau d'affichage sur une artère principale de Lusaka.

OBJECTIFS POUR 2022

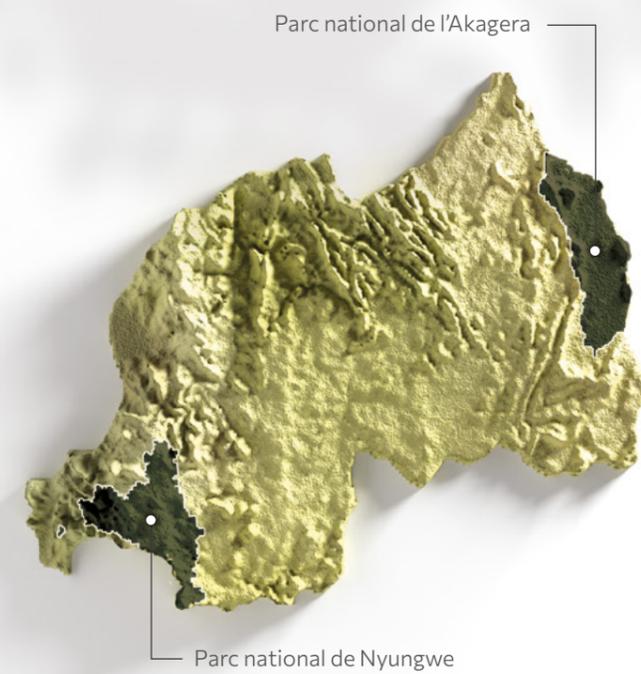
- Assurer le mandat à long terme
- Recruter du personnel pour les postes clés de gestion
- Engager et former de nouveaux agents chargés de l'application de la loi
- Déployer les objectifs du business plan sur cinq ans



Un lion mâle dans le Parc national de Kafue, en Zambie © Andrew Beck

RWANDA

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Conseil de développement du Rwanda (RDB)



PARC NATIONAL DE L'AKAGERA

1 120 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

PRINCIPAUX DONATEURS Gouvernement du Rwanda, Fondation Wyss, Fondation Rob et Melani Walton, Fondation Annenberg et Fondation Howard G. Buffett

PARC NATIONAL DE NYUNGWE

1 019 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2020

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Segré, Gouvernement du Rwanda, Fondation Wyss, People's Postcode Lottery et Stichting Natura Africae

UN PRÉCIEUX ATOUT NATUREL



DIRECTEUR DU PARC

Ladis Ndahiriwe

RWANDA - En 2010, le Rwanda Development Board (RDB) s'est associé à African Parks pour faire de l'Akagera, qui était alors une ressource épuisée et sous-évaluée, l'une des destinations fauniques les plus convoitées d'Afrique – en plus, désormais, d'une source de revenus durables pour les communautés locales. La mise en œuvre combinée d'une application efficace de la loi et de programmes communautaires solides a constitué le soubassement de sa réhabilitation. En l'espace de cinq ans, le braconnage a été pratiquement éliminé, ce qui a permis la croissance de la faune sauvage et la mise en place de réintroductions essentielles, comme celles des lions en 2015 et des rhinocéros noirs en 2017 et 2019 ; en 2021, celle de 30 rhinocéros blancs constitue à ce jour la plus grande translocation de l'espèce. Depuis 2010, les effectifs animaliers sont passés de moins de 5 000 à près de 12 000. Les activités favorisées par le parc – pêche, apiculture, élevage de poulets et culture de champignons, en plus d'un groupement de guides et des coopératives fournissant de la main-d'œuvre occasionnelle – forment la pierre angulaire des moyens de subsistance communautaires. En 2019 (avant la pandémie de Covid), l'Akagera s'autofinçait à 80% grâce aux recettes du tourisme et de la pêche. Les touristes reviennent progressivement, nous remontons la pente et faisons de l'autofinçement notre objectif pour ces prochaines années. À travers la renaissance de l'Akagera, le gouvernement rwandais démontre comment une vision claire et une bonne gestion peuvent permettre aux zones protégées de soutenir les populations et la faune sauvage à très long terme.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – En partenariat avec le RDB et l'agence andBeyond, nous sommes parvenus à transférer à l'Akagera 30 rhinocéros blancs du Sud depuis la réserve privée de Phinda, dans le but d'étendre leur aire de répartition et de fournir à l'espèce un havre de sécurité. Pour une efficacité accrue

du suivi et de la surveillance, cinq rhinocéros noirs ont reçu de nouveaux émetteurs VHF. En août, le recensement aérien bisannuel a dénombré 11 891 grands mammifères, dont 133 éléphants – soit un accroissement de 20% de leur effectif depuis le recensement aérien de 2019. La population de buffles, elle aussi en augmentation, passe à près de 4 000 individus, et celle des lions s'élève à 37. On a noté également dans le parc une hausse des observations importantes d'oiseaux et le retour d'espèces rares. On observe la présence régulière de becs-en-sabot dans la zone humide de Kilala entre mai et août, de même que, tout au long de l'année, celle des vautours – oricous, vautours africains et à tête blanche – en raison, en grande partie, du retour des prédateurs. Un vautour fauve de Rüppell a été repéré en décembre, une grande première depuis 2006, ainsi que quatre chevêchettes du Cap, autrefois considérées au Rwanda comme des « vagabonds rares ».

APPLICATION DE LA LOI – Le Bureau d'investigation du Rwanda (RIB) et le RDB ont dispensé aux écocardes et à d'autres membres du personnel idoine une formation spéciale axée sur le droit de la faune et de l'environnement, les enquêtes criminelles et le signalement des infractions. Pendant six semaines entre juin et septembre, en collaboration avec les instructeurs d'African Parks du Bénin, du Malawi et de la Zambie, les écocardes de l'Akagera ont également participé à un cours annuel de mise à niveau. Au cours de l'année, il a été consacré 22 758 jours de terrain à la recherche et à la dissuasion des opérations illégales sur le site : ces actions se sont traduites par 16 arrestations seulement, ce qui témoigne de leur efficacité et du fort soutien apporté par les communautés locales. Seuls 13 animaux ont été signalés perdus du fait du braconnage de viande de brousse, dont cinq en dehors des limites du parc.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Notre équipe communautaire a organisé 63 émissions de radio, en direct ou en différé, sur deux stations locales, sur des thèmes comme la bio-écologie, le tourisme et la coexistence avec la faune. Elle a assisté en outre à 263 assemblées villageoises où ont été abordées et traitées les préoccupations relatives à la conservation du parc et aux conflits homme-faune, tel le préjudice causé aux cultures par les hippopotames. Les 376 apiculteurs ont récolté plus de 11 tonnes de miel, pour une recette de près de 50 000 \$US. Les accords de pêche conclus avec la coopérative COPABARWI ayant été reconduits, ses 20 membres ont récolté plus de 130 tonnes de poisson dans les lacs de l'Akagera pour une recette de plus de 102 000 \$US. Les activités piscicoles ont également contribué à hauteur de 5% au revenu global du parc,

permettant ainsi de diversifier les sources de gains. En outre, celui-ci a parrainé 36 membres de la coopérative – apiculteurs, pêcheurs, guides indépendants et agriculteurs – pour une formation sur la gestion, la finance et le marketing. Plus de 18 000 arbres répartis sur 17 hectares ont été plantés au sein des communautés avoisinantes, principalement dans les écoles. L'Akagera a contribué à hauteur de 119 029 \$US au Programme national de partage des revenus, aux termes duquel les parcs nationaux sont tenus de reverser 10 % de leurs recettes aux communautés ; ces fonds serviront à financer divers projets de développement, notamment le raccordement à l'électricité de deux villages.

GESTION ET INFRASTRUCTURES – Jes Gruner ayant été nommé directeur régional des opérations d'African Parks, Ladis Ndahiriwe, précédemment directeur des opérations, l'a remplacé au poste de directeur du parc. Pendant le confinement dû à la pandémie de Covid-19 en 2020, le personnel s'est formé activement à l'acquisition de nouvelles compétences, et l'année 2021 a par conséquent vu émerger une équipe de gestion renforcée. Le personnel de direction a été promu ou transféré dans de nouveaux départements, et de nouvelles fonctions ont vu le jour. Un poste d'écogarde a été construit sur la péninsule de Kageyo pour remplacer la structure temporaire, et la zone de la porte de Mutumba a entamé son développement pour permettre une entrée et une sortie fonctionnelles pour

les clients ayant réservé à l'avance.

TOURISME ET ENTREPRISES – Le tourisme s'est lentement amélioré après la pandémie : le parc a enregistré plus de 20 000 visiteurs dont 5 996 de l'international, générant 1,6 million \$US de recettes et contribuant à 47% de son budget de fonctionnement total, soit une augmentation de 34% par rapport à 2020. Un café et un camping ont ouvert leurs portes au lac Mihindi, ainsi qu'une nouvelle boutique de souvenirs à la sortie nord du parc.

OBJECTIFS POUR 2022

- Mettre en œuvre le programme d'élimination des espèces invasives
- Poursuivre le développement de l'offre touristique en visant l'autosuffisance, avec l'introduction du premier véhicule électrique de safari et d'un bateau de 20 places à bord duquel admirer le coucher du soleil sur le lac
- Poursuivre la numérisation des systèmes dématérialisés
- Trouver des synergies avec les opérations du Parc national de Nyungwe pour un partage des connaissances et des ressources
- Poursuivre les travaux visant à rendre opérationnelle la ferme piscicole communautaire de Gishanda



Le tourisme est vital pour la durabilité de l'Akagera : il a contribué à son autofinçement à hauteur de 80 % en 2019 © Scott Ramsay

AU PROFIT DE LA VIE SAUVAGE ET DES POPULATIONS



DIRECTEUR DU PARC
Protais Niyigaba

RWANDA – Après dix ans d'un partenariat fructueux avec le Rwanda Development Board (RDB) qui a vu la renaissance écologique et économique du Parc national de l'Akagera, African Parks a été invité par le gouvernement en octobre 2020 à conclure un accord de 20 ans pour gérer le Parc national de Nyungwe, un paysage exceptionnel qui compose la plus grande étendue forestière du Rwanda. Couvrant 1 019 km² de denses forêts d'afromontane, de pentes recouvertes de bambous, de prairies et de zones humides, il alimente deux des plus grands fleuves du monde, le Congo et le Nil, et abrite plus de 1 068 espèces de plantes recensées, 322 espèces d'oiseaux et 75 espèces connues de mammifères, au nombre desquels 13 des primates d'Afrique tels que les chimpanzés et les insaisissables cercopithèques à tête de hibou et de L'Hoest. Historiquement, sa faune et sa flore ont été exposées à diverses menaces – braconnage, exploitation minière illégale et empiètement agricole – qui ont mis en péril sa riche biodiversité et l'ont empêché d'atteindre son véritable potentiel en tant que destination touristique et source d'assistance aux communautés locales. Aujourd'hui, grâce à la nouvelle stratégie mise en œuvre en matière d'application de la loi et de développement communautaire, les activités illégales y sont enrayerées et le tourisme s'y développe, créant des emplois et des opportunités pour des entreprises locales. En un an à peine, grâce aux actions de conservation, de tourisme et d'autres activités génératrices de revenus durables, Nyungwe est bien placé pour soutenir des écosystèmes terrestres salubres qui profiteront très longtemps à la vie sauvage et aux populations.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – En collaboration avec l'organisme Bat Conservation International, deux capteurs de chauves-souris

ont été déployés pour déterminer la distribution de la chauve-souris fer à cheval de Hill, une espèce gravement menacée, et pour détecter la variété d'autres espèces. La surveillance des accès au parc a permis d'évaluer l'impact produit sur la faune par les véhicules et de récolter suffisamment de données pour faire appliquer un meilleur code de la route : rien qu'entre avril et décembre, les automobilistes ont tué 53 animaux (40 mammifères, 9 reptiles et 4 oiseaux) et provoqué 37 accidents. Les pépinières soutenues par le parc ont disséminé 15 000 semis de 15 essences d'arbres indigènes, dans le but de restaurer des parties dégradées de la forêt et de développer les essences indigènes dans la foresterie et l'agroforesterie. En outre, nous avons éliminé des plantes exotiques pour favoriser la régénérescence de 1 277 hectares de forêts indigènes. Nous avons également lancé une vaste campagne de formation sur le terrain à destination d'une équipe de 26 nouveaux pisteurs de primates, qui seront chargés de surveiller les groupes de chimpanzés et les singes (colobes, singes argentés et mangabeys à joues blanches) par des processus d'habituation quotidiens, sous la supervision et le mentorat de 10 pisteurs expérimentés. Six pièges photographiques enregistrant des données relatives aux espèces insaisissables et à celles vivant dans la canopée documenteront leurs effectifs. Les résultats seront disponibles en 2022.

APPLICATION DE LA LOI – Nous avons consacré une grande partie de l'année à instaurer une stratégie efficace d'application de la loi et à lutter contre les activités illégales. En conséquence, 923 arrestations ont été effectuées (24 braconniers, 72 mineurs illégaux, 121 coupeurs d'arbres, 422 coupeurs de fourrage pour le bétail et 132 collecteurs de bois de chauffage) et 6 640 collets ont été saisis et ôtés du parc. Le nouveau centre de formation offrira un recyclage à 40 écogardes.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Un nouveau responsable de la liaison communautaire, Pierre Ntthemuka, a été embauché ainsi que quatre agents de liaison issus des communautés voisines, ce afin de gérer et de prévenir les situations de conflit homme-faune. Seize cas ont été évalués, et tous les processus de demande de compensation ont été facilités par le Fonds spécial de garantie du Rwanda. Un rucher de démonstration adapté a été installé près du siège de Nyungwe, visant à dissuader les chimpanzés de piller les ruches : s'il est efficace, le modèle sera reproduit et étendu aux colonies communautaires. Il a été organisé plus de 80 réunions de sensibilisation à l'environnement, qui ont touché plus de 6 000 membres de la communauté et des dirigeants locaux. En outre, les

parcs ont accueilli un millier d'enfants des clubs nature de écoles, qu'ils ont sensibilisés à la conservation.

GESTION DES PARCS ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – La transition de six mois des employés du RDB à la Nyungwe Management Company s'est déroulée sans heurts. La majorité d'entre eux étaient les 120 agents chargés de l'application de la loi, qui ont suivi un processus de sélection et de formation et dont 85 ont été transférés à la direction de Nyungwe. L'effectif de l'unité de gestion est ainsi passé d'un seul employé en octobre 2020 à cinq, comprenant le directeur du parc, Protais Niyigaba, un responsable du développement communautaire, un responsable de l'application des lois, un contrôleur financier et un responsable des opérations. L'année s'est terminée avec le chiffre de 215 employés contractuels et 250 autres à temps partiel provenant de diverses coopératives. Parmi les améliorations apportées aux infrastructures, citons la réhabilitation du siège de Gisovu ; la rénovation de la réception et de la cafétéria du parc ; la fourniture en eau potable de trois postes d'écogardes et le raccordement de neuf autres au réseau électrique, y compris la réception du parc d'Uwinka ; l'amélioration de 12 km de la route d'accès communautaire d'Uwinka-Banda ; la construction d'un nouveau poste d'écogarde ; la rénovation d'un

autre poste d'écogarde et de deux logements pour les guides à Uwinka. Tous les sentiers touristiques du parc ont également été réhabilités et entretenus.

TOURISME – Nyungwe a reçu plus de 9 434 touristes, dont 34% de ressortissants rwandais, générant plus de 325 667 \$US. Le concept de guide communautaire indépendant, déjà en usage à l'Akagera, a été mis à profit par une équipe de 15 personnes qui, après six mois de formation, est désormais opérationnelle. La brochure touristique nouvellement conçue détaille les activités et le plan du parc. La première ébauche du Plan de développement touristique pour Nyungwe a été compilée, avant approbation en 2022. Un nouveau sentier de cascades, Ndambarare, a été identifié et dégagé.

OBJECTIFS POUR 2022

- Achever la construction des éléments principaux du siège de Gisakura
- Achever la réception et les installations d'Uwinka, développer un écolodge
- Faire suivre aux écogardes le stage de base (BFR)
- Maintenir les coûts de fonctionnement du budget
- Recruter 80 écogardes communautaires au sein de quatre coopératives



CONGO

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Ministère de l'Économie forestière, du Développement durable et de l'Environnement

Parc national d'Odzala-Kokoua



PARC NATIONAL D'ODZALA-KOKOUA

13 487 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

Sanctuaire de gorilles de Lossi : 380 km²

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Arcus, Fondation Bennink, Fondation Rob et Melani Walton, Elephant Crisis Fund, Union européenne, Département d'Etat américain, US Fish and Wildlife Service, WWF Pays-Bas, People's Postcode Lottery et DOB Ecology



LE POUMON VERT DE L'AFRIQUE



DIRECTEUR DU PARC
Jonas Eriksson

CONGO - En 2010, African Parks a conclu un accord de 25 ans avec le ministère de l'Économie forestière, du Développement durable et de l'Environnement de la République du Congo, dans le but de protéger le Parc national d'Odzala-Kokoua (PNOK), un paysage d'importance mondiale. Ce parc se situe en effet dans l'un des écosystèmes les plus riches en biodiversité de la planète : le bassin du Congo, deuxième plus vaste forêt tropicale du monde, surnommé « le poumon vert de la Terre » car il fournit des services écosystémiques vitaux et fait vivre 75 millions de personnes. Dans ce bassin, Odzala abrite la plus grande population sauvage de gorilles des plaines occidentales d'Afrique et une proportion non négligeable des éléphants de forêt encore présents sur le continent. Reconnaisant la valeur écologique et sociopolitique d'Odzala, le gouvernement a donc reconduit notre accord de gestion en 2020, renforçant ainsi notre partenariat pour les 15 années restantes de son mandat et y intégrant le sanctuaire des gorilles de Lossi, un territoire adjacent de 380 km². Ensemble, nous continuons donc à protéger l'un des paysages africains les plus riches en biodiversité, en développant des relations avec les communautés et en veillant à ce que les ressources naturelles soient préservées pour les générations futures. Alors même que le braconnage de viande de brousse reste un problème constant, notre unité d'application de la loi hautement qualifiée, associée à l'éducation et aux opportunités d'entreprises communautaires basées sur la conservation, a réussi à stabiliser l'activité illégale dans le parc. Des enfants sont scolarisés pour la première fois de leur vie, et des milliers de personnes bénéficient des circuits annuels des cliniques mobiles. Odzala est devenu une lumière dans la jungle, non seulement pour sa faune abondante et précieuse, mais aussi pour les personnes qui comprennent l'intérêt de la protéger.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Une recherche collaborative avec l'Université de Harvard a débuté en juillet pour étudier l'effet des gorilles et des éléphants sur les clairières des forêts naturelles (bais), qui a consisté à collecter des données à l'aide de drones et d'un système de cartographie en 3D. Des enquêtes ont été menées pour mieux comprendre les couloirs de migration des éléphants et les populations de gorilles dans le sanctuaire de Lossi. Une étude aérienne des grands mammifères menée sur les paysages de savane d'Odzala et de ses environs a révélé la présence de populations saines de 1 153 buffles, 179 éléphants et 820 nids de chimpanzés. À la fin de l'année, 56% des colliers d'éléphants d'Odzala étaient actifs (13 sur les 25 initialement déployés en 2015). Le programme d'habituation des gorilles à Lossi a repris avec les précautions nécessitées par la pandémie de Covid, ce qui a permis à l'équipe de recherche de passer de courtes périodes à surveiller un groupe d'environ 30 gorilles. La prospection d'un second groupe dans l'est du parc a également repris.

APPLICATION DE LA LOI - Les 95 écogardes d'Odzala ont effectué plus de 4 000 jours de patrouille et participé à plus de 200 journées de formation spécialisée, notamment des formations techniques sur l'analyse de l'information, les droits humains, la gestion des scènes de crime et les procédures judiciaires. La surveillance des rivières et des bais est devenue plus efficace grâce à l'utilisation de l'avion ULM par les patrouilles aériennes, ainsi que de l'unité de renseignement du parc pour améliorer la coordination de la lutte anti-braconnage. Au total, 29 arrestations ont été effectuées, donnant lieu à 24 poursuites. Quatre éléphants de forêt ont été signalés victimes de braconniers, soit une baisse par rapport aux cinq éléphants de 2020 et au triste record de 2016 qui en avait recensé 17. Au total, il a été démantelé 149 campements de braconniers et confisqué 43 kilos d'ivoire, 14 099 kilos de viande de brousse, 14 325 collets, 35 armes à feu et 51 802 munitions.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Nous avons poursuivi notre objectif prioritaire : garantir la durabilité à long terme d'Odzala, en développant des partenariats étroits avec les communautés pour soutenir les moyens de subsistance des 12 000 personnes résidant autour du parc et réduire l'exploitation de ses ressources. Soixante-cinq villageois sont désormais directement impliqués dans des projets entrepreneuriaux, tandis que plus de 3 000 personnes ont bénéficié des soins de notre clinique mobile. Notre équipe d'éducation à l'environnement a rencontré 890 écoliers pour les sensibiliser à l'importance de la conservation de la biodiversité. En outre, 700 autres enfants et 230 membres des autorités locales

ont été invités à visiter Odzala et à y découvrir le travail effectué. Les représentants des communautés ont rendu un rapport sur les attentes de leurs membres, leurs propositions quant à la gestion du parc et leurs recommandations à son unité de gestion. Eu égard au développement des entreprises, le nombre de cultivateurs de cacao est passé à 42, l'apiculture a poursuivi son développement et 25 maraîchers ont reçu une formation dans le cadre d'une activité pilote de maraîchage.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Odzala a conservé une équipe permanente de 263 employés, dont 253 de nationalité congolaise. Le nouvel ULM Savannah a joué un rôle déterminant dans les activités de recherche, de maintien de l'ordre et de logistique. La modernisation des logements du personnel et des bureaux des bases des secteurs sud et est a été entamée et l'accès routier menant à trois des bases a été achevé. Nous avons obtenu l'autorisation de réhabiliter un ancien campement à Moyoye pour y loger du personnel, et avons par ailleurs fait l'acquisition de deux Land Cruisers, d'un Hilux, de quatre motos, d'un camion à benne et de cinq bateaux.

TOURISME - Odzala a connu une occasion marquante

de mettre en avant son potentiel touristique et le travail effectué par African Parks au Congo : la chambre du commerce extérieur a invité l'OKNP à représenter le patrimoine naturel national au pavillon congolais de l'Exposition universelle de Dubaï, dans le cadre d'une exposition en cours jusqu'en 2022. L'étude de faisabilité concernant le développement d'un « fly-camp » saisonnier a été finalisée et sera testée comme produit pilote en 2022. Le Camp Imbalanga a été modernisé, et quatre nouvelles plates-formes d'observation ont été construites à l'intention des visiteurs et des observateurs. Treize membres des communautés villageoises du secteur est ont été recrutés et formés pour servir d'écoguides aux visiteurs.

OBJECTIFS POUR 2022

- Mener une enquête sur les grands mammifères
- Mettre en place une gestion efficace des incendies avec une surveillance aérienne
- Achever la construction de la troisième base opérationnelle dans le secteur nord
- Édifier une clôture à l'épreuve des éléphants autour du village de Mbomo
- Mettre en œuvre le Plan de développement touristique révisé



La clinique mobile d'Odzala a apporté en 2021 des soins à 5 142 personnes au sein de communautés isolées © Marcus Westberg

RÉPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL

Institut congolais pour la conservation de la nature (ICCN)

Parc national de la Garamba



PARC NATIONAL DE LA GARAMBA

5 133 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2005

Domaine de chasses adjacent 9 662 km²

PRINCIPAUX DONATEURS Mine d'or de Kibali, Elephant Crisis Fund, Union européenne, Fondation Wildcat, Unesco, Agence américaine pour le développement international, Département d'État américain, Fondation Rob et Melani Walton et People's Postcode Lottery



UN ANCRAGE POUR LA SÉCURITÉ ET LA DURABILITÉ



DIRECTEUR DU PARC

John Barrett

DRC - Située à la frontière du Soudan du Sud, la savane de la Garamba, bordée de forêts tropicales denses, forme l'un des plus anciens parcs nationaux d'Afrique et est désormais classée au Patrimoine mondial de l'Unesco. Des années 1980 aux années 2000, des forces rebelles et des hordes de braconniers lourdement militarisés s'en étaient emparées, ne laissant dans leur sillage que dévastation humaine et environnementale. En 2005, conscient de l'urgence liée à la sauvegarde de la région, l'Institut pour la conservation de la nature (ICCN) a conclu un accord à long terme avec African Parks pour en assurer la stabilité et protéger la faune encore présente sur le site. En 2016, nous avons considérablement remanié notre approche de l'application de la loi ; en conséquence, depuis 2017, pas un seul écolier n'a été tué en patrouille, et le braconnage à l'encontre des éléphants est tombé à un niveau proche de zéro. Des dizaines de milliers de personnes vivant aux abords du parc ont bénéficié de la sécurité et de la stabilité qu'il leur a procurées, ainsi que de son soutien en matière d'éducation, de santé et d'investissements dans le développement durable et les entreprises. En 2021, un programme d'énergie solaire a été lancé : les mini-réseaux qui fournissent désormais de l'électricité aux communautés de Faradje et Tadu, deux bases primordiales avoisinant le Complexe, améliorent l'existence de milliers d'habitants. En moins de deux décennies, la Garamba est devenue un point d'ancrage pour la stabilité régionale et un sanctuaire pour sa si précieuse faune sauvage, tandis que se développait une économie émergente, axée sur la conservation, qui offre à la population de réelles options pour un avenir meilleur.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - En février, il a été posé à 18 éléphants des colliers nouveaux ou de remplacement, ce qui a porté à 27 le nombre de colliers

actifs à la fin de l'année. Selon l'enquête aérienne bisannuelle menée en mai, qui a dénombré plus de 20 000 animaux issus de 23 espèces, la plupart des populations montrent depuis 2019 une stabilité ou une augmentation marginale. Un relevé en cours, conduit par le biais de pièges photographiques, a enregistré des groupes de chimpanzés accompagnés de juvéniles, ainsi que des potamochères roux, des hylochères, des bongos, des pangolins arboricoles, des situngas, des céphalophes, des léopards et des chats dorés africains : il a été ainsi recensé au total 30 espèces dont cinq de primates, parmi lesquelles cinq groupes de chimpanzés (21 individus). Nous avons poursuivi la surveillance des girafes du Kordofan, dont la population est en augmentation : on l'estime fin 2021 à 70 individus, soit une croissance de 44% depuis 2018 - une trajectoire prometteuse si l'on considère que le Plan d'action national pour les girafes énonçait l'objectif de 70 individus d'ici 2024.

APPLICATION DE LA LOI - Trente-trois nouveaux écoliers, après avoir suivi en interne un stage initial d'écoliers de terrain (BFR), ont rejoint l'équipe, qui compte désormais 241 personnes. Cinquante autres ont reçu une formation au leadership. Au total, 38 personnes ont été arrêtées dans et autour du complexe de la Garamba pour braconnage et détention illégale d'armes ; par ailleurs, cette année a vu la confiscation de 45 kilos d'ivoire, 129 kilos d'écaillés de pangolin (dont 43 kilos saisis en Ouganda dans le cadre d'une opération conjointe), 146 kilos de viande de brousse, 15 armes à feu illégales, 37 munitions illégales, 117 pièges, quatre peaux et 272 pièces de bois récolté de manière illicite. En août, un tribunal mobile a entendu dix affaires et prononcé des peines d'emprisonnement pour un total de 31 ans, ce qui prouve l'efficacité de ces tribunaux dans l'application des lois nationales. Une étude d'une année entière sur le pastoralisme a été menée en collaboration avec le Chinko : son rapport a mis en lumière la dynamique de ces groupes pastoraux dans la partie ouest de l'Afrique centrale et leur impact sur la sécurité, la conservation et les communautés locales.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Dans le cadre de notre programme d'énergie solaire financé par l'Union européenne, Nuru Energy et GivePower, les mini-réseaux aménagés dans les villes de Faradje et Tadu fournissent dorénavant de l'électricité à plus de 14 000 foyers. En matière éducative, le Camp Dungu a accueilli depuis son ouverture, en mars dernier, 689 visiteurs dont 60% d'élèves de moins de 15 ans qui ont tous participé à des activités d'éducation à l'environnement. Plusieurs enquêtes communautaires ont été menées

tout au long de l'année. L'une d'elles a questionné 283 personnes sur leur perception des actions menées par les parcs en faveur de la sécurité, de la conservation et du développement des entreprises : il en est ressorti qu'une majorité d'entre elles perçoit une amélioration de la sécurité et de la conservation et se dit satisfaite des actions de développement durable dont elles bénéficient. Un quart demande à l'avenir le lancement de projets de reforestation, ainsi que la poursuite de la réhabilitation des infrastructures sociales (postes de santé, écoles, routes) et le développement de l'agriculture.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Le personnel dans son ensemble a été formé à diverses disciplines, dans des domaines aussi variés que l'emploi des applications informatiques, la conduite, la mécanique, la plomberie et l'anglais. Au nombre des projets de développement des infrastructures lancés puis finalisés, citons l'acquisition d'un réservoir de carburant de 35 000 litres destiné à un stock de diesel de deux mois, la rénovation de 26 habitations d'écoliers et de 28 maisons datant de l'ère coloniale, l'extension du bâtiment principal et la rénovation de deux pontons sur la rivière Dungu, aux stations de Nagero et de Gangala, visant à améliorer l'accès pendant la saison des pluies. Un réseau LoRa a été installé et intégré à ArcGIS et EarthRanger.

TOURISME - Le tourisme reste limité dans la Garamba, mais nous avons investi dans des formations à même d'améliorer l'expérience globale des clients. Dans les lodges, quatre de nos principaux chefs de cuisine ont reçu une formation de six semaines auprès du chef chilien Victor Vilugron sur l'hygiène en cuisine et l'élaboration de menus à base de produits locaux. Pour perfectionner les compétences des guides sur le terrain, deux consultants sud-africains ont dispensé une formation à dix membres du personnel, notamment des agents chargés de l'application de la loi et des opérations d'exploitation. La remise en état et l'entretien du Garamba Lodge, qui ont eu lieu tout au long de l'année, visent à rehausser les normes touristiques.

OBJECTIFS POUR 2022

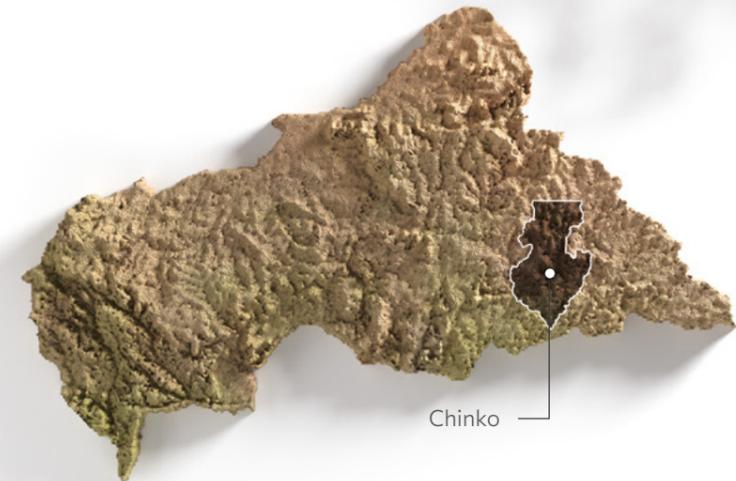
- Mener des études de faisabilité pour la réintroduction d'espèces essentielles
- Générer et mettre en œuvre le plan de développement commercial
- Faire en sorte que les mineurs clandestins puissent opérer dans un cadre légal
- Développer un mécanisme de crédit carbone
- Installer deux mini-réseaux solaires supplémentaires, un à Nagero et un à Dungu



L'unité canine de la Garamba relève de son approche stratégique d'application de la loi © Marcus Westberg

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche



CHINKO

24 335 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2014

Zone d'expansion : 30 945 km²

PRINCIPAUX DONATEURS Lion Recovery Fund du Wildlife Conservation Network, People's Postcode Lottery, Elephant Crisis Fund, Union européenne, Fondation Rob et Melani Walton, Agence américaine pour le développement international, Département d'État américain, U.S. Fish and Wildlife Service et Rainforest Trust

UNE NATURE SAUVAGE PORTEUSE DE VIE



DIRECTEUR DU PARC

Jean-Baptiste Mamang-Kanga

RCA - Niché à l'extrémité est de la RCA, resté emmuré pendant des décennies par la guerre civile, un braconnage endémique et la menace de bergers armés, le Chinko se révèle comme l'une des entreprises de conservation les plus porteuses d'espoir du continent. En 2014, le gouvernement de la RCA a invité African Parks à le gérer avec une vision commune : le transformer pour y permettre le retour de la stabilité, le relèvement de la faune et l'amélioration des moyens de subsistance des populations. En quelques années seulement, cette vision est en passe de devenir réalité : le braconnage a été entièrement éliminé et le bétail a été repoussé hors de la zone centrale du parc, de sorte que l'on voit réapparaître une population d'éléphants, naguère encore quasi invisible et en voie d'extinction ; on recense des effectifs en hausse de carnivores, notamment les lions, les hyènes et les lycaons ; et, pour la première fois, on documente une riche diversité d'espèces piscicoles. Le Chinko emploie près de 300 habitants des environs, ce qui en fait le plus grand pourvoyeur d'emplois de la région de même que l'unique prestataire de services aussi essentiels que la santé et l'éducation, la formation professionnelle et le soutien aux entreprises communautaires. En avril 2020, le gouvernement et African Parks ont signé pour une durée de 25 ans un accord révisé de partenariat public-privé, qui porte la zone centrale protégée à 24 335 km² et la zone totale sous gestion protégée à 55 000 km². À l'avenir, African Parks espère étendre encore la protection de la biodiversité centrafricaine en portant à plus de 103 000 km² la zone totale sous conservation et gestion durable des ressources. L'un des lieux les plus instables et les plus improbables au monde deviendrait ainsi l'une des plus grandes zones sauvages gérées d'Afrique.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – Les enquêtes en cours sur les pièges photographiques indiquent un

rétablissement constant de tous les grands mammifères, y compris les éléphants géants et les léopards. Une seconde enquête concernant les lions et les hyènes tachetées a montré un accroissement de ces deux espèces par rapport à celle de 2017, une conséquence directe de l'impact moindre des pasteurs en transhumance. La population d'éléphants est estimée à environ 80 individus, en hausse par rapport aux 10-20 initialement observés en 2014. Ceux qui peuplent le sud et l'est du parc ont commencé à montrer des signes de détente ; quant à l'augmentation de leur taux de reproduction, elle procède de la diminution des activités illégales dans la zone de conservation du Chinko (CCA). L'enquête scientifique relative aux poissons et aux rivières, menée avec 40 pêcheurs, a permis de découvrir 100 espèces de poissons d'eau douce dans le système fluvial Chinko-Mbari. Des discussions sur la pêche durable à long terme dans la zone de drainage de Mbomou ont eu lieu en parallèle dans plusieurs ateliers rassemblant divers acteurs locaux. Le second inventaire REDD+ de la végétation, qui vise à la réduction des émissions dues à la déforestation, a été conduit avec succès ; il inclut trois régions supplémentaires dans le nord, l'est et le sud-est, pour un total de 120 parcelles.

APPLICATION DE LA LOI – Soixante agents de transhumance, exclusivement locaux, ont été déployés sur le terrain munis de moniteurs ECHO. Cela permet d'accroître leur capacité de sensibilisation : ils peuvent ainsi dissuader calmement les éleveurs de faire traverser leur bétail illégalement, et les guider vers des couloirs désignés. En outre, 24 agents ont été recrutés à l'extérieur, dans des communautés d'éleveurs sélectionnées, pour mettre en place un programme de sensibilisation à distance efficace.

Les 33 écogardes ont effectué plus de 4 486 km de patrouilles de reconnaissance à pied pour sécuriser les 24 300 km² du parc. Une équipe a été formée et déployée le long de la limite sud pour répondre à l'augmentation des activités de pêche illégale sur la rivière Chinko. La pêche illégale a été considérablement réduite : 168 filets, entre autres équipements de pêche, ont été saisis. Grâce au ciblage des zones à haut risque et à la perturbation des réseaux d'information, aucune activité de braconnage n'a été détectée à l'intérieur du parc en 2021. Les avions de surveillance du Chinko, en effectuant plus de 202 977 km de patrouilles de reconnaissance aérienne tout au long de l'année, ont joué un rôle de soutien essentiel.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – La seconde réunion du Comité des aires protégées et de la périphérie, forum de consultation majeure entre les parties prenantes de l'ACC, a réuni 53 participants à Bangassou. Dans le

cadre de l'initiative d'éducation environnementale de la communauté, une vingtaine de programmes radio ont traité de sujets comme la chasse, la pêche et l'agriculture durables, la gestion du bétail et l'utilisation durable des terres. Au total, 250 maraîchers ont bénéficié d'une aide sous forme de semences ainsi qu'une formation à l'agriculture vivrière, tandis que 1 500 membres de 60 associations locales ont reçu une formation et des boîtes à outils pour améliorer leurs systèmes d'épargne et de crédit, devant leur permettre de renforcer les activités économiques dans les villages avoisinant la CCA. Après une formation, 75 apiculteurs ont acquis du matériel ; 36 foyers et six groupes d'éleveurs, auxquels a été dispensée une formation sur la gestion et les soins au bétail, se sont vu remettre des chèvres.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – Malgré les difficultés rencontrées au cours de l'année, dues à l'insécurité et à l'action des rebelles qui, bloquant l'accès aux routes, empêchaient la réception de fournitures, le Chinko a poursuivi ses opérations à plein régime. Une importante opération de transport aérien a permis de réapprovisionner les patrouilles terrestres en rations et en carburant, ainsi que la surveillance aérienne. Au total, les avions ULM ont effectué à eux trois plus de 1 938 heures de vol, les hélicoptères ont volé 148 heures

pour les déploiements et le Caravan 269 heures pour la logistique. L'entretien de toutes les infrastructures de transport a progressé. Deux nouvelles habitations pour le personnel de gestion et une pour les écogardes ont été achevées, et la construction de trois logements pour le personnel et de blocs de stockage a démarré. D'importants investissements ont été réalisés pour renouveler et développer la flotte du parc : la niveleuse, le chargeur frontal, les deux camions à benne et les deux Land Cruisers arriveront tous au début de 2022.

OBJECTIFS POUR 2022

- Développer et entretenir les infrastructures, les flottes de transport, les communications et le réseau routier
- Développer les capacités opérationnelles des forces de l'ordre
- Poursuivre l'engagement auprès des communautés par le truchement d'agents de sensibilisation
- Améliorer la documentation sur la faune et la flore pour permettre la prise de décision factuelle
- Augmenter la génération de revenus par des activités commerciales
- Mettre en œuvre le plan 3E+ (engagement, éducation et entreprise) pour l'intégrer au plan d'aménagement du territoire



Un agent de sensibilisation du Chinko montrant à un éleveur comment mieux appréhender les couloirs désignés pour le bétail, en RCA © Marcus Westberg

BÉNIN

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
Gouvernement du Bénin



PARC NATIONAL DE LA PENDJARI

4 844 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA), Gouvernement du Bénin, National Geographic Society (NGS), Fondation Wyss, Lion Recovery Fund du Wildlife Conservation Network et Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

PARC NATIONAL DU W

8 022 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2019

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation des savanes ouest-africaines, Gouvernement du Bénin, Lion Recovery Fund du Wildlife Conservation Network, Fondation PATRIP, Elephant Crisis Fund, Fondation Wyss et Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ)

PROTÉGER L'ESPOIR



Pendjari
National Park
Benin

DIRECTEUR DU PARC
Jean Yves Kompogué

BÉNIN - Le Parc national de la Pendjari fait partie du complexe transnational de 32 250 km² appelé W-Arly-Pendjari (WAP), lequel couvre le Bénin, le Burkina Faso et le Niger et constitue le plus grand écosystème sauvage intact d'Afrique de l'Ouest. Historiquement, la région a souffert d'instabilité politique, d'une gestion laxiste, de ressources insuffisantes et de pressions humaines croissantes – autant de facteurs qui ont menacé la faune sauvage résiduelle et les moyens de subsistance des communautés dépendant du parc. Le gouvernement du Bénin a cependant reconnu le lien entre la sécurisation de ses aires protégées et le développement durable du pays et invité African Parks, en mai 2017, à assumer la gestion de la Pendjari. Depuis lors, grâce à la ligne de vie de 23 millions \$US engagée par le gouvernement béninois, la Fondation Wyss, le National Geographic et la Fondation Wildcat, la renaissance de la Pendjari est palpable : en cinq ans, ce paysage instable, asphyxié par une exploitation incontrôlée et un braconnage effréné, est devenu un havre de paix pour des populations sauvages en nombre croissant et une source vitale d'emplois, d'éducation, de soins et de stabilité pour des milliers de personnes. Une stratégie d'application de la loi multifacettes a permis d'assurer dans la zone un certain niveau de sécurité, et les investissements dans les infrastructures et d'autres mesures ont permis de réduire de 70% les conflits homme-faune, tandis que le développement des entreprises majore les flux de revenus et accroît considérablement la sécurité alimentaire des communautés locales. Malgré l'ensemble des défis à relever dans l'une des régions les plus précaires de l'Afrique actuelle, la Pendjari se présente comme un territoire d'espoir et de sécurité, dont les habitants sont encouragés à protéger la biodiversité fragile au profit des générations futures.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - L'étude aérienne bisannuelle de la faune conduite entre avril et mai a couvert 29% de la Pendjari. Dans l'ensemble

du complexe, 13 026 animaux ont été documentés, notamment une estimation de 4 056 éléphants dont 2 083 dans la Pendjari – la population la plus importante de la région, en hausse par rapport à l'estimation de 2017 (1 700) ; celle des buffles a été estimée à 14 294, dont 7 157 dans la Pendjari. Les effectifs de ces deux espèces ont montré une tendance à la hausse dans l'ensemble du complexe au cours des cinq dernières années. Dans le cadre d'un programme quinquennal de surveillance des grands carnivores, nous avons effectué un comptage des lions et des hyènes, déployé 166 pièges photographiques et réalisé une analyse génétique et sanitaire des lions et des guépards sur la base d'échantillons biologiques : selon les premiers résultats, la population des premiers a augmenté de 60% et celle des seconds de 10% au cours de cette période, tandis que celle des hyènes tachetées a diminué de 10% dans la Pendjari.

APPLICATION DE LA LOI - Notre principal difficulté en 2021 a été la hausse de l'instabilité et de l'insécurité régionales autour du WAP. De ce fait, nos principales activités ont été axées sur les formations professionnelles avancées, telle l'instruction au pistage avancé, au leadership et à la reconnaissance des unités spéciales. Notre équipe chargée de l'application de la loi a poursuivi sa collaboration efficace avec l'armée béninoise (FAB) afin de garantir une bonne allocation des ressources à, respectivement, la sécurité nationale et celle du parc. En outre, une instruction spécialisée a été mise en œuvre pour la conduite d'enquêtes ainsi que pour la formation d'analystes et d'enquêteurs spécialisés dans la lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages, contribuant ainsi à la sécurité globale de la région. Au total, 162 arrestations ont été effectuées ; 31 armes à feu et 136 kilos de produits illégaux de la faune sauvage ont été confisqués, ce qui représente 88 poursuites judiciaires.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Dans le cadre du développement des entreprises, nous avons contrôlé les activités de pêche dans les rivières de la Pendjari sur six sites : trois sur la rivière Pendjari pour la pêche professionnelle et trois sur la rivière Magou pour celle de subsistance. Il a été récolté au total 49 tonnes de poissons pour une recette de 109 090 \$US : 40 tonnes pour la pêche professionnelle et 9 tonnes pour la pêche de subsistance. Une stratégie a également été élaborée avec l'association des pêcheurs pour fournir du poisson à 18 écoles primaires autour du parc, ce qui a amélioré la qualité nutritionnelle des repas scolaires.

Le parc a accueilli 3 279 élèves et 254 enseignants au cours de l'année, ce qui nous a permis de dépasser notre



Des écoliers dans un établissement aidé par le Parc national de la Pendjari, au Bénin © Marcus Westberg

objectif de toucher 3 500 membres de la communauté en matière d'éducation environnementale et de conservation de la biodiversité. Dans le cadre des huit nouveaux clubs nature et environnement, en outre, des semis pour la reforestation ont été produits et des campagnes de nettoyage ont été organisées.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Deux nouvelles routes de contournement ont été construites dans le parc et dix ponceaux installés le long de la route principale ; l'achèvement de la piste d'atterrissage de Mare Cachée augmentera la capacité de déploiement dans les zones éloignées et permettra l'accès à cette concession touristique. Plus de 100 km de routes saisonnières ont été entretenus, ainsi que 80 km de sentiers permanents. Le magasin de Batia a été rénové, la nouvelle porte de Batia a été améliorée, et un forage a été réalisé pour fournir de l'eau potable à la communauté de Tanguieta. Suite à l'achèvement de la ligne de clôture, seuls six incidents homme-faune ont été signalés contre 162 en 2020. Trois points d'eau ont été restaurés au profit de la faune et des touristes, ainsi que le système d'énergie solaire pour assurer l'approvisionnement en eau. Une extension solaire a été installée à la base opérationnelle pour augmenter la capacité électrique du parc. Le nouveau centre de santé du parc peut désormais accueillir et traiter cinq patients à la fois.

TOURISME - Le nombre de visiteurs a enregistré une

augmentation totale de 70% par rapport à 2020 : 1 759 visiteurs, dont 1 322 nationaux, 293 internationaux et 144 résidents. Dans un souci de perfectionnement de l'offre touristique globale du parc, la construction du lodge haut de gamme de Mare Cachée a progressé, ainsi que les améliorations apportées au Pendjari Lodge. Vingt-trois guides touristiques locaux ont reçu une formation pratique spécialisée, et le tourisme communautaire s'est développé sur l'axe Tanguieta-Batia où sont mis en vente trois produits « Pur Pendjari » : miel, poivre et beurre de karité.

OBJECTIFS POUR 2022

- Maintenir l'accès aux sites principaux pour toutes les opérations, ainsi qu'une surveillance constante des actifs du parc
- Poursuivre la restauration des populations d'animaux sauvages par le biais de translocations d'espèces planifiées
- Poursuivre la mise en œuvre du tourisme communautaire et du développement commercial par la création de circuits fauniques dans les différentes zones touristiques
- Renforcer la collaboration avec les principaux acteurs afin d'accroître l'activité et la productivité des entreprises
- Coordonner les actions de sécurité dans le complexe de la Pendjari avec toutes les parties prenantes

UN FIEF POUR LA VIE SAUVAGE D'AFRIQUE DE L'OUEST



DIRECTEUR INTÉrimAIRE DU PARC
Abdel-Aziz Bello

BÉNIN - Le Parc national du W (PNW), qui doit son nom à la forme locale du fleuve Niger, est relié au Parc national de la Pendjari par des concessions de chasse : à eux tous, ils forment une partie importante du complexe W-Arly-Pendjari (WAP), un paysage transfrontalier de 26 361 km² d'importance mondiale qui compose le plus grand écosystème sauvage intact d'Afrique occidentale. Classée au Patrimoine mondial de l'Unesco, cette région reculée a subi la montée de l'extrémisme militant et une carence notoire en matière de gestion, de ressources humaines et financières. Reconnaisant les progrès réalisés par African Parks dans le Parc national de la Pendjari depuis 2017, le gouvernement béninois, ainsi que la West African Savannah Foundation (FSOA), a coordonné un plan d'intervention prioritaire (PIP) avec African Parks en septembre 2019 pour que le W puisse enfin, comme prévu de longue date, procurer un refuge à la faune. En juin 2020, le gouvernement béninois s'est engagé à assurer la protection à long terme du W par la signature d'un accord de gestion complet avec African Parks. Depuis lors, il a été mis en place une unité d'application de la loi très compétente, qui a renforcé les contrôles au sein du parc et réussi à réduire les activités illégales dans la région. L'implication positive des communautés locales a consolidé la sensibilisation à l'environnement et le développement d'entreprises durables, tandis que l'amélioration des infrastructures et la mise en œuvre d'un plan de gestion du bétail ont relâché la pression agricole sur le paysage. Les relations avec les communautés se sont considérablement améliorées, grâce à une communication transparente et à l'apport d'un soutien salutaire allant de la prévention du Covid au perfectionnement de l'élevage du bétail. De ce fait, la valeur d'un W sûr et stable est reconnue, non seulement pour la sécurité des écosystèmes fragiles de la région mais aussi pour les populations qui en dépendent.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ – L'étude aérienne de la faune menée entre avril et mai sur l'ensemble du complexe du WAP a permis de recenser 4 056 éléphants et 14 294 buffles, dont 808 éléphants et 1 499 buffles dans le W-Bénin. Neuf lions d'Afrique de l'Ouest – une espèce en danger critique d'extinction – , 20 éléphants et trois bubales ont été équipés de colliers pour en améliorer la surveillance ; une opération d'échantillonnage biologique a évalué la déficience génétique des espèces dont souffrent notamment les éléphants, les lions, les buffles et quatre espèces d'antilopes, laquelle est exacerbée par la consanguinité due aux faibles densités d'animaux, ainsi que le niveau de contamination par les maladies transmises par le bétail. Nous avons élaboré une stratégie de durabilité à long terme visant à produire un plan de gestion global pour les 30 prochaines années et un cadre de recherche sur la faune sauvage, et lancé un plan de gestion environnementale et sociale sur cinq ans, basé sur une étude de l'impact socio-environnemental de tous les projets d'infrastructure. Un plan de gestion de l'eau pour la faune, le bétail et les populations a été mis en œuvre avec la construction de deux nouveaux barrages et la rénovation de deux points d'eau saisonniers pour la faune.

APPLICATION DE LA LOI – En raison de l'augmentation de l'instabilité régionale et de la montée de la violence extrémiste au Burkina Faso voisin, les militaires béninois (FAB) ont renforcé leur présence dans la zone nord du parc, et des réunions mensuelles visent à soutenir et coordonner les opérations d'application de la loi. Suite à la quatrième session de formation de base des écogardes de terrain, 32 nouvelles recrues ont rejoint l'équipe, forte désormais de 114 agents. Il a été procédé à un total de 634 arrestations, dont 74 braconniers actifs, et neuf carcasses d'éléphants ont été trouvées à l'intérieur du parc, dont seules deux ont été braconnées. Suite à la confiscation de quatre kilos d'ivoire, les trafiquants ont été condamnés à 13 mois d'emprisonnement.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE – Seize animateurs communautaires, dont la mission est de sensibiliser la population à l'action du parc et à la conservation de la faune, ont été formés et déployés. Les 1 534 réunions communautaires organisées ont impliqué 57 966 personnes, au nombre desquelles des leaders locaux et socioprofessionnels. Dans le cadre du plan de gestion du bétail, 30 bergers professionnels ont été déployés à l'intérieur du parc pour sensibiliser les pasteurs à l'accès aux pâturages et sécuriser les 1 500 km² de la zone centrale du parc, maintenue libre de bétail pendant la saison des pluies – une première

depuis la création du PNW. Un plan de soutien sanitaire du bétail a été mis en œuvre, qui a vu 5 000 bovins vaccinés contre la pasteurellose et la péripneumonie contagieuse bovine (PPCB). L'empiètement agricole représentant un risque majeur pour la gestion de la conservation au sein du PNW, une route de 124 km a été construite dans sa partie sud pour en délimiter la lisière : des accords ont été signés avec les autorités locales, qui permettront de réduire le nombre d'empiètements et de créer une zone dans laquelle les communautés seront encouragées à pratiquer une agriculture durable. Le business plan de cinq ans vise à développer des flux de recettes pour le parc et les communautés, comprenant un plan de taxation des pâturages, un programme de pêche durable et la commercialisation de produits issus de l'agriculture biologique. La marque « Pure W Bénin » a été créée, alignée sur « Pure Pendjari », ce projet communautaire visant à soutenir l'économie en produisant et commercialisant des produits d'origine locale tels que le karité, le miel et les farines de céréales, tous emballés et distribués dans l'ensemble du Bénin.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES – La base opérationnelle du PNW, Alfakoara, a été entretenue et agrandie pour pouvoir accueillir plus de 120 employés. La livraison à la base d'engins de terrassement, de cinq véhicules, d'un camion et de 22 motos a renforcé l'efficacité globale. Plus de 200 km de nouvelles routes ont été ouverts

et 58 km ont été rénovés pour améliorer l'accès et la surveillance, ce qui porte le réseau routier à 883 km de voies saisonnières et 172 km de routes permanentes. L'installation d'un réseau radio VHF est en passe de couvrir la majorité des aires protégées du WAP Bénin.

TOURISME – Le nouveau plan de développement touristique, qui s'étale sur cinq ans, se donne pour premier objectif de développer le tourisme quotidien et local dans la région de Djona, ainsi que le tourisme culturel autour du parc. Il est prévu de reprendre les activités touristiques dès que la situation sécuritaire autour du parc sera stabilisée.

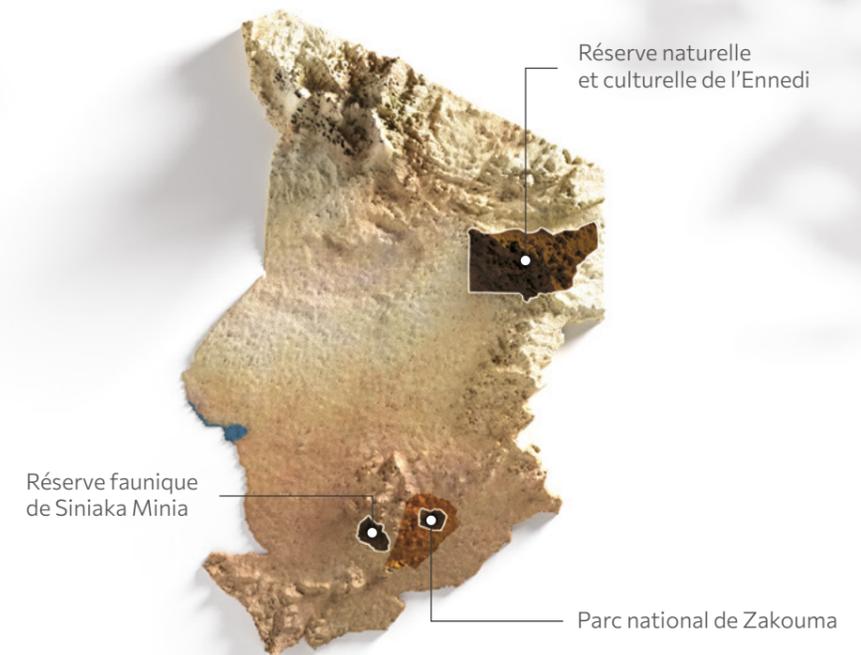
OBJECTIFS POUR 2022

- Rénover et ouvrir 71 km de routes praticables en toute saison
- Améliorer l'accès de la faune à des sources d'eau permanentes
- Développer et gérer les entreprises communautaires
- Gérer la transhumance régionale, le pastoralisme local et l'agriculture conformément à un plan d'utilisation des terres
- Renforcer la sécurité autour du parc par le biais d'une surveillance aérienne, du déploiement d'une expertise en déminage et du renforcement des capacités d'écogardes par la formation continue



TCHAD

PARTENAIRE GOUVERNEMENTAL
La République du Tchad



PARC NATIONAL DE ZAKOUMA

3 054 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2010

RÉSERVE FAUNIQUE DE SINIAKA MINIA

4 643 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

Réserve faunique de Bahr Salamat : 20 950 km²

PRINCIPAUX DONATEURS Fondation Segré, Lion Recovery Fund du Wildlife Conservation Network, Elephant Crisis Fund, Union européenne, Département d'Etat américain, People's Postcode Lottery, US Fish and Wildlife Services et Fondation Annenberg

RÉSERVE NATURELLE ET CULTURELLE DE L'ENNEDI

50 141 KM² | PROJET D'AFRICAN PARKS DEPUIS 2017

PRINCIPAUX DONATEURS Union européenne, Dutch Postcode Lottery et Fondation Segré

LA CONSERVATION À L'ÉCHELLE



DIRECTEUR GÉNÉRAL

Naftali Honig

TCHAD - Caractérisé par des systèmes de rivières pérennes et de riches plaines inondables très prisées de la faune qui y effectue ses migrations saisonnières, le Parc national de Zakouma compose une histoire unique de renaissance en Afrique centrale. Autrefois le fief de plus de 4 000 éléphants, il avait perdu il y a dix ans 90% de ces effectifs du fait de la chasse à l'ivoire, tandis que les braconniers à cheval provoquaient toutes sortes de ravages au sein du parc et des communautés. En 2010, cependant, le gouvernement tchadien a invité African Parks à conclure un accord à long terme pour gérer Zakouma, protéger les quelque 500 éléphants résiduels et rétablir la stabilité à ses environs. Suite à la révision immédiate des stratégies d'application de la loi et d'engagement communautaire, les résultats ont vite été palpables. Zakouma est devenu un territoire sûr, une source d'emplois et un prestataire de services pour les communautés, qui en avaient désespérément besoin. Au cours des cinq dernières années, aucun éléphant n'a été braconné et le recensement aérien de 2021 a permis de recenser plus de 600 pachydermes dans le parc. Dans la foulée de ce succès, African Parks a été invité en 2017 par le gouvernement à gérer les réserves fauniques de Siniaka-Minia (SMWR) et de Bahr Salamat, y compris les couloirs adjacents : African Parks détient donc actuellement un mandat de gestion pour les 28 162 km² de l'écosystème du Grand Zakouma (GZE) et peut donc exercer un impact plus fort encore au profit de la faune et des populations. Malgré la pandémie mondiale, le tourisme a continué d'apporter des revenus indispensables au parc et aux villageois, et le GZE, avec ses 253 postes permanents et une myriade d'opportunités d'entreprises, est toujours le plus grand employeur régional. Le GZE est un modèle parfait en matière de conservation : elle bénéficie de l'appui du gouvernement et d'un financement à long terme, et

couvre de vastes paysages où la population et la vie sauvage peuvent bénéficier l'une de l'autre.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Les résultats de l'enquête conduite pendant la saison sèche ont montré, depuis celle de 2018, des augmentations notables des espèces clés. Il a été dénombré un total de 636 éléphants, soit une augmentation de 17% depuis 2010, et de nombreuses femelles adultes ont été documentées accompagnées de leurs petits, ce qui indique que cette population devrait connaître un boom à partir de 2028, date à laquelle ces éléphanteaux atteindront l'âge de se reproduire. Depuis l'enquête de 2018, les girafes de Kordofan, dont 50% des effectifs résiduels africains se trouvent à Zakouma, ont également augmenté de 25%, passant de 1 233 à 1 546. La population des buffles, passée de 12 014 à 15 528, est en hausse de 30% ; celle des antilopes rouannes, passées de 719 à 854, de près de 20% ; et celle des tiang, passée de 1 904 à 2 869, de 50%. Une opération de pose de colliers a été menée en mars sur 17 éléphants, six lions et neuf girafes. La toute première étude sur les pièges photographiques menée dans la réserve faunique de Siniaka-Minia a permis de détecter 28 espèces différentes, dont le léopard, la girafe, le grand koudou et le serval. Des éléphants ont été documentés le long d'anciennes routes migratoires pendant la saison des pluies à Siniaka-Minia, dans un endroit où ils avaient été vus pour la dernière fois en 2011, et à nouveau dans le couloir nord où leur dernière présence avait été enregistrée en 2012. Une enquête menée sur 25 000 km au sein du GZE a identifié 105 lions individuels.

APPLICATION DE LA LOI - 2021 a marqué la cinquième année consécutive avec zéro éléphant braconné. Sous la direction et la formation de notre instructeur en chef francophone, le regretté Jérôme Lidoine, notre unité d'application de la loi a été renforcée pour s'adapter à l'instabilité accrue ayant suivi la mort, en avril 2021, d'Idriss Deby Itno, maréchal du Tchad, président de la République et chef d'État. En juin, les écogardes ont réussi à déjouer l'attaque d'une petite milice rebelle qui avait pénétré dans la réserve de Siniaka-Minia, protégeant ainsi les populations tant humaines que fauniques. Au cours de cette période, ils ont également été formés à l'amélioration du suivi juridique, qui permettrait que les procès contre le braconnage et la pêche illégale connaissent une issue plus dissuasive. Au total, 157 arrestations ont été effectuées dans le GZE au long de l'année 2021.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Les membres des communautés ont été une fois encore



Les troupes d'éléphants du Parc national de Zakouma, au Tchad, montrent des effectifs en nette augmentation © Brent Stirton

incités à s'engager au sein des 23 entreprises, comprenant notamment la production et la vente de beurre de karité, de miel, d'huile de balanités et de légumes, qui ont bénéficié à 564 d'entre eux. Dans le cadre de notre programme d'initiation à l'environnement, et ce, malgré le Covid-19 et les troubles civils, le Camp Dari a reçu en 2021 5 409 visiteurs, dont 4 486 ont visité le programme de sensibilisation environnementale de Zakouma. La construction de trois nouvelles écoles a été entamée, un établissement scolaire a été raccordé à l'électricité et quatre nouveaux enseignants ont été recrutés, ce qui porte le total à 24 éducateurs soutenus par le GZE. Dans un souci de réduire la récolte illégale de bois, 500 femmes ont été instruites à la préparation de repas sur des fourneaux économes en combustible, et 80 de ces foyers nomades ont reçu des fourneaux métalliques. Le processus de reclassement du SMWR en parc national a progressé et se poursuivra en 2022.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - La construction de 230 km de route entre Zakouma et Siniaka-Minia fait partie de la préparation de la translocation de buffles en 2022. Un nouveau réseau LoRa a été installé dans l'ensemble du parc pour améliorer les réseaux de communication. Il est également à noter l'achèvement du nouveau bâtiment de bureaux destinés aux opérations du parc,

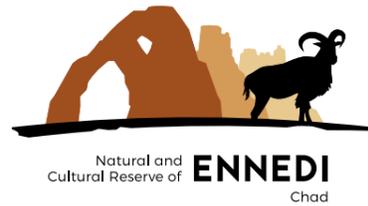
du bureau des forces de l'ordre et du hangar à avions, ainsi que le démarrage de la construction du nouveau siège à Siniaka-Minia.

TOURISME - Au cours de la saison touristique, qui va de décembre à mai, nous avons accueilli 5 821 touristes, dont 5 553 de nationaux et d'expatriés. Le Tinga Lodge and Camping a reçu 412 visiteurs, et 5 409 personnes ont séjourné au Camp Dari.

OBJECTIFS POUR 2022

- Poursuivre le développement des infrastructures et de la logistique du Parc national de Siniaka-Minia
- Veiller à ce qu'un concept d'opérations (CONOPS) soit élaboré et mis en œuvre dans les deux parcs
- Adapter la stratégie d'application de la loi pour protéger les éléphants lors de leurs déplacements hors de Zakouma
- Introduire de nouveaux rhinocéros noirs à Zakouma et d'autres espèces à Siniaka-Minia
- Développer et mettre en œuvre le plan de développement touristique
- Mettre en œuvre le plan initial de gestion de l'utilisation des terres du GZE et achever la dénomination de Siniaka-Minia en tant que parc national au Tchad

UNE OASIS PORTEUSE D'ESPOIR



Natural and Cultural Reserve of **ENNEDI** Chad

DIRECTEUR DU PARC

Issakha Gonney Guirki

TCHAD - La Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi (ENCR) est un chef d'œuvre de grès, ancien et extraordinaire, situé dans une zone reculée du désert du Sahara. La grande valeur de l'Ennedi, qui abrite un large éventail d'espèces sauvages uniques et des sites archéologiques d'art rupestre d'importance mondiale datant de sept millénaires, a été officiellement reconnue lorsque l'Unesco a classé le massif au Patrimoine mondial en 2016. Distinguant l'intérêt exceptionnel de ce site, le gouvernement tchadien a invité African Parks en 2018 à l'aider à réaliser sa vision : préserver et transformer l'ENCR en une destination prisée, pour le plus grand profit des communautés locales et la sauvegarde de sa flore et de sa faune. La réserve est en effet un sanctuaire vital pour 189 espèces d'oiseaux, ainsi que pour des mammifères désertiques emblématiques comme le mouflon de Barbarie, la gazelle dorcas et l'hyène rayée. Le site bénéficiant désormais d'une protection efficace, les projets de restauration de la faune deviennent réalité : l'autruche à cou rouge a été transférée avec succès depuis le Parc national de Zakouma et l'addax, en danger critique d'extinction, est programmée pour une réintroduction en 2022. Non content d'être un havre pour la faune sauvage, l'Ennedi est également devenu un refuge pour les 30 000 nomades qui s'y déplacent légalement chaque année. Respect des communautés, vision gouvernementale et engagement d'African Parks ont ainsi fait de l'Ennedi une oasis pour toute forme de vie.

CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ - Onze autruches à cou rouge transférées du Parc national de Zakouma ont été relâchées dans la Réserve : dès la fin de l'année, des couples avaient déjà bâti des nids, ce qui représente un succès significatif si peu de temps après leur émancipation. En outre, les 14

autres autruches transférées de Zakouma ont pris leurs quartiers à la ferme d'autruches de Sougounaw, à Fada, avant d'être relâchées ultérieurement dans le parc. Des enclos irrigués, plus vastes, ont été aménagés pour l'élevage à Fada. Cinq sites potentiels où relâcher l'addax et l'oryx à cornes en forme de cimenterie, éteint à l'échelle locale, ont été modélisés ; une équipe, après avoir parcouru dans ce but près de 1 000 km, a fini par en sélectionner trois : la dépression de Mourdi, au nord, pour l'addax, et deux sites au sud et à l'est pour l'oryx. Une enquête ethno-zoologique a recueilli 200 témoignages à même de mieux définir les interrelations passées et présentes entre les cultures humaines et les espèces sauvages perdues : ces données nous permettent d'évaluer les dates et les causes de la disparition des espèces, ainsi que de cartographier l'aire de répartition historique de chaque espèce dans la réserve.

APPLICATION DE LA LOI - Après avoir terminé leur premier stage de formation (BFR), 39 écogardes ont été déployés sur le terrain ; dix d'entre eux ont participé dans le Parc national de Zakouma à une recherche intensive au sol de nids d'autruches, en vue de leur relocalisation à l'Ennedi. Plusieurs équipes ont été déployées pour surveiller à tour de rôle les 11 oiseaux relâchés. En avril, les premières patrouilles à dos de chameau ont assuré la surveillance des zones les moins accessibles de la réserve, une action cruciale dans cette zone montagneuse qui est l'habitat principal du mouflon à manchettes, très prisé des braconniers. À la fin de l'année, l'unité comptait dix nouveaux chameaux et patrouillait en moyenne une fois par mois, ce qui a permis aux écogardes de l'ENCR d'appréhender leurs premiers contrevenants : sept braconniers ont ainsi été capturés et remis aux autorités.

DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE - Le jardin public de Fada a été réhabilité en vue d'un apprentissage horticole qui rapproche et forme aux cultures vivrières divers groupements de femmes. Dans le cadre de ce projet, bien accueilli par la communauté, plus d'une tonne de produits a été récoltée : la majeure partie a servi à la consommation domestique, et le surplus a été vendu. Un comité a été créé pour superviser la gestion à long terme du potager. Le département communautaire de l'ENCR et le projet Com Nord ont collaboré autour d'un projet de gestion des déchets à Fada. Dans un premier temps, il a été réalisé une cartographie complète des 600 fosses à déchets à ciel ouvert aux environs de Fada, de même qu'une enquête par questionnaire sur la production de déchets domestiques de la localité.

GESTION DU PARC ET DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES - Les ensembles d'ateliers et de bureaux sont désormais achevés, et le siège permanent sera finalisé pour la fin de l'année. La construction d'une maison d'hôtes VIP pour l'accueil des visiteurs et des donateurs a également démarré. La ferme d'autruches de Sougounaw, à Fada, a équipé ses abris de nuit de panneaux infrarouges supplémentaires, renforcé ses clôtures en prévision de l'arrivée de nouveaux poussins, et planifie l'édification d'un nouvel enclos pour soutenir les objectifs à long terme du projet de réintroduction. Le Dr Djimet occupe désormais la fonction de directeur du département archéologique de l'ENCR, qui s'était donné pour objectif principal tout au long de l'année la construction d'une base de données de 500 sites archéologiques de l'Ennedi : fin 2021, les 330 sites inventoriés jettent les bases de la préservation à long terme des sites archéologiques prioritaires. Si

l'analyse des sites n'est pas encore finalisée, les sites de peintures rupestres représentent à ce jour plus de la moitié des sites enregistrés, suivis par les habitats, les sites préhistoriques et les cimetières.

OBJECTIFS POUR 2022

- Terminer les préparatifs pour la première translocation d'antilopes addax
- Poursuivre l'évaluation des sites archéologiques
- Relâcher la seconde génération d'autruches à cou rouge
- Renforcer l'unité d'application de la loi avec une nouvelle sélection de 40 écogardes
- Développer la scolarisation primaire et l'éducation à l'environnement dans l'ensemble de la réserve
- Finaliser le plan de développement touristique pour relancer ces activités dans la région



Autruches à cou rouge et leurs poussins dans la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi, au Tchad © Elsa Bussièrre

UN CHANGEMENT D'ÉCHELLE PAR DES PARTENARIATS

LE PROGRAMME D'INCUBATION

Notre vision : gérer directement, d'ici 2030, 30 zones protégées situées dans 11 biomes, couvrant 30 millions d'hectares de terres sauvages d'importance mondiale à travers l'ensemble du continent. Une analyse réalisée par African Parks en 2020 a cependant identifié – sur les 8 496 zones protégées officiellement enregistrées en Afrique par la base de données mondiale ad hoc – 161 parcs encore potentiellement viables et abritant une biodiversité de valeur planétaire, séquestrant le carbone et assurant des services écosystémiques significatifs. Sur ces 161 « zones d'ancrage », 92 nécessitent une intervention urgente.

Pour relever ce défi, déployer notre impact et investir dans l'action de professionnels partageant notre ambition d'un management efficace par le biais d'accords à long terme, nous avons lancé en 2018 un « programme d'incubation » visant à confier à des partenaires sélectionnés la gestion de 15 zones protégées additionnelles couvrant 10 millions d'hectares supplémentaires d'ici 2030.

Armé de critères rigoureux et d'un processus de validation, ce programme identifie d'autres organisations, ONG et opérateurs qui, dûment encadrés sur le plan technique, peuvent être instruits dans la reproduction de notre modèle de gestion déléguée. Notre accompagnement comprend : le développement d'accords de gestion avec des partenaires gouvernementaux (s'ils ne sont pas déjà obtenus) ; le partage de nos structures commerciales, de nos disciplines de gouvernance et de nos meilleures pratiques ; la conduite d'audits opérationnels pour identifier les insuffisances ; et le mentorat, à même de renforcer la confiance et l'expertise. L'incubation est menée à la fois au niveau opérationnel et institutionnel, le soutien et les échanges étant adaptés aux besoins et circonstances spécifiques du partenaire.

Les sites d'incubation sont choisis dans des conditions similaires à celles dans lesquelles nous gérons notre propre croissance : potentiel du site pour se développer dans le cadre d'un mandat de gestion et incorporer des zones protégées adjacentes ; emplacements stratégiques devant englober des biomes et des espèces spécifiques ; synergies de gestion ; croissance opportuniste à la demande des gouvernements.

Nous sommes fiers de partager nos premiers projets d'incubation, concernant trois ONG gérant actuellement cinq sites d'une superficie de 81 736 km² (8,17 millions d'hectares) :



Wild Africa Conservation (WAC), au Niger : une ONG internationale créée pour opérer aux côtés du gouvernement nigérien et des communautés locales concernant la gestion, réhabilitation et conservation du Parc national du W au Niger, où elle joue un rôle essentiel dans la partie nigérienne du complexe W-Arly-Pendjari.



Mulanje Mountain Conservation Trust (MMCT), au Malawi : une ONG locale qui œuvre pour une meilleure conservation de l'écologie singulière et de la biodiversité endémique de la Réserve de biosphère mondiale du mont Mulanje, et pour l'utilisation durable des ressources naturelles au profit des communautés locales. La réserve, qui se trouve dans le sud-ouest du Malawi, près de la frontière avec le Mozambique, renferme une riche biodiversité dotée d'un niveau élevé d'endémisme.



Noé : une organisation internationale à but non lucratif, qui vise à conserver la biodiversité par le biais de programmes sur le terrain ciblant les espèces menacées et les zones protégées, et par des programmes d'éducation environnementale incitant aux changements de comportement. Noé gère entièrement la Réserve naturelle nigérienne de Termit et Tin-Toumma depuis 2018, la Réserve faunique tchadienne de Binder-Lére depuis 2019, et le Parc national congolais de Coundouati-Douli depuis 2020.

Nous sommes impatients de rendre compte de leurs progrès et d'intégrer de nouveaux partenaires à ce programme.



NOS PARTENAIRES

Message du Président	84
Partenaires gouvernementaux	86
Partenaires financiers stratégiques	88
Informations institutionnelles	96
En souvenir	98

LA NATURE : LE FONDEMENT DE LA DURABILITÉ



Robert-Jan van Ogtrop

MESSAGE DU PRÉSIDENT

Ces deux dernières années ont mis en pleine lumière la valeur et la vulnérabilité de la nature. Le rapport 2022 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) affirme sans ambages que l'humanité n'a plus beaucoup de temps pour s'assurer un avenir viable. Toutefois, il nous offre également une petite lueur d'espoir : ce temps n'est pas encore écoulé. La science est formelle : si la Terre se trouve à un grave point de bascule, le moyen le plus sûr d'éviter de nouvelles catastrophes, du changement climatique aux pandémies mondiales en passant par l'effondrement économique, est de protéger la nature. Bien que nous ayons besoin pour y parvenir de l'intervention de tous les secteurs et de tous les acteurs, African Parks offre en la matière une solution limpide et immédiate, pour les êtres humains et pour la planète.

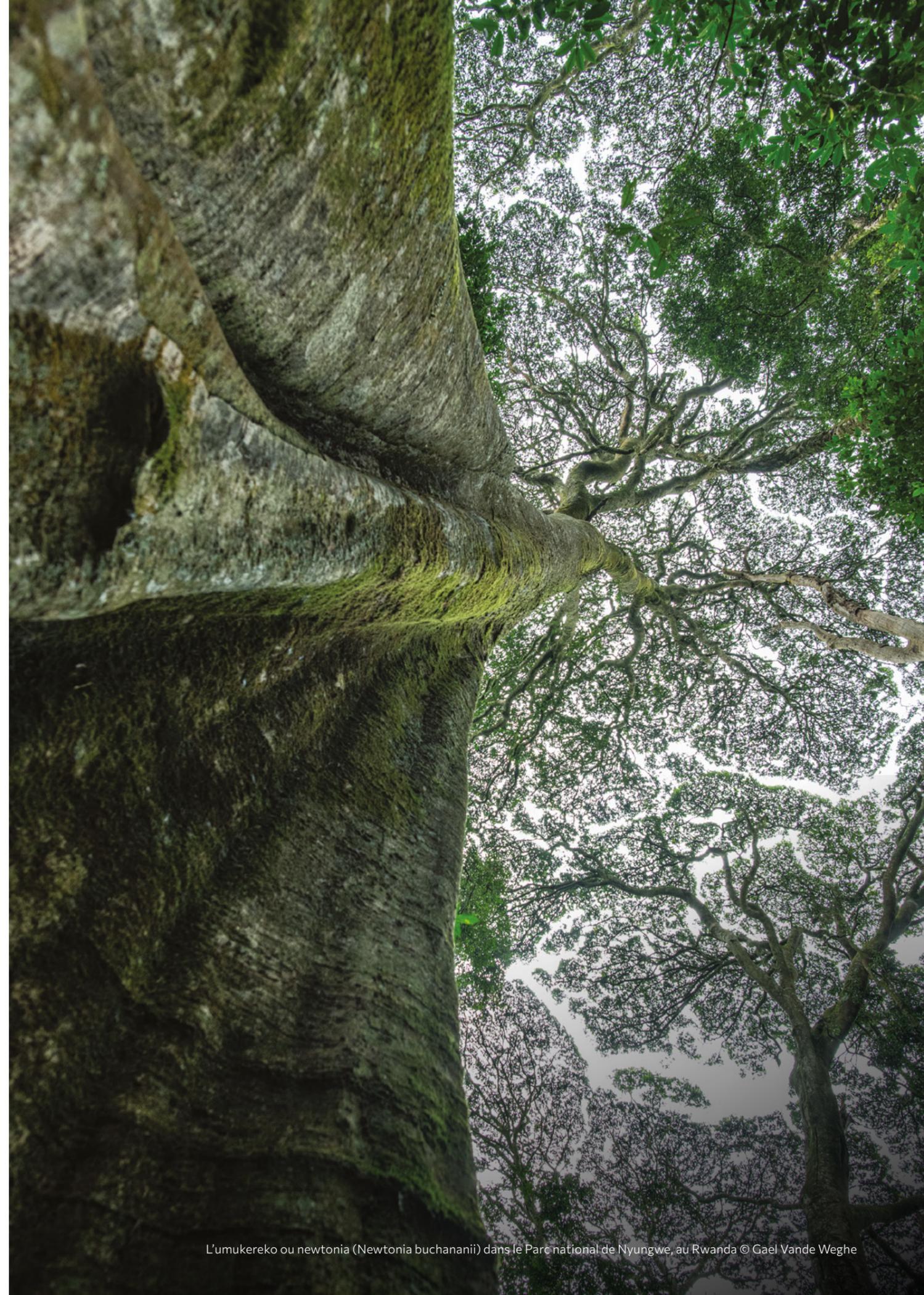
Lorsque j'en suis devenu président il y a 12 ans, African Parks ne gérait que quatre parcs dans trois pays. À l'époque, ce n'était pas une mince affaire : il avait fallu huit ans pour convaincre les gouvernements de nous confier la protection et la gestion de leurs biens naturels. Aujourd'hui, nous gérons 19 parcs dans 11 pays, sur une superficie de 14,8 millions d'hectares – la plus grande zone protégée par une seule et unique ONG en Afrique. À l'heure où j'écris ces lignes, des discussions sont en cours pour six nouveaux parcs au moins, en Angola, Soudan du Sud, Éthiopie et Zambie. Si ces mégaparcs transfrontaliers sont confiés à African Parks, ils doubleront quasiment notre portée par une gestion active de 30 millions d'hectares.

Nos 20 ans d'expérience prouvent qu'il est possible de protéger la nature et, par conséquent, que la nature est le fondement même de la durabilité. Nous avons montré comment, grâce à notre modèle de partenariat public-privé à responsabilité totale et déléguée, le braconnage peut être pratiquement éliminé, les parcs peuvent approcher l'autonomie financière et assurer sécurité politique et alimentaire, emplois, soins et éducation à des populations parmi les plus vulnérables d'Afrique. La recherche a également montré que les zones protégées sous mandat entièrement délégué généraient près de 15 fois plus de financements que les zones gérées par l'État, et stimulaient l'économie rurale par la croissance à la fois des recettes fiscales des gouvernements et des incitations à la conservation de la nature au sein des communautés locales.

Notre modèle fonctionne. Dorénavant, nous disposons également d'une feuille de route pour élargir notre impact. L'analyse cartographique que nous avons réalisée en 2020 renseigne sur les 161 paysages les plus critiques et les plus viables, qui doivent tous être protégés dès aujourd'hui pour garantir la viabilité à long terme de la biodiversité en Afrique. Cette analyse pose les jalons des actions de conservation, les nôtres et ceux du continent, pour les dix prochaines années. Notre remarquable programme d'incubation, en plus de placer de nouveaux parcs sous notre gestion, nous permettra d'investir notre expertise et notre soutien technique dans des ONG et des professionnels locaux et internationaux répondant à une série de critères, comme la passion et la détermination, pour reproduire notre modèle. S'il a jamais existé un moment dans l'histoire d'African Parks pour passer à l'échelle, c'est maintenant.

L'élément le plus réconfortant pour moi est que nous ne sommes pas seuls. Je souhaite remercier personnellement chacun de nos partenaires gouvernementaux actuels, cette coalition puissante qui répond à notre appel : réserver 30 % de la planète pour la nature, et nous élire partenaires dans la protection des atouts naturels de l'Afrique pour un avenir durable. Je souhaite également remercier nos donateurs actuels – sans lesquels nous ne serions pas là où nous sommes aujourd'hui et n'aurions pas la possibilité d'envisager de changer d'échelle pendant la décennie qui vient, la plus pressante pour notre planète.

Cordialement,
Robert-Jan van Ogtrop



PARTENAIRES GOUVERNEMENTAUX

Le succès de la fonction gestionnaire d'African Parks dépend de ses pays hôtes, de leurs ministères, institutions de protection de la faune et autorités traditionnelles. Il est essentiel de donner la priorité à ces relations et de les renforcer si l'on souhaite obtenir un soutien et œuvrer ensemble à notre objectif commun : la défense des territoires africains en péril. Le rôle statutaire de nos partenaires gouvernementaux est inscrit dans nos accords, et leur participation est garantie par leur approbation des business plans et des budgets des parcs, ainsi que par leur représentation aux conseils d'administration. Nous les remercions tous pour la confiance qu'ils placent en nous, et pour leur engagement en faveur de la biodiversité.



RÉPUBLIQUE D'ANGOLA

African Parks a signé en 2019 un accord de gestion à long terme pour le Parc national d'Iona avec le ministère angolais de la Culture, du Tourisme et de l'Environnement (MCTA) et l'Institut national de la biodiversité et de la conservation (INBC). Le MCTA est le département ministériel chargé de la formulation, de l'exécution et du contrôle de la politique de l'exécutif en matière de protection de l'environnement. Celle-ci comprend la lutte contre la pollution, la préservation et la conservation de la qualité de l'environnement, la biodiversité terrestre et aquatique, les zones de conservation et la valorisation du patrimoine naturel, ainsi que la préservation et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles renouvelables. L'INBC, quant à lui, a été créé pour mettre en œuvre la politique de conservation de la biodiversité et la gestion du système national des zones de conservation. Filipe Silva de Pina Zau est l'actuel ministre du MCTA et Mme Albertina Nzuzi Matias est l'actuelle ministre de l'INBC.



RÉPUBLIQUE DU BÉNIN

Le gouvernement du Bénin a signé un accord avec African Parks en mai 2017 en vue de revitaliser, réhabiliter et développer le Parc national de la Pendjari, puis, en juin 2020, le Parc national du W a été ajouté à notre portefeuille. La restauration de ces parcs est l'un des 45 projets-phares du programme national d'investissement baptisé « Révéler le Bénin », tel qu'annoncé par la Présidence de la République du Bénin en décembre 2016. José Tonato, ministre du Cadre de vie et du Développement durable, Abdel Aziz Baba-Moussa,

directeur général du Centre national de gestion des réserves et aires protégées (CENAGREF), et Edmond Toli, directeur général de l'Agence nationale pour la promotion du patrimoine et le développement du tourisme, ont tous joué dans ce partenariat un rôle déterminant.



RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE (RCA)

En 2014, African Parks a reçu le mandat de gérer le Chinko en partenariat avec le ministère des Eaux et Forêts, de la Chasse et de la Pêche, lequel conserve la responsabilité principale de la gestion durable des ressources forestières, des opérations forestières commerciales et de la gouvernance des parcs nationaux en RCA. Un mandat actualisé et renforcé a en outre été signé en avril 2020 avec le ministre, Idriss Amit, qui a largement contribué à soutenir la gestion des aires protégées en RCA.



RÉPUBLIQUE DU TCHAD

La République du Tchad est le partenaire d'African Parks dans la gestion de Zakouma, vaste écosystème comprenant le Parc national de Zakouma et la Réserve faunique de Siniaka Minia, ainsi que celle de la Réserve naturelle et culturelle d'Ennedi et le Projet Aouk. En 2010, sur le conseil de l'Union européenne, le gouvernement tchadien a en effet demandé à African Parks de prendre en charge la gestion de Zakouma afin de l'aider à mettre fin au fléau du braconnage des éléphants. En juin 2010, l'accord de mandat a été signé et, en octobre, nous avons entamé la gestion du parc et de sa périphérie. Le nouvel accord de 10 ans paraphé en 2017 visait à développer l'écosystème fonctionnel de Zakouma, et un autre accord de 15 ans a concerné la création, le financement et la gestion de la nouvelle Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi. Mahamat Ahmat Lazina est le ministre de l'Environnement, de la Pêche et du Développement durable (MEPDD) et Abderamane Chaibo est le directeur de la Faune sauvage.



RÉPUBLIQUE DU CONGO

Le ministère de l'Économie forestière et du Développement durable exécute la politique nationale en matière de développement durable, d'économie forestière et d'environnement au nom du Président de la République du Congo. En 2010, African Parks signait avec le ministère, pour le Parc national d'Odzala-Kokoua, son premier accord de gestion, lequel se voyait amendé en 2020 par la ministre, Mme Rosalie Matondo, en vue d'une protection additionnelle. Sous l'égide du ministère, African Parks collabore avec l'Agence congolaise pour les forêts et les

aires protégées (ACFAP), représentée par Jean Bosco Nganongo, son directeur général.



RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (RDC)

L'Institut congolais pour la conservation de la nature de la RDC (ICCN), entité publique logée par le ministère de l'Environnement, est chargé de la gestion durable de la biodiversité dans les aires protégées en coopération avec les communautés locales et d'autres partenaires. Il gère un patrimoine naturel et culturel composé de neuf parcs nationaux et d'une constellation de 80 réserves qui couvrent plus de 13% de la superficie du pays. Son directeur général actuel est Olivier Mushiete. Notre travail avec l'ICCN a débuté en 2005 au sein du Parc national de la Garamba.



RÉPUBLIQUE DU MALAWI

Le partenariat avec le Département des parcs nationaux et de la faune sauvage du Malawi (DNPW), dont Brighton Kumchedwa est l'actuel directeur, est le plus ancien d'African Parks : il remonte à l'accord conclu en 2003 au sujet de la Réserve faunique de Majete. Le DNPW est une agence gouvernementale en charge de la gestion et de la conservation des ressources fauniques, et de l'administration de la politique sur la faune et de la loi sur les parcs nationaux et la faune. En 2015, par l'intermédiaire du DNPW, nous avons signé un accord avec le gouvernement pour gérer la Réserve faunique de Nkhotakota et le Parc national de Liwonde. En 2018, ce dernier a été agrandi et inclut dorénavant la Réserve forestière de Mangochi. À cet effet, African Parks a également établi un partenariat avec le Département des forêts, l'agence gouvernementale chargée de planifier la prorogation, d'apporter des conseils techniques et de faciliter le développement sylvicole sur des terres coutumières et des réserves forestières. Le Comité du partenariat public-privé du Malawi (PPPC) a facilité la signature de ces accords.



RÉPUBLIQUE DU MOZAMBIQUE

En décembre 2017, African Parks a signé un accord de cogestion de 25 ans avec l'Administration nationale des zones de conservation du Mozambique (ANAC), alors dirigée par Mateus Jose Mutemba, en vue de restaurer, développer et gérer le Parc national de l'archipel de Bazaruto, et le revitaliser pour en faire l'une des aires marines protégées les plus importantes et les plus productives d'Afrique de l'Est. L'actuelle directrice générale de l'ANAC est Mme Celmira Frederico Pena da Silva.



RÉPUBLIQUE DU RWANDA

La mission du Rwanda Development Board (RDB), l'agence gouvernementale responsable de la gestion des parcs nationaux et des aires protégées du pays, est de transformer et développer l'économie nationale en facilitant la croissance du secteur privé. African Parks a entamé sa collaboration avec le RDB en 2010 dans le Parc national de l'Akagera, et l'a poursuivie en 2020 dans celui de Nyungwe. Mme Clare Akamanzi a apporté à ces deux accords son soutien indéfectible.



RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE

Le Département zambien des parcs nationaux et de la faune (DNPW), sous l'égide du ministère du Tourisme, œuvre à la protection et à la conservation des domaines fauniques du pays et à l'amélioration de la qualité de vie des communautés, tout en maintenant une biodiversité vigoureuse. African Parks œuvre avec le DNPW dans le Parc national des plaines de Liuwa depuis 2003, et dans les Zones humides de Bangweulu depuis 2008. L'actuel directeur du DNPW est le Dr Chuma Simukonda.



Le Barotse Royal Establishment (BRE), reconnu par le gouvernement zambien comme une entité administrative communautaire officielle de la province de l'Ouest, est, en tant que tel, un partenaire essentiel du projet des plaines de Liuwa. Sa Majesté le Litunga Lubosi Imwiko II et le Limulunga Kuta (Parlement) ont joué un rôle déterminant en aidant le gouvernement zambien à conclure un accord avec African Parks en 2003. Le Litunga conserve depuis lors un rôle actif dans l'orientation du projet par la participation de deux représentants BRE au conseil d'administration de Liuwa.



RÉPUBLIQUE DU ZIMBABWE

L'Autorité de gestion des parcs et de la faune sauvage du Zimbabwe (PWMA), dont Fulton Mangwanya est l'actuel directeur général, fonctionne aux termes de la Loi sur les parcs et la faune sauvage [Chapitre 20:14] de 2001. Chargée de la protection, de la gestion et de l'administration de la faune et de la flore sauvages, elle gère environ cinq millions d'hectares de terres, soit 13% de la superficie totale du pays dont, par une gestion saine, elle s'efforce de préserver le patrimoine naturel unique. African Parks a signé en 2019 un mandat de 20 ans avec la PWMA concernant le Parc national de Matusadona.

DES CATALYSEURS POUR LA CONSERVATION

NOS PARTENAIRES FINANCIERS STRATÉGIQUES

Nous sommes profondément reconnaissants envers un noyau de donateurs qui nous octroie un financement pluriannuel largement flexible de plus de 500 000 \$USD par an. Nous remercions également plusieurs partenaires privés stratégiques européens qui préfèrent rester anonymes. À eux tous, grâce à leur soutien incroyablement généreux et généralement inconditionnel, ils ont ancré notre action et permis notre développement.



L'Acacia Conservation Fund (ACF), l'opération philanthropique d'Acacia Partners, investit dans la conservation pour faire face au déclin de la diversité biologique. Il soutient des organisations entrepreneuriales axées sur les résultats qui maximisent la portée de leurs financements philanthropiques, démontrent puis développent leur impact. Depuis 2015, ACF apporte un soutien sans restriction à African Parks, investissant également dans son programme incubateur, lequel forme à son modèle des ONG sélectionnées.



La Fondation Adessium s'investit en faveur de la nature et de la société. Elle souhaite favoriser une société équilibrée en soutenant des actions et des organisations, aux Pays-Bas comme partout en Europe, s'engageant pour une société ouverte et juste, des écosystèmes sains et des chances égales pour tous. Adessium, bailleur de fonds d'African Parks depuis 2008, finance à la fois le portefeuille de zones protégées et le développement institutionnel.



Le gouvernement du Bénin a pris un engagement important de 6 millions \$US sur cinq ans lorsque le Président Patrice Talon a invité African Parks à gérer le Parc national de la Pendjari, au sein du complexe W-Arly-Pendjari (WAP) qui chevauche le Bénin, le Burkina Faso et le Niger, en vue de sa préservation et de son développement. Ce gouvernement a joué en outre un rôle déterminant dans le développement de notre présence au W-Bénin grâce à un engagement financier de 5 millions \$US – une

contribution essentielle pour attirer d'autres financements privés et institutionnels en appui de la gestion de la Pendjari et du W-Bénin, qui représentent une partie importante du plus vaste écosystème sauvage intact d'Afrique de l'Ouest.

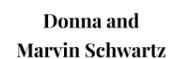
The Dhanam Foundation La Fondation Dhanam, créée en 2004, est une fondation privée indépendante à but non lucratif basée à Palo Alto, en Californie. Ses missions principales tournent autour de l'éducation, de l'enfance et des services à la personne, mais en 2015 elle a décidé d'inclure dans son portefeuille philanthropique la conservation de la nature et la protection des terres. Elle s'est engagée en 2021 à verser 510 000 \$US à African Parks pour que le parc de Matusadona, au Zimbabwe, devienne, une fois restauré, un sanctuaire pour la vie sauvage et une destination de safari grâce à ses effectifs d'envergure mondiale d'éléphants, de buffles et de rhinocéros.



La Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) est une entreprise fédérale et le principal acteur allemand en matière de coopération internationale pour le développement durable. Depuis qu'African Parks s'est engagée auprès du complexe W-Arly-Pendjari, elle a aidé à financer l'enquête aérienne de 2019 ainsi qu'une étude de faisabilité concernant la réhabilitation de l'Arly et du W-Burkina Faso en 2020. En 2021, elle a contribué de façon significative à des actions de conservation, de déploiement et de développement communautaire dans la Pendjari et au W-Bénin, et cofondé un Plan d'intervention prioritaire dans le W-Niger.



Pour la fondation néerlandaise DOB Ecology, des écosystèmes forts et sains constituent des ingrédients vitaux pour la vie, le bien-être et le développement durable. Elle se donne pour mission de soutenir des organismes œuvrant à la protection et à la restauration d'écosystèmes menacés et à la (re) formation de conditions propices à la résilience des moyens de subsistance chez les communautés locales. Le partenariat pluriannuel entre DOB Ecology et African Parks à Odzala Kokoua porte sur la conservation basée sur le renseignement.



Donna et Marvin Schwartz sont d'extraordinaires défenseurs de la conservation et des causes animalistes. Leur intérêt particulier et leur engagement fort concernent la sauvegarde des éléphants et d'autres





Des spatules dans les Zones humides de Bangweulu, en Zambie © Lorentz Fischer

grandes espèces menacées par le braconnage. Depuis 2012, ils apportent un soutien essentiel à notre lutte antibraconnage en Afrique centrale ainsi qu'à diverses actions menées à la Garamba, au Chinko et à Odzala-Kokoua, ainsi que dans d'autres parcs comprenant de fortes populations d'éléphants, comme Zakouma, au Tchad.



La Dutch Postcode Lottery collecte des fonds depuis 1989 en soutien à des organisations œuvrant pour un monde plus juste et plus vert : au moins 40 % de chaque billet vendu est reversé à des organisations caritatives. Elle n'a cessé de se développer, au point de devenir la plus grande loterie caritative des Pays-Bas avec 150 organisations non gouvernementales à son actif. Depuis sa création, elle a reversé plus de 7,1 milliards €, dont 16,1 millions à African Parks depuis 2010. En 2018, elle nous a décerné un prix pluriannuel « Extra Project » pour l'Ennedi ; en 2020, nous avons reçu, avec le World Wide Fund for Nature (WWF) et Peace Parks, la somme de 16,9 millions € pour un projet Dreamfund destiné à stimuler le développement écologique et socio-économique du Kavango Zambezi (KAZA), la plus grande zone de conservation transfrontalière terrestre au monde, et, en 2021, 900 000 € de fonds non affectés.



L'Elephant Crisis Fund (ECF), initiative conjointe de Save the Elephants et du Wildlife Conservation Network, est un fonds flexible et réactif venant en appui des meilleures opérations réalisées par les organisations les plus fiables au niveau mondial en faveur des éléphants d'Afrique. Depuis 2015, African Parks a reçu de l'ECF non seulement

plus de 3,9 millions \$US, mais aussi une expertise sur les meilleures pratiques en matière de protection des pachydermes. Ce financement est allé à des activités essentielles concernant certains de nos effectifs les plus menacés en Afrique centrale, occidentale et australe : surveillance, renseignement et atténuation des conflits homme-éléphant.



L'Union européenne (UE) est un bailleur de fonds de longue date qui a soutenu notre expansion en Afrique centrale dès 2005. Son investissement, au fil des ans, a permis de créer des zones de stabilité dans une région instable et d'attirer des fonds et des partenaires supplémentaires. Elle a joué un rôle essentiel dans notre gestion de grands territoires : le Parc national de la Garamba et sa périphérie, la zone de conservation du Chinko, la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi, le Grand écosystème de Zakouma, les Parcs nationaux d'Odzala-Kokoua et du W-Niger. L'initiative NaturAfrica de l'UE rend possibles une meilleure efficacité de la gestion et de la gouvernance des parcs, la sûreté et la sécurité des personnes et de la faune sauvage, de même que des opportunités dans les secteurs verts en direction des populations locales.



La Fondation des savanes ouest-africaines (FSOA) est un fonds fiduciaire de conservation visant à promouvoir la préservation des zones protégées du complexe W-Arly-Pendjari tout en faisant progresser l'éducation, la science et le développement économique local. Elle a été créée par le gouvernement béninois et l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) à travers des contributions financières du

gouvernement, du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et de la Kreditanstalt für Wiederaufbau allemande (KfW). Depuis 2017, elle contribue, par le versement d'importantes subventions annuelles, à la bonne gestion du Parc national de la Pendjari. En 2019-2020, elle a assuré 85 % du financement du Plan d'action prioritaire visant à sécuriser le W-Bénin, lequel a évolué vers un mandat de gestion complet signé en juin 2020. La Fondation s'est également engagée rapidement à couvrir la totalité du financement du premier plan triennal issu du mandat pour la gestion du W-Bénin, ce, jusqu'en décembre 2020. En 2021, la FSOA a versé 1,5 million à la Pendjari et au W, au Bénin. Plus largement, elle souhaite créer une source de financement durable et soutenir la synergie des actions au sein du complexe W-Arly-Pendjari.



FONDATION SEGRÉ

La Fondation Segré est une fondation suisse créée en 1996, qui s'engage à contribuer à la protection de la biodiversité globale par la conservation active des espèces menacées et de leurs habitats, et la restauration des écosystèmes dégradés. Devenue un partenaire financier stratégique d'African Parks en 2016, elle lui a versé depuis lors plus de 6 millions \$US qui ont soutenu de nombreux parcs ; ainsi, en 2021, elle a appuyé Nyungwe, le Grand Zakouma et l'Ennedi.



The Head and Heart Foundation soutient les organisations protégeant et encourageant la biodiversité planétaire et conservant

les ressources naturelles et le climat nécessaires aux espèces pour survivre et prospérer. Elle soutient généreusement African Parks et sa mission consistant à conserver les parcs nationaux africains pour les générations actuelles et futures.



La Howard G. Buffett Foundation considère ses ressources comme un capital-risque rare, à même de promouvoir le changement dans les circonstances et les conditions géographiques les plus difficiles. Depuis 2014, elle a soutenu une série de projets de conservation de l'habitat et de la faune, permis d'améliorer les opérations et la sécurité au sein du Parc national de l'Akagera, au Rwanda, ainsi que la lutte antibraconnage à la Garamba ; enfin, en 2020, elle a fait don aux opérations en cours d'African Parks de tous les produits de la vente de sa ferme d'Ukulima, en Afrique du Sud. En 2021, la Fondation a été le principal champion de la translocation historique dans l'Akagera de 30 rhinocéros blancs.



Le Legacy Landscapes Fund (LLF) est un instrument financier innovant et ambitieux visant à protéger les lieux naturels les plus remarquables de la planète et à combler le déficit de financement pour la conservation de la biodiversité dans le Sud global. Il s'agit d'une initiative conjointe du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ), de la banque de développement KfW (KfW), de l'Agence française de développement (AFD), de Campaign for



Des écoliers visitant le Parc national de la Garamba, en RDC © Marcus Westberg

Nature (CfN), de la Frankfurt Zoological Society (FZS), de l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), du Patrimoine mondial de l'Unesco et du World Wide Fund for Nature (WWF). Tous les sites pilotes possèdent un partenaire financier philanthropique ; African Parks reçoit pour les parcs d'Odzala et Iona des fonds de LLF et de la Fondation Rob and Melani Walton.



Lion Recovery Fund

Le Lion Recovery Fund (LRF), exploité et géré par le Wildlife Conservation Network, est un fonds léger et flexible, investissant dans les projets les plus innovants et les plus efficaces destinés aux lions et à leurs territoires à travers l'Afrique. Depuis 2017, il a versé à African Parks plus de 2,6 millions \$US qui ont bénéficié à huit sites différents, avec un accent particulier sur plusieurs parcs d'Afrique occidentale et centrale du fait de l'extrême vulnérabilité des populations de lions dans ces régions. Le LRF a investi massivement dans notre site du Chinko, en République centrafricaine, lequel fait partie d'une vaste zone sauvage de 65 000 km² présentant un immense potentiel pour la réadaptation des lions.



NATIONAL GEOGRAPHIC

La National Geographic Society (NGS) utilise la science, l'exploration, l'éducation et le récit pour mettre en lumière et protéger les merveilles

de notre monde. Le Parc national de la Pendjari, au Bénin, est soutenu par son initiative baptisée Last Wild Places et, depuis 2018, par une subvention quinquennale de plusieurs millions \$US en partenariat avec la Fondation Wyss et le gouvernement béninois.



La Fondation Oppenheimer Generations fournit des financements catalytiques, flexibles et discrétionnaires à l'appui de leur engagement à édifier des sociétés durables et prospères. Après avoir débuté le financement du Parc national de l'archipel de Bazaruto en 2018, elle s'est engagée à verser 2 millions \$US sur cinq ans pour placer cette zone marine sous notre gestion et valoriser ce bien au profit de ses communautés.



La Fondation PATRIP est une organisation à but non lucratif qui centralise les fonds de plusieurs donateurs dans des projets transfrontaliers ambitionnant d'accroître la stabilité et l'intégration dans des zones fragiles. En sa qualité de donateur du Parc national du W, PATRIP fait évoluer la sécurité, la conservation et le développement social des régions frontalières du nord du Bénin en finançant des infrastructures d'une valeur de 1,7 million € dans et hors du parc – un projet financé par le ministère fédéral allemand des Affaires étrangères par le biais de PATRIP et de la banque de développement KfW.



Deux des 30 rhinocéros blancs transférés en 2021 d'Afrique du Sud à l'Akagera, au Rwanda, dans le cadre du plus grand transfert de rhinocéros jamais réalisé © Drew Bantlin



Des singes colobes dans le Parc national de la Garamba, en RDC © Marcus Westberg

Fentener van Vlissingen Family

Paul Fentener van Vlissingen, aujourd'hui décédé, a fourni la majeure partie du financement initial qui a permis de créer African Parks en 2000. En 2010, conformément à ses dernières volontés, ses filles Alicia et Tannetta Fentener van Vlissingen ont engagé 25 millions € dans le Fonds de dotation d'African Parks, dont les revenus sont principalement destinés à nos frais généraux et qui a contribué en 2021 à APN à hauteur de 1,8 million \$US.



La People's Postcode Lottery gère des loteries pour le compte de 20 trusts de codes postaux. Un minimum de 33 % de chaque billet revient directement à des organismes caritatifs et à des causes louables en Grande-Bretagne et à l'international. Depuis 2015, ses joueurs ont permis à African Parks de recevoir plus de 6,7 millions de livres. En 2021, 2,3 millions £ supplémentaires lui ont été attribués dans le cadre du Postcode Climate Challenge, un programme visant à soutenir une action climatique positive. Ces fonds ont servi à sécuriser les écosystèmes et à atténuer les effets du changement climatique au Chinko, à Odzala-Kokoua, dans les plaines de Liuwa, à Nyungwe et à la Garamba.



La mission de la Fondation Rob and Melani Walton est de revaloriser les peuples, la planète et les finalités en modifiant tant le possible que le faisable. Elle recherche pour ce faire des partenaires qui se focalisent sur les éléments essentiels et

interconnectés de la pérennité de la vie, de l'avancement de toutes les formes de connaissances, de la compréhension du processus de guérison et d'une perpétuation améliorée des êtres humains et de notre planète. Melani et Rob, partenaires inestimables d'African Parks depuis 2003, apportent leur soutien à la survie à long terme des parcs et de la faune sauvage sur l'ensemble du continent : ils ont soutenu la réintroduction des lions et des rhinocéros noirs à l'Akagera, le déploiement de paramètres basés sur des données fiables et le développement de notre collaboration avec les gouvernements et les communautés dans le but d'identifier et partager les meilleures pratiques. En 2020, la Fondation a pris en notre faveur un engagement transformationnel de 100 millions \$US sur cinq ans, dont 75 millions pour la création du Rob and Melani Walton Endowment – le fonds de dotation le plus important de l'histoire d'African Parks – et 25 millions destinés aux opérations sur le terrain : en 2021, ceux-ci sont venus en appui des opérations des parcs du Chinko, d'Odzala-Kokoua, d'Iona, de l'Akagera, de la Garamba et de Bangweulu. En outre, une partie de la contribution annuelle de la Fondation sert à des subventions de contrepartie sur cinq ans à Iona et Odzala-Kokoua, conjointement avec le Legacy Landscapes Fund.



Stichting Natura Africae, fondation caritative créée en 2017 par l'entrepreneur néerlandais Jan Verhagen, se voue à la conservation des parcs nationaux et des aires protégées en Afrique, et reconnaît la relation réciproque entre les moyens de subsistance des



Une tortue géante au Chinko, en RCA © Marcus Westberg

communautés locales et le succès de la protection de la faune et de la flore d'un écosystème. Poursuivant son engagement à long terme envers Liuwa et Bangweulu, elle a octroyé à African Parks 5 millions € en 2021, soutenant également des projets communautaires et d'infrastructure à Iona en Angola, et à Nyungwe, au Rwanda.



L'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) gère le Programme régional pour l'environnement en Afrique centrale (CARPE), qui vise à préserver l'intégrité écologique de la forêt du bassin du Congo au profit tant des populations locales que de la communauté mondiale. Grâce à son engagement de 26 millions \$US depuis 2018, nous sommes en mesure d'assurer la gestion du noyau central protégé de la Garamba et de la zone de conservation du Chinko. Dans le cadre d'un consortium avec l'African Wildlife Foundation, nous renforçons également la résilience des communautés et la conservation de la faune dans la région frontalière de Mbomou-Uele. Outre la myriade de résultats obtenus en matière de conservation et de moyens de subsistance durables, ce partenariat avec USAID participe à l'édification de la gouvernance, de la sécurité et de la stabilité des communautés environnantes et du paysage transfrontalier de la RDC, de la RCA et du Soudan du Sud.



Le Département d'État des États-Unis, par le biais à la fois du Bureau des affaires internationales des stupéfiants et de la répression (INL) et du Bureau des affaires africaines (AF), fait progresser la bonne gouvernance, la paix et la

sécurité, conditions préalables à un développement économique durable et à la protection des ressources naturelles. Depuis 2017, l'INL a engagé plus de 7 millions \$US en faveur d'African Parks, apportant ainsi un soutien décisif à la professionnalisation et l'efficacité de nos forces de l'ordre dans l'ensemble des parcs, notamment au Tchad, en République centrafricaine, au Malawi, en Zambie, en RDC et au Bénin. Il a appuyé le développement du leadership et les infrastructures de formation de base, et permis de mettre en place des unités de renseignement dans chacun de nos parcs afin d'accroître l'efficacité des opérations d'application de la loi et d'instaurer une collaboration régionale et nationale avec d'autres partenaires en matière de sécurité et de conservation. Ces interventions renforcent la capacité des parcs à lutter contre le braconnage et le trafic des espèces sauvages, favorisant ainsi la stabilité régionale et la sécurité des communautés.



L'U.S. Fish and Wildlife Service (USFWS) a pour mission de conserver, de protéger et d'améliorer l'alevinage, la faune sauvage, la flore, et tous leurs habitats. L'USFWS, qui a établi son premier partenariat avec African Parks en 2013, a accordé des subventions à nos programmes de lutte anti-braconnage au Chinko, à la Garamba, à Odzala-Kokoua et à Zakouma, et, en 2021, a poursuivi son appui à la gestion et à la protection du Chinko et renouvelé son soutien aux Parcs nationaux de Zakouma et d'Odzala-Kokoua.



Wildcat est une fondation philanthropique privée qui vise la sauvegarde et la conservation à long terme de la faune et de la flore sauvages menacées en

Afrique. Elle soutient de nouvelles approches innovantes qui bouleversent les paradigmes traditionnels de protection de la faune, par leur accent sur la formation médicale, les avions, les équipements et la technologie des écogardes. Lors de son premier partenariat avec African Parks, en 2014, elle a accompagné le déplacement historique de 500 éléphants au Malawi. Au fil des ans, Wildcat a investi dans sept parcs à travers six pays, poursuivant en 2021 son appui au développement et à la mise en œuvre de stratégies d'application de la loi à la Garamba ayant permis de réduire de 95 % le braconnage des éléphants.



Depuis 2007, le Fonds mondial pour la nature (WWF) soutient African Parks, dont elle se donne pour objectif de promouvoir le modèle de gestion dans l'ensemble de l'Afrique. Le WWF Zambie contribue aux coûts de fonctionnement de base et aux projets de conservation du Parc national des plaines de Liuwa et des Zones humides de Bangweulu ; le WWF Pays-Bas apporte son soutien aux parcs zambiens et à Odzala-Kokoua ; quant au WWF Belgique, il est devenu un partenaire financier stratégique en 2017, soutenant les parcs du Malawi et des plaines de Liuwa.



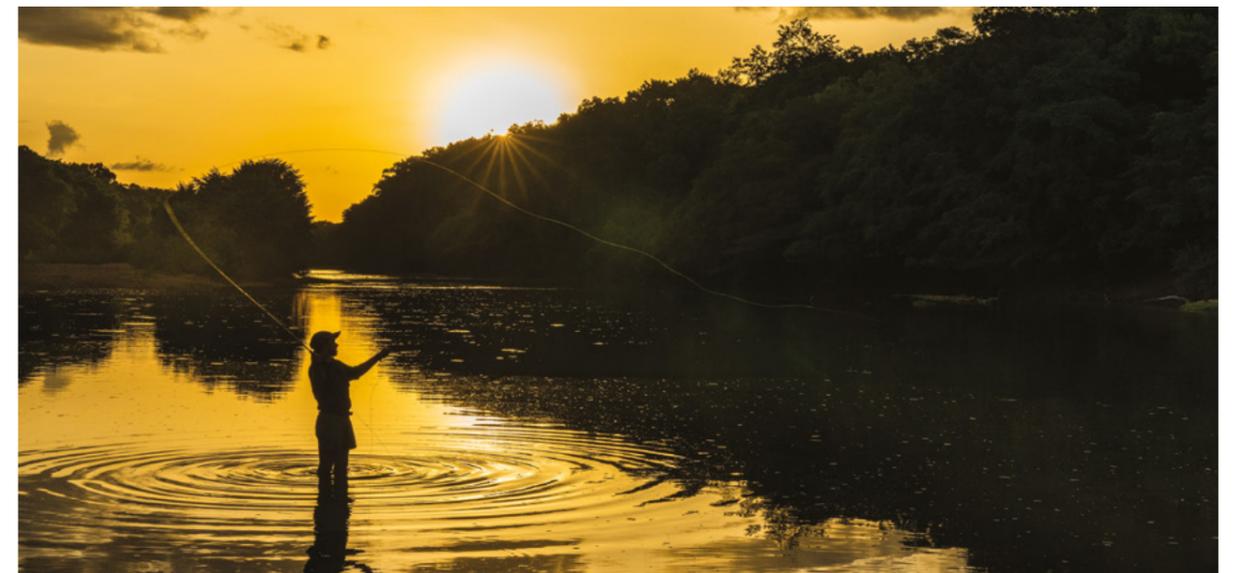
La Fondation Wyss est une fondation caritative privée qui se voue au soutien d'actions innovantes et durables renforçant les moyens d'existence, les communautés et les liens avec les territoires. Sa relation avec African Parks a commencé en 2015, avec sa subvention en faveur de la restauration de l'Akagera suivie d'un investissement important dans le Parc national de Liwonde et la Réserve faunique de

Nkhotakota, tous deux au Malawi. En 2017, elle a pris un engagement sans précédent de 65 millions \$US en faveur d'un aide continue à l'Akagera et aux parcs du Malawi, ainsi qu'un financement de démarrage pour cinq nouveaux parcs qui nous a permis de rattacher à notre portefeuille la Pendjari et le W, au Bénin, l'archipel de Bazaruto, au Mozambique, Iona, en Angola, et Matusadona, au Zimbabwe. En 2021, elle nous a fait bénéficier d'un autre engagement extraordinaire de 108 millions \$US, grâce auquel nous pourrions poursuivre la gestion des parcs actuellement subventionnés par la Fondation Wyss et financer le démarrage de cinq nouveaux parcs.



RAINFOREST TRUST

Le Rainforest Trust lève des fonds pour la création et l'expansion de zones protégées essentielles à la biodiversité. Il sauvegarde les espèces sauvages menacées grâce à des partenariats et à l'engagement des communautés. Depuis plus de 30 ans, il installe avec succès des modèles de conservation rentables et qui font appel à différents partenaires, notamment des donateurs, des experts de premier plan et des communautés. En 2021, il s'est associé à African Parks autour d'un projet de six ans visant à renforcer le statut juridique de la zone de conservation pour créer le Parc national du Chinko, en République centrafricaine, qui sert de catalyseur pour les actions de conservation régionales. Non seulement cela accroît notre impact en termes de biodiversité, mais cela a permis à des territoires autrefois utilisés pour la chasse d'accéder au statut de zones protégées. African Parks est reconnaissant au Rainforest Trust pour son partenariat dans le cadre de cet engagement de 8 millions \$US.



Pêche à la mouche dans la rivière Chinko © Marcus Westberg

INFORMATIONS INSTITUTIONNELLES

Nous sommes extrêmement redevables au soutien de tous nos conseils d'administration pour leur gouvernance, leur leadership, leur vigilance et leur soutien financier.

AFRICAN PARKS NETWORK CONSEIL D'ADMINISTRATION

Robert-Jan van Ogtrop (Président), Valentine Chitalu, Hailemariam Dessalegn ; James Lembeli (émérite), Vasant Narasimhan, Rosette Rugamba (émérite), Tebogo Skwambane, Ted Woods, Hansjörg Wyss, Peter Fearnhead (PDG)

PRÉSIDENT

Prince Harry, duc de Sussex

DIRECTION GÉNÉRALE

Peter Fearnhead (PDG), Grant Bruce, Andrea Heydlauff, Jean Labuschagne, Baudouin Michel, Helge Mahne, Christiaan Mulder, Charles Wells

P.O. Box 2336, Lonehill, 2062, Afrique du Sud

Tél : +27 11 465 0050

Courriel : info@africanparks.org

www.africanparks.org

Numéro d'enregistrement : 2007/030803/08

PBO n° 930028082

AFRICAN PARKS FOUNDATION OF AMERICA (ÉTATS-UNIS)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ronald Ulrich (président), Edith McBean (co-vice-présidente), Mike Beaumont (co-vice-président), Anna Mcwane (secrétaire), Thomas Gallagher (trésorier), Jonathan Cummings, David Gibbons, Emma Pilkington Goergen, Penni Ludwig, Jonathan Mills, Marvin Schwartz, Sanjay Sen, Melani Walton, Rob Walton (émérite), Peter Fearnhead (de facto).

DIRECTION GÉNÉRALE

Toni Condon, Edward Barnes

21 West 46th Street, New York, NY 10036, États-Unis
tonic@africanparks.org

AFRICAN PARKS FOUNDATION GERMANY (ALLEMAGNE)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dr. Dieter Zetsche (président), Juergen Steinemann,

Prof. Dr. Klaus Mangold, Isabel Knauf, Dr. Jeannette zu Fürstenberg

DIRECTION GÉNÉRALE

Florah Ikawa-Witte

African Parks Deutschland Stiftung

c/o BANSBACH ECONUM GmbH

Gänsheidestraße 67-74 70184 Stuttgart, Allemagne

germany@africanparks.org

AFRICAN PARKS FOUNDATION SWITZERLAND (SUISSE)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Arent Fock (président), Jan Niessen, Christian

Wildmoser

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor

Hirschmattstrasse 13, 6003 Lucerne, Suisse

switzerland@africanparks.org

AFRICAN PARKS UK (ROYAUME-UNI)

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Jon Zehner (président), Charles Graham, Melissa Hall,

Maureen Hoofdt Graafland, Bernard Kantor, Matt Todd

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor, Sophie Vossenaar

SUMMIT HOUSE, 4-5 Mitchell Street,

Edinburgh EH6 7BD, R.-U.

uk@africanparks.org

STICHTING AFRICAN PARKS FOUNDATION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

René Hoofdt Graafland (président), Mirjam de

Blécourt, Pieter van Doorne, Heleen Dura-van Oord,

Arent Fock, Frederik Lotz, Peter Fearnhead (de facto)

DIRECTION GÉNÉRALE

Tineke Floor, Sophie Vossenaar

P.O. Box 313, 3940 AH Doorn, Pays-Bas

netherlands@africanparks.org

AFRICAN PARKS ASIE-PACIFIQUE

GROUPE CONSULTATIF

Neil Harvey (président), Leo Evers, Nancy Lee, Rajiv

Louis, Bob Kwan

DIRECTION GÉNÉRALE

Vega Hall-Martin Embree

Hong Kong

vegahme@africanparks.org

SOCIÉTÉ DE GESTION AKAGERA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Amin Gafaranga (président), Robert Bayigamba,

Ian Craig, Michel Masozera, Teta Ndejuru, Martin

Rickelton, Jacqui Sebageni

AFRICAN PARKS CONGO

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Francois-Xavier de Donnea (président), Jean Marc

Froment (vice-président), Ben Balongelwa, Jeff

Mapilanga, Sivha Mbake, Baudouin Michel

Pasteur Cosma Wilungula

AFRICAN PARKS (MAJETE) LIMITED

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Robert Renshaw (président), Michael Eustace, Khalid

Hassen, Brighton Kumchedwa, Francis Mbilizi, Martin

Rickelton

AFRICAN PARKS MALAWI LIWONDE ET

NKHOTAKOTA

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Francis Mbilizi (président), Clement Chilima, Michael

Eustace, Brighton Kumchedwa, Mathews Matemba,

Hon. Chief Justice Anastasia Msosa (retraité), Martin

Rickelton

AFRICAN PARKS ZAMBIA (LIUWA) LIMITED

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Crispin Mowa Zambwe (Induna Mukulwakashiko),

Fred Chimiti (secrétaire), Andrew Chomba, Victoria

Musonda, prince Mwendaweli Imwiko, Amussa

Mwanamwambwa (ancien président, retraité), Wim

Plaizier, Robin Pope

CONSEIL DE GESTION DES ZONES

HUMIDES DE BANGWEULU

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Andrew Chomba, Emmanuel Chama, Frank Mulenga,

Wim Plaizier, James Milanzi, Michael Eustace, Stephen

Chabala, Victoria Musonda

PARC NATIONAL DE L'ARCHIPEL DE BAZARUTO

COMITÉ DE SURVEILLANCE

Mateus Mutemba (président), Cidalia Mahumane,

Pablo Schapira, Martin Rickelton

PROJET CHINKO

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Sam van der Feltz (président), John Barrett, Baudouin

Michel, David Zokoué, Observateur : Raymond

Mbitikon, Observateur : Mike Fay

RÉSERVE NATURELLE ET CULTURELLE DE L'ENNEDI

CONSEIL DE GOUVERNANCE

Son Excellence le Ministre Brahim Mahamat

Djamaladine (président) (MEEP), Son Excellence le

Ministre Geo Patalet (président),

Enrico Pironio (vice-président), Amir Adoudou

Artine, Baudouin Michel, Magomna Oualbadet,

Pierre-Armand Roulet, Malloum Sultan,

Abakar Rozzi Teguil

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GRAND

ZAKOUMA

CONSEIL DE GOUVERNANCE

Olivier Kimto (président), Enrico Pironio (vice-

président), Oualbadet Amoussa, Ouakalo Junior,

Baudouin Michel, Carlo Paolini, Pierre-Armand Roulet

MATUSADONA CONSERVATION TRUST

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Geoffreys Matipano, George Manyumwa,

Precious Mhaka, Tanyaradzwa Mundoga

NYUNGWE MANAGEMENT COMPANY

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Martin Rickleton, Jacqui Sebageni,

Jean Labuschagne, Clare Akamanzi, Charles Wells

ODZALA-KOKOUA FOUNDATION

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Frederic Lambert Bockandza-Paco (président),

Sam van der Feltz, Boua Francis, Erik Mararv,

Baudouin Michel, Mbete Roger Albert,

Paul Telfer, Pounga Onguila Timothée

PARC NATIONAL DE LA PENDJARI

COMITÉ DE GESTION

Baudouin Michel (président), Alfred Koffi

Allogninouwa, Djafarou Tiémoko Ali,

Joséa Dosso-Bodjrenou, Jean-Marc Froment,

Enrico Pironio, Kiansi Yantibossi

PARC NATIONAL DU W

COMITÉ DE GESTION

Hugues Akpona (président), Jean-Marc Froment,

Enrico Pironio, Alfred Koffi Allogninouwa, Claude

Kidjo, Benoît Nouhoheflin, Jeannot Fransico

EN SOUVENIR

L'année 2021 a été marquée par de nombreuses pertes douloureuses au sein de la famille d'African Parks. Chacune de ces personnes a disparu bien trop tôt, et nombre d'entre elles dans des circonstances tragiques. Nous sommes à jamais profondément reconnaissants de la façon dont chacune d'elles a marqué nos vies et soutenu notre mission, qui est de préserver la biodiversité sur le continent. Toutes ont laissé leur marque, et nous adressons nos plus sincères condoléances à leurs familles, amis et proches.

KEN WANYOTO, directeur des ressources humaines d'African Parks depuis juin 2019, est décédé subitement à Cotonou le 28 mai alors qu'il était en déplacement professionnel dans les parcs de la Pendjari et du W, au Bénin. Ken était une personne extrêmement appréciée et respectée, profondément engagée envers African Parks, notre mission, et chaque membre de notre personnel.

MARKUS F. JEBSEN, membre fondateur du groupe consultatif Asie-Pacifique d'African Parks, est décédé soudainement et tragiquement le 13 juin. Il était le président exécutif du groupe MF Jebsen, une entreprise familiale basée à Hong Kong dont les origines remontent au XIXe siècle. Markus était un fervent défenseur de l'environnement, animé d'une profonde passion pour la conservation de la faune et de la flore sauvages, et partisan indéfectible de notre mission.

LEE ELLIOT est décédé subitement de causes naturelles le 18 septembre. Il avait rejoint African Parks en 2016 en tant que conseiller en application de la loi au Parc national de la Garamba, et a joué un rôle déterminant en apportant des changements positifs et durables à la Garamba et à nos actions de maintien de l'ordre.

C'est en 2016 qu'**AUGUSTIN KABEGE MASIKINI** avait rejoint comme écogarde le Parc national de la Garamba, en RDC. Il est décédé le 27 janvier dernier.

EGRESTON CHIWAMBA avait intégré le Parc national de Liwonde en 2016 en tant que superviseur junior de clôture. Il est décédé le 3 mars.

JEAN DE DIEU MATONGO AGANZO travaillait pour le Parc national de la Garamba en RDC depuis 2008 en qualité d'écogarde. Il est décédé le 4 mars.

NYANBE NYANBE, décédé le 22 mai, était devenu éclairieur au Parc national des plaines de Liuwa en 2015.

GRÂCE À DIEU GHISLAIN BAGO, qui travaillait au Chinko en tant qu'opérateur radio au département de l'application des lois, est décédé le 22 mai.

AMÉDÉE GANIGOME, employé au Chinko depuis le 1er juin en tant qu'opérateur de piste, a trouvé la mort dans un accident de la circulation le 4 juin.

SAMUEL OMAR MWENDENDA, décédé le 14 juin, était chauffeur poids lourds depuis 2016 au Parc national de la Garamba, en RDC.

ASBESTOS KAMPAMBA avait été embauché en 2009 dans les Zones humides de Bangweulu comme responsable de la construction, avant d'être transféré au Parc national de Kafue. Il est décédé en juillet.

CHARLES KURUMA AKOTAWA avait rejoint le Parc national de Garamba en RDC en 2008 comme écogarde. Il est décédé le 14 juillet.

MOSES W. NYIRENDA avait rejoint la Réserve faunique de Majete en 2007 comme écogarde. Il est décédé le 27 juillet.

SALIFOU ALAZA était chauffeur depuis 2019 au Parc national de la Pendjari, au Bénin. Il est décédé le 28 juillet.

Décédé en août 2021, **MOCTAR IDRISOU** était chauffeur depuis 2020 au Parc national du W-Bénin.

DAPIATI GNANRIGO avait rejoint le W-Bénin en tant qu'écogarde en 2020. Il est décédé le 31 août.

JEAN-PIERRE NGONGO, décédé le 6 septembre, était écogarde au Parc national d'Odzala, au Congo, depuis 2015.

CHRYSOSTOME SOROBA LUMERI était écogarde au Parc national de la Garamba, en RDC, depuis 2008. Il est décédé le 22 octobre.

JEN-CLAVER NGOLI, responsable SIG depuis 2015 à Odzala, au Congo, est décédé le 13 novembre.

MAXIME OMOUGNA était pisteur à Odzala, au Congo, depuis 2016. Il est décédé le 16 décembre.

African Parks soutient tout son personnel permanent en cas de décès, d'accident ou de blessure à hauteur de six fois son salaire annuel. Chacun de nous à African Parks honore leur engagement, déplore leur perte et rend hommage à leurs sacrifices.



DONNÉES FINANCIÈRES

Performance financière 2021	102
États financiers résumés	104
Gouvernance	108
Rejoignez-nous	IBC

PERFORMANCE FINANCIÈRE 2021

Les comptes de gestion et les états financiers de 2021 rendent compte de l'impact exercé par deux nouveaux plans d'intervention, ainsi que de trois aires protégées arrivant à maturité au sein du portefeuille. Les plans d'intervention concernent les Parcs nationaux de Kafue, en Zambie, et du W-Niger ; les aires protégées, pour leur part, sont les Parcs nationaux de Nyungwe au Rwanda, de Matusadona au Zimbabwe et d'Iona en Angola. Ces nouveaux parcs ont fait progresser les dépenses dans l'ensemble du portefeuille, au sein duquel les activités se sont en outre normalisées par rapport aux effets négatifs du Covid lors de l'année comparative – d'où une recrudescence des activités et une situation améliorée dans l'ensemble des parcs, et donc une augmentation des dépenses. Le groupe a généré 4,5 millions \$US de recettes commerciales brutes pour l'exercice, contre 3 millions en 2020.

Les faits saillants financiers de cette section sont tirés des comptes de gestion résumés du groupe. Les comptes de gestion sont préparés sur la base de la trésorerie et ne contiennent pas d'impacts non monétaires, tels les amortissements ou les pertes et profits sur les taux de change. Toutes les entités du groupe visent à atteindre un budget équilibré, en veillant à ce que les recettes soient égales aux dépenses.

Les subventions ont représenté 92 % du revenu total du groupe, soit 87 millions \$US. Les donateurs individuels et les financements gouvernementaux ont constitué 37 % et 34 % du total des subventions utilisées. Le financement par subvention, selon les comptes de gestion de 87,6 millions, est à comparer aux 80,7 millions des états financiers annuels résumés. Les 6,9 millions sont liés aux ajustements de consolidation comptabilisés dans les états financiers.

Ces ajustements garantissent que les revenus des donateurs liés à l'acquisition d'immobilisations corporelles correspondent aux dépenses correspondantes, qui ne

se produiront qu'au fur et à mesure de l'amortissement des actifs. Ces ajustements ont pour effet de différer les recettes, qui sont inscrites au bilan sous la rubrique des produits différés.

Au 31 décembre 2021, African Parks disposait de 114,6 millions \$US en dotations gérées en son nom. Ces fonds ont été exécutés par la Stichting African Parks Foundation (SAPF) avec 42,9 millions, l'African Parks Foundation of America (APFA) avec 51,7 millions ; la Stichting African Horizon gère des actions promises dans des sociétés privées pour une valeur de 20 millions. Au cours de l'année 2021, African Parks a utilisé 1,7 million \$US pour contribuer aux opérations. Aucun autre produit d'investissement n'a été utilisé en 2021. Le fonds est investi dans une combinaison d'actions, d'obligations et de liquidités, conformément à la politique d'investissement définie par notre comité de financement. Les actifs du fonds de dotation sont détenus dans les bilans de la SAPF aux Pays-Bas et de l'APFA aux États-Unis, deux entités affiliées à African Parks.

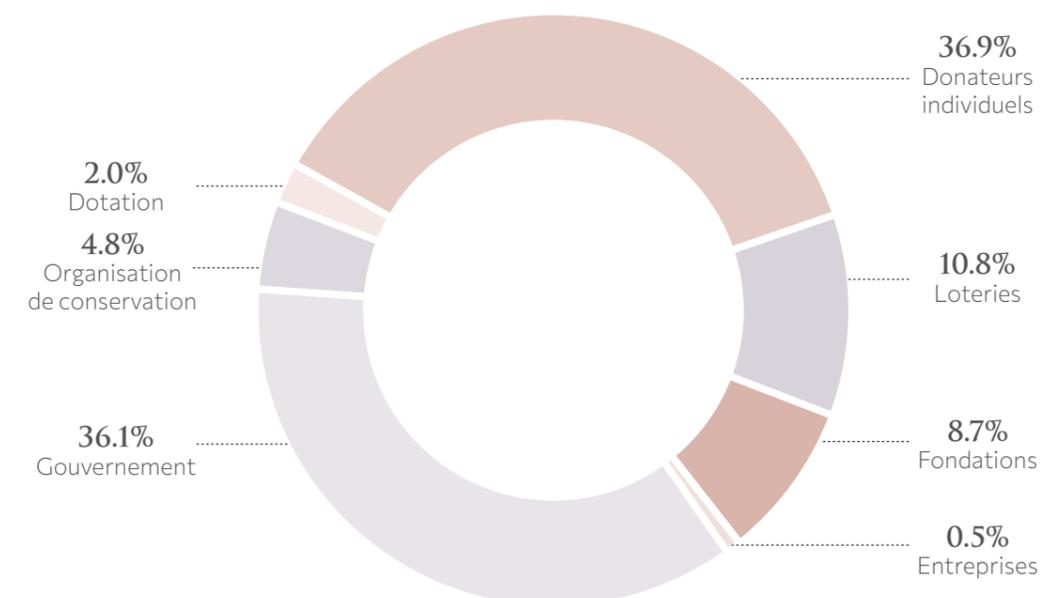
Les dépenses du groupe ont augmenté de 29,2 %, soit d'environ 20,2 millions \$US pour l'année en cours, dont 5,1 millions dus à la création de nouveaux parcs en 2020 – Nyungwe, Iona et Matusadona – dont les dépenses opérationnelles arrivaient à échéance en 2021. Les plans d'intervention exécutés au Niger et à Kafue ont nécessité des dépenses accrues pour un montant de 3,3 millions. Le reliquat de cette augmentation est lié au retour à la normale des activités dans les autres parcs : le Chinko, la Garamba et l'Ennedi, qui ont été les plus affectés par la pandémie, représentent 5 millions.

L'organisation contrôle les dépenses du groupe grâce à un suivi budgétaire minutieux, les budgets de l'année étant approuvés au préalable. Les dépenses réelles par rapport à ces budgets sont contrôlées par le biais des comptes de gestion mensuels. Alors que le budget total approuvé par le conseil d'administration d'African Parks Network (APN) s'élevait à 91,1 millions \$US pour 2021, les dépenses réelles se sont montées à 83,4 millions. À noter : ce chiffre n'inclut pas les revenus ou les dépenses pour les opérations de collecte de fonds aux États-Unis et en Europe, ni pour les dotations correspondantes ou les réserves accumulées. En effet, le conseil d'administration d'APN ne contrôle pas ces opérations de collecte de fonds et n'approuve pas les budgets.

COMPTES DE GESTION DU GROUPE

	Zones protégées .000 \$US	African Parks Network .000 \$US	Total par compte de gestion .000 \$US	Ajustements de consolidation .000 \$US	Total par états financiers .000 \$US
Revenus	83,934	10,149	94,091		87,321
Subventions	79,442	8,134	87,576	(6,918)	80,658
Revenu brut du parc	4,500	0	4,500	-	4,500
Revenu de la dotation	-	1,767	1,767	-	1,767
Autres revenus	-	248	248	148	396
Total des dépenses du groupe	79,429	10,157	89,586		82,761
Dépenses de fonctionnement	67,011	7,131	74,142	1,381	75,523
Dépenses d'investissement	12,418	3,026	15,444	(8,206)	7,238
Excédent net avant impôts	4,505	(8)	4,505	55	4,560

SOURCES DE FINANCEMENT DES DONATEURS



ÉTATS FINANCIERS RÉSUMÉS

(IFRS), ainsi qu'aux exigences de la loi sur les sociétés d'Afrique du Sud. Ils ne contiennent pas toutes les informations requises par les normes internationales d'information financière et les exigences de la loi sur les sociétés appliquées dans la préparation des états financiers du groupe, et doivent être lus conjointement avec les états financiers du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2021. Les états financiers résumés sont préparés sur la base de la continuité de l'exploitation.

Les états financiers résumés ci-joints (les « états financiers résumés ») comprennent un résumé des états financiers audités du groupe pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 (les « états financiers »).

BASE DE LA PRÉPARATION

Les états financiers résumés sont préparés conformément aux concepts-cadres et aux exigences d'évaluation et de comptabilisation des normes internationales d'information financière

Ce rapport résumé est extrait d'informations auditées, mais n'est pas lui-même audité. Les états financiers annuels ont été vérifiés par KPMG Inc, qui a exprimé une opinion non modifiée à leur sujet. Les états financiers annuels vérifiés et le rapport du vérificateur sur ceux-ci sont disponibles sur le site Web de la société. Les administrateurs assument l'entière responsabilité de la préparation des états financiers résumés, et les informations financières ont été correctement extraites des états financiers annuels sous-jacents.

ÉTAT RÉSUMÉ DU RÉSULTAT GLOBAL DU GROUPE

Un état résumé du résultat global du groupe est présenté ci-dessous. Un excédent consolidé pour 2021 de 4 423 000 \$US (2020 : déficit de 47 000 \$US) a été enregistré.

	2021 .000 \$US	2020 .000 \$US	% Variation
Revenu	87,321	65,595	
Subventions	80,713	60,389	33.6%
Revenus de dotation	1,767	1,760	
Autres produits d'exploitation	4,841	3,445	40.5%
Charges d'exploitation	(83,050)	(65,132)	
Frais de personnel	(33,782)	(26,556)	
Amortissement	(7,238)	(5,123)	
Autres charges	(42,031)	(33,453)	25.6%
Résultats des activités opérationnelles	4,271	462	
Différences de change nettes et produits/(charges) financiers	289	(369)	
Excédent/déficit avant impôts	4,560	93	
Impôts	(137)	(140)	
Excédent/(déficit) de l'exercice	4,423	(47)	
Autre perte globale	(400)	(16)	
Total de l'excédent/(déficit) global pour l'année	4,023	(63)	

Les revenus reconnus sont fonction des dépenses engagées. African Parks travaille selon le principe de l'équilibre budgétaire, selon lequel les fonds reçus des donateurs sont d'abord comptabilisés au passif en tant que fonds non utilisés. Une fois utilisés, ils sont alors comptabilisés comme des subventions. S'alignant sur l'approche commerciale de la conservation, les coûts encourus sont d'abord financés par les revenus d'exploitation, puis par les subventions. Les frais généraux d'African Parks sont financés en partie par une partie des revenus d'investissement générés par notre fonds de dotation. Les actifs du fonds de dotation ne sont pas reconnus dans l'état de la situation financière d'African Parks.

L'augmentation des subventions de 33,6 % est due à une combinaison de facteurs :

- Trois zones protégées arrivant à maturité dans le portefeuille : les Parcs nationaux de Nyungwe, Matusadona et Iona ;
- Deux nouveaux plans d'intervention dans les Parcs nationaux de Kafue et du W-Niger.

- L'augmentation restante des dépenses est liée au retour à la normale des activités dans les autres parcs. Les principaux contributeurs ont été le Chinko, le Parc national de la Garamba et la Réserve naturelle et culturelle de l'Ennedi.

Les autres revenus d'exploitation sont des revenus commerciaux de 4,5 millions \$US (3 millions \$US en 2020). Cette augmentation, quoique significative, était attendue car il s'agit d'une reprise par rapport à l'année comparative qui avait été fortement impactée par le Covid. Enfin, les autres produits d'exploitation comprennent également les recouvrements des indemnités d'assurance reçues au cours de l'année, qui sont négligeables.

Les différences de change nettes et les charges financières sont constituées de gains/(pertes) de change réalisés et non réalisés survenus au cours de l'année. Cela comprend également 48 000 \$US de revenus d'intérêts provenant de l'excédent de trésorerie investi en Afrique du Sud.

**ÉTAT ABRÉGÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE DU GROUPE
AU 31 DÉCEMBRE 2021**

	2021 .000 \$US	2020 .000 \$US	% Variation
Actifs			
Actifs non courants			
Immeubles, installations et équipements	51,465	42,524	21%
Actif non courant destiné à la vente	-	4,129	
Actif de droit d'utilisation	188	261	
Actifs courants			
Stocks	1,147	951	
Créances et paiements anticipés	16,949	13,241	28%
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8,912	16,847	(47%)
Total de l'actif	78,661	77,952	
Fonds propres et passif			
Capital et réserves			
Réserve de conversion des devises étrangères	(2,164)	(1,764)	
Bénéfices non distribués	6,540	2,072	
Réserve de maintenance	322	322	
Intérêts minoritaires	(671)	(626)	
Passifs non courants			
Impôts différés	938	819	
Dettes de location	156	226	
Passifs courants			
Provisions	248	318	
Dettes commerciales et autres dettes	4,466	2,778	61%
Fonds non utilisés	17,227	27,284	(37%)
Dettes de leasing	74	67	
Produits différés	51,524	46,456	11%
Total des fonds propres et du passif	78,661	77,952	

Les **dépenses d'investissement** se sont élevées à 15,4 millions \$US et représentent des investissements dans les infrastructures, les équipements, les véhicules, les radios, les avions, etc.

Les principaux contributeurs à l'augmentation des immobilisations corporelles sont le siège d'African Parks à Johannesburg, l'achat d'un Pilatus PC 12 (3 millions \$US) ainsi que les Parcs nationaux du W (1,7 million \$US), de Zakouma (1,6 million \$US) et de l'archipel de Bazaruto (1 million \$US). À noter : nous capitalisons tous les EPI (articles individuels dépassant 500 \$US et d'une durée de vie de plus d'un an) en nous basant sur le fait que nous contrôlons l'utilisation de ces articles. Si African Parks devait quitter un parc, elle ne serait pas en mesure de conserver l'usage de la plupart des immobilisations corporelles relatives à ce parc et devrait comptabiliser une perte lors de la « cession ». Tous les avions restent au nom d'African Parks et peuvent être réaffectés à d'autres parcs.

L'**actif non courant destiné à la vente** représente les fermes d'Ukulima qui ont été données en 2017. Les fermes ont été vendues au cours de l'année 2021 pour un prix de 61 millions ZAR. Pour les créances et les paiements anticipés, 12,8 millions \$US de ce solde concernent les créances des donateurs et 3,7 millions \$US concernent les créances des entités affiliées telle African Parks Foundation America, le reste étant constitué de paiements anticipés, de dépôts et d'autres débiteurs divers.

La **trésorerie et les équivalents de trésorerie** représentent une combinaison de fonds détenus localement par les parcs dans leurs banques locales, de fonds détenus par les parcs comme petite caisse et de fonds détenus par African Parks dans ses comptes offshore. Le groupe était exposé aux francs centrafricains (CFA) et aux rands sud-africains (ZAR) à la fin de l'année, les parcs détenant un total de 1,8 million \$US en CFA et le siège d'African Parks détenant 1,5 million \$US en ZAR.

Un solde d'imposition différée était présent dans les livres des parcs rwandais.

Les fonds non utilisés représentent les subventions reçues et non utilisées pendant l'année en cours. La raison de cette non-utilisation : soit il s'agit de fonds

non affectés qui seront utilisés en 2022, soit ils sont affectés à des activités spécifiques qui n'ont pas encore eu lieu, soit il s'agit de fonds excédentaires collectés. Ces fonds sont détenus sous forme de liquidités et de créances et ne sont décaissés que dans le cadre du projet et de la période prévus à cet effet.

LA COMPOSITION DE CES FONDS NON UTILISÉS ÉTAIT LA SUIVANTE À LA FIN DE L'ANNÉE :

Niveau de restriction	Groupe 2021	Société 2021	Groupe 2021	Société 2020
Restreint au niveau du parc	67%	62%	65%	50%
Restreint - réserve aviation	4%	15%	1%	2%
Non affecté au niveau du parc	22%	0%	21%	0%
Sans restriction au niveau du portefeuille	6%	23%	14%	48%

Les revenus **différés** représentent les fonds des donateurs ayant été dépensés pour l'acquisition d'immobilisations corporelles. Les revenus différés sont transférés au compte de résultat en tant que revenus des donateurs, au fur et à mesure que ces éléments sont amortis. Ce traitement des produits différés permet une meilleure adéquation entre les produits et les charges.

ÉTAT ABRÉGÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES DU GROUPE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

	Réserve de conversion des devises étrangères .000 \$US	Réserve de maintenance .000 \$US	Bénéfices non distribués .000 \$US	Total .000 \$US	Intérêts minoritaires .000 \$US	Total .000 \$US
Solde au 1er janvier 2020	(1,748)	322	2,106	680	(612)	68
Déficit de l'exercice			(34)	(34)	(13)	(47)
Autres pertes globales	(16)			(16)		(16)
Solde au 1er janvier 2021	(1,764)	322	2,072	630	625	5
Excédent pour l'exercice			4,468	4,468	(45)	4,423
Autres pertes globales	(400)			(400)		(400)
Solde au 31 décembre 2021	(2,164)	322	6,540	4,698	(670)	4,028

La **réserve de conversion des devises étrangères** est le résultat de la consolidation des parcs fonctionnant dans des monnaies fonctionnelles autres que le dollar US.

TABLEAU ABRÉGÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE DU GROUPE POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2021

	2021 .000 \$US	2020 .000 \$US
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'exploitation	14,464	7,668
Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement	(12,278)	(10,130)
Flux de trésorerie nets provenant des activités de financement	(10,121)	(612)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(7,935)	(3,074)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'année	16,847	19,921
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'année	8,912	16,847

La **trésorerie et les équivalents de trésorerie** se composent des bénéfices non distribués et des fonds des donateurs reçus, mais non encore dépensés pour les programmes désignés.

GOUVERNANCE

Une gouvernance saine, des contrôles internes rigoureux et une gestion financière professionnelle sont les axes principaux d'African Parks.

Le principal organe directeur, African Parks Network (APN), basé à Johannesburg, en Afrique du Sud, est une société à but non lucratif enregistrée conformément à la section 10 de la loi sur les sociétés d'Afrique du Sud. APN est l'entité stratégique et décisionnelle en charge du business plan de chaque parc, de la politique d'investissement en capital, des budgets d'exploitation, des procédures d'exploitation standards et de la nomination de gestionnaires de parcs expérimentés.

Le conseil d'administration d'APN, composé d'un membre exécutif et de sept membres non exécutifs, est responsable de la gouvernance globale de l'organisation. Trois sous-comités spécialisés – finances, risques et audit, rémunérations et ressources humaines, conservation – placent un accent tout particulier sur la gouvernance.

Chaque parc géré par African Parks dispose d'un conseil d'administration local mis en place dans le pays même. Chacun d'eux, représenté par des institutions partenaires, des acteurs clés et APN, est directement responsable devant le gouvernement de la gestion professionnelle des parcs, lesquels sont

tenus de fonctionner conformément aux procédures opérationnelles standards déterminées par APN.

Les disciplines relatives aux rapports de gestion des parcs comprennent la préparation de comptes de gestion mensuels, de budgets et business plans annuels, examinés et approuvés par la direction à Johannesburg. Il est requis de chaque employé de signer un code de conduite et d'observer les plus hautes normes d'éthique. La liaison avec les parties prenantes d'African Parks, identifiées comme étant les autorités locales, les communautés, les donateurs, le personnel et les organisations affiliées, est effectuée par le biais de canaux de communication officiels, comme spécifié dans le manuel des procédures opérationnelles standards.

Les états financiers du groupe APN se conforment aux normes internationales d'information financière (IFRS) et sont audités par KPMG Afrique du Sud.

APN possède des organisations affiliées aux Pays-Bas (Stichting African Parks Foundation), en Suisse (African Parks Stiftung Schweiz), en Allemagne (African Parks Foundation Germany), au Royaume-Uni (African Parks UK) et aux États-Unis (African Parks Foundation of America). Le rôle de ces entités, dont le statut est celui d'organisme caritatif, est de promouvoir la mission d'African Parks. Ces entités juridiques distinctes sont dirigées par des conseils d'administration indépendants mais sont liées par un accord de collaboration garantissant un objectif commun à tous.

REJOIGNEZ-NOUS

African Parks est l'organisation leader pour la gestion des aires protégées en Afrique.

Lorsque vous faites un don à African Parks, vous ne protégez pas seulement les paysages et la faune sauvage emblématiques de ce continent : vous contribuez également à restaurer la santé planétaire. Grâce à notre travail et à l'impact que nous exerçons, nous permettons la création d'endroits sûrs où des emplois sont créés, des entreprises durables sont financées, des écoles sont construites, où les enfants peuvent apprendre, des unités sanitaires mobiles sont déployées et où commencent à se développer des économies fondées sur la conservation.

Les avantages à soutenir African Parks sont nombreux : nous opérons à grande échelle ; nous sommes à 100 % responsables de chaque euro qui nous parvient et de chaque aspect de la gestion des parcs, ce qui assure que ces fonds produisent l'impact le plus immédiat et le

plus direct ; nous avons une vision claire pour affecter 30% de l'Afrique à la nature, et les résultats obtenus montrent que tout cela est possible.

Quelle que soit la manière dont vous souhaitez soutenir notre travail, à petite ou grande échelle, tout cela compte. Nous vous remercions de votre confiance. Si vous souhaitez en apprendre davantage, veuillez contacter :

HELGE MAHNE

Directeur du financement mondial
helgem@africanparks.org

TINEKE FLOOR

Directrice d'African Parks Europe
tinekef@africanparks.org

TONI CONDON

Directeur d'African Parks États-Unis
tonic@africanparks.org

VEGA HALL MARTIN EMBREE

Directeur d'African Parks Asie
vegahme@africanparks.org



africanparks.org